

# Brookfield

## Rapport intermédiaire du troisième trimestre de 2013

POUR LES PÉRIODES PRÉSENTÉES (EN MILLIONS, SAUF LES MONTANTS PAR ACTION)	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2013	2012	2013	2012
Bénéfice net consolidé <sup>3</sup>	1 495 \$	875 \$	2 994 \$	1 976 \$
Flux de trésorerie liés aux opérations <sup>1, 2</sup>	1 193	223	2 346	897
Par action de Brookfield				
Flux de trésorerie liés aux opérations <sup>1, 2</sup>	1,85 \$	0,30 \$	3,56 \$	1,27 \$
Bénéfice net <sup>1</sup>	1,23	0,48	2,05	1,25

1. Exclut les montants attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle.

2. Se reporter à la rubrique « Mode de présentation » à la page 19.

3. Sur une base consolidée. Inclut les montants attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle.

TOTAL (EN MILLIONS)	Au 30 septembre 2013	Au 31 décembre 2012
	Total des actions sous gestion	183 954 \$
Capitaux générant des honoraires	80 453	60 069
Nombre d'actions ordinaires en circulation après dilution	651	658
Prix de négociation sur le marché par action – NYSE	37,40 \$	36,65 \$

## LETTRE AUX ACTIONNAIRES

Aux actionnaires,

### Aperçu

Nous avons enregistré d'excellents résultats financiers au troisième trimestre, les flux de trésorerie liés aux opérations ayant atteint 1,2 G\$ et le bénéfice net consolidé, 1,5 G\$, soit respectivement 1,85 \$ et 1,23 \$ par action ordinaire. Nos activités ont généré de très bons résultats et de nombreuses ventes non récurrentes ont été conclues au cours de la période. Les résultats de nos activités liées à la production d'énergie, notamment, ont dépassé les attentes, du fait que les centrales hydroélectriques et les centrales éoliennes acquises récemment ont été intégrées; quant à nos activités liées aux infrastructures, elles ont continué de bénéficier des investissements réalisés au cours des dernières années. Les États-Unis ont enregistré des ventes au détail élevées, et bien que la situation reste instable sur le plan macroéconomique, cette instabilité n'a eu concrètement aucun effet négatif notable sur nos activités.

Au cours des derniers mois, nous avons réalisé un certain nombre de ventes qui ont généré des profits d'environ 1,5 G\$. Certaines de ces ventes ont été conclues au troisième trimestre; les autres seront conclues au quatrième trimestre. Quoiqu'elles soient inscrites au plan comptable comme des éléments non récurrents, ces ventes sont en réalité loin d'être des réalisations ponctuelles, car leur valeur s'est bâtie sur de nombreuses années et elles sont le fruit à la fois du calendrier des acquisitions et de l'important travail accompli au cours de la période qui a suivi chaque acquisition. La vente intervient comme l'aboutissement de ce travail, souvent lorsque les marchés financiers se portent bien, car c'est généralement à ce moment-là seulement que l'on nous offre des valeurs de sortie acceptables.

Nous avons conclu des engagements de capitaux de 7 G\$ pour notre plus récent fonds lié aux infrastructures, ainsi que des engagements de 1 G\$ pour un fonds de terres d'exploitation forestière. Le montant des capitaux privés mobilisés récemment s'élève par conséquent à environ 16 G\$, et nous continuons de mobiliser des capitaux pour nos stratégies de placement. Les mouvements de capitaux à destination des autres placements, plus particulièrement dans le secteur des immeubles et des infrastructures, sont très positifs, que ce soit dans nos fonds privés ou nos entités cotées, ce qui est de très bon augure pour la poursuite de la croissance de nos honoraires.

### Proportion des actifs réels dans les portefeuilles mondiaux

Notre journée annuelle des investisseurs s'est déroulée au cours du trimestre. Nous remercions tous ceux qui ont pu y participer. Si vous n'avez pas pu être des nôtres, vous pouvez consulter sur notre site Internet la webdiffusion et les documents relatifs à cette journée.

Notre présentation a porté sur le thème des actifs réels, devenus incontournables pour nos clients institutionnels. De nombreuses raisons nous portent à croire que les clients institutionnels continueront d'accroître la proportion des actifs réels dans leurs portefeuilles. L'excellent accueil qui a été réservé récemment à nos fonds mondiaux vient appuyer cette conviction. Plus important encore, il nous semble que la faveur dont jouissent les actifs réels n'en est encore qu'à ses débuts. Nous avons pour but de bâtir une société de gestion mondiale disposant du capital-confiance, des relations et de l'envergure nécessaires pour investir des capitaux dans des actifs réels au nom de grandes institutions mondiales, et nous maintenons cet objectif.

De plus, en raison de l'instabilité générale que le monde connaît actuellement (répercussions de la politique économique de Shinzō Abe sur la situation du Japon; réduction éventuelle de l'achat de titres et crise du plafond de la dette aux États-Unis; impact de l'ampleur de la dette bancaire et de la dette globale dans la zone euro; inquiétude au sujet de la croissance en Chine; confusion au Moyen-Orient en raison de la crise syrienne), les institutions mondiales investissent des quantités importantes de capitaux dans des actifs réels, faute d'un autre choix valable. Même le marché de l'or s'est montré volatil; de toute façon, ce marché est bien trop petit par rapport à l'ampleur des capitaux des fonds souverains et institutionnels. Toutes ces tendances convergent pour accroître la proportion des actifs réels dans les portefeuilles. Surtout, nous sommes convaincus que les actifs réels procurent un rendement réel de qualité, attrayant, qui représentera le choix idéal pour les investisseurs institutionnels pendant encore bien des années.

À l'occasion de notre journée des investisseurs, nous avons également donné les dernières nouvelles au sujet de chacune de nos activités et présenté en détail nos plans de croissance sur cinq ans. Il n'est jamais simple de mettre en œuvre un plan d'affaires, mais si nous parvenons à exécuter ces plans de croissance, ce devrait être une source de satisfaction pour tous nos mandants.

### Fusion de Brookfield Property Partners (« BPY ») avec Brookfield Office Properties (« BPO »)

Au cours du trimestre, nous avons entrepris de fusionner Brookfield Property Partners (« BPY ») avec Brookfield Office Properties (« BPO »). Selon l'offre déposée, le porteur de la totalité ou d'une partie des actions de BPO que BPY ne détient pas déjà recevra une action de BPY pour chaque action de BPO détenue, ou l'équivalent en espèces, pour une valeur totale d'environ 5 G\$. BPY a fait en sorte de disposer de 1,7 G\$ en espèces et de 3,3 G\$ en actions (selon leur valeur à la date de l'annonce) pour pouvoir réagir avec souplesse au choix des actionnaires de BPO.

D'après nous, cette fusion, combinée à un certain nombre d'autres projets prometteurs sur lesquels nous travaillons dans le cadre de nos activités liées à l'immobilier, fera de BPY un chef de file mondial dans le secteur de l'immobilier. L'offre faite aux actionnaires de BPO représente une prime de 15 % par rapport au cours de l'action avant la transaction et une augmentation immédiate de 18 % par rapport à la valeur corporelle par action selon les IFRS. À l'issue de la transaction, les actionnaires de BPO recevront une augmentation de 79 % du dividende par action par rapport au montant actuellement versé par BPY. Les actionnaires institutionnels de BPO, qui détiennent 11 % du flottant, se sont engagés à participer à l'opération avant même l'annonce de celle-ci; par ailleurs, nous avons rencontré depuis le lancement de l'offre de nombreux actionnaires de BPO, lesquels réagissent favorablement au projet de fusion.

À l'issue de la transaction, BPY possédera l'une des activités les plus importantes au monde dans le secteur des immeubles de bureaux et des immeubles de commerce de détail, ainsi que des activités en croissance dans le secteur des immeubles résidentiels et des propriétés industrielles. De plus, en raison des relations que Brookfield entretient avec ses clients institutionnels, l'entreprise issue de la fusion disposera d'un accès sans pareil aux capitaux.

Comme nous devrions réaliser d'importantes économies de coûts ainsi que d'autres synergies, cette transaction sera également avantageuse à court terme pour les flux de trésorerie liés aux opérations. Nous avons l'intention de rationaliser le portefeuille de BPY au cours des 24 prochains mois et d'utiliser le produit des ventes d'actifs, d'une part pour rembourser la dette prise en charge dans le cadre de la transaction, d'autre part pour investir dans de nouveaux actifs.

### **Réorganisation du consortium General Growth Properties (« GGP »)**

Plus tôt ce mois-ci, nous avons conclu une transaction visant à procurer des liquidités à nos partenaires dans le consortium en contrepartie de leurs participations dans GGP. Cette transaction a permis à nos clients institutionnels de réaliser la valeur créée dans ce placement.

Notre investissement représentait à l'origine 2,3 G\$; au cours des trois dernières années, nous avons réalisé une valeur de 6,0 G\$ pour BPY et nos clients institutionnels. Les profits s'élèvent au total à tout près de 4 G\$, ce qui représente un multiplicateur brut de 2,6 fois et un TRI brut de 38 %. Notre propre placement dans le consortium a quant à lui obtenu un rendement composé de 38 %; de plus, nous avons reçu des intérêts comptabilisés de plus de 550 M\$ au quatrième trimestre de cette année.

Cette transaction a par ailleurs permis à BPY d'investir encore 1,4 G\$ dans GGP; BPY détient désormais 32 % de GGP après dilution totale. Nous détenons, conjointement avec certains clients institutionnels qui ont maintenu leur placement dans GGP avec nous, 40 % de ce portefeuille de grande qualité de centres commerciaux aux États-Unis, dont nous pensons qu'il présente un important potentiel. Pour financer notre investissement, nous avons procédé à un placement privé de 1,4 G\$ dans BPY, dont 1 G\$ provenait de Brookfield (« BAM ») et 435 M\$, de Investment Corporation of Dubai et d'un autre fonds souverain parmi nos clients.

À l'issue de la fusion de BPO avec BPY et de cette réorganisation, BAM détiendra 68 % de BPY et les autres actionnaires détiendront 32 % de BPY. La capitalisation boursière de BPY sera d'environ 15 G\$, d'après les valeurs selon les IFRS, et le flottant boursier sera d'environ 5 G\$.

### **Notre vision des marchés émergents**

Nous prenons nos décisions d'investissement en fonction de certaines orientations spécifiques qui viennent s'ajouter à notre stratégie globale consistant à acquérir des actifs de grande qualité à des valeurs attrayantes. Au cours des 12 à 24 prochains mois, une de nos principales orientations de placement devrait consister à faire travailler nos capitaux dans les marchés émergents. Cette stratégie est peu pratiquée en ce moment, en raison des mauvaises nouvelles qui nous parviennent de régions comme le Brésil, l'Inde et la Chine. Cependant, cette approche fondée sur la valeur a déjà été fructueuse pour nous, et nous estimons qu'elle correspond bien en ce moment à notre vision des marchés émergents, qui repose sur trois constats principaux.

En premier lieu, nous avons constaté que, lorsque les capitaux se font rares dans un secteur ou une région, les occasions se multiplient d'acquérir d'excellents actifs à des prix impensables autrement. C'est dans un contexte semblable que nous avons investi dans des centres commerciaux aux États-Unis et des infrastructures en Australie, en pleine crise financière. Pendant la majeure partie de la décennie, les nations du BRIC ont vu affluer les capitaux étrangers, mais ce n'est plus le cas. Au cours de l'année écoulée, à mesure que la croissance ralentissait et que les monnaies locales perdaient de la valeur par rapport au dollar américain et à l'euro, bon nombre d'institutions se sont retirées des marchés émergents ou ont annoncé qu'elles prévoyaient de liquider leurs portefeuilles. À l'occasion du retrait de ces institutions, qui cherchent alors à céder leurs actifs ou leurs portefeuilles, nous sommes souvent en mesure d'investir à des prix inférieurs à ceux qui se pratiquent d'habitude.

Deuxièmement, nous investissons dans des régions et des secteurs dans lesquels nous possédons une vaste expérience. Nous sommes présents en Amérique du Sud depuis un siècle; au cours des 10 dernières années, nous avons établi des équipes en Chine, au Moyen-Orient et en Inde. Nous pensons et nous nous comportons comme la population locale, tandis que notre perspective mondiale nous permet de nous montrer circonspects dans la manière de choisir nos placements et de répartir nos capitaux. De plus, les relations que nous entretenons localement se traduisent souvent par des occasions d'acquérir des actifs aux États-Unis et en Europe, auprès de grandes sociétés établies dans les marchés émergents qui ont besoin de capitaux.

Troisièmement, nous croyons au potentiel à long terme des marchés émergents. Depuis un siècle que nous travaillons avec le Brésil, nous avons constaté que les pays dotés de ressources, qui travaillent à améliorer la primauté du droit et possèdent une classe moyenne éduquée en expansion peuvent créer une importante richesse. La croissance économique peut connaître des ratés et les revirements politiques sont parfois spectaculaires, mais nous sommes convaincus qu'en acquérant des actifs à un prix inférieur à leur coût de remplacement, au moment où la valeur des monnaies locales est moins élevée que la moyenne historique, nous serons en mesure d'obtenir de nos capitaux d'excellents rendements à long terme.

Au Brésil, nous avons continué d'investir des capitaux dans pratiquement toutes nos activités. Au cours du trimestre, nous avons fait l'acquisition d'une participation additionnelle de 20 % dans Arteris, notre société d'autoroutes à péage, qui possède plus de 3 200 km d'autoroutes à péage. Par ailleurs, nous continuons de renforcer nos activités liées à l'immobilier, à l'agriculture et à la production d'énergie, par la croissance interne ainsi qu'au moyen d'acquisitions.

En Inde, après une présence de cinq ans sur le marché et des investissements modestes dans un certain nombre d'activités de service, nous sommes aujourd'hui très heureux des occasions qui se présentent du fait de la pénurie récente de capitaux. Grâce aux capitaux que nous avons mobilisés (équivalant à plus de 200 M\$ US), nous avons créé en Inde un des plus importants fonds du secteur immobilier en roupies, que nous avons l'intention d'utiliser comme source de prêts privilégiés pour des projets d'aménagement d'immeubles. Nous avons également acheté environ 17 % d'une entité cotée au Royaume-Uni qui possède en Inde un groupe de premier plan spécialisé dans les immeubles de bureaux axés sur les technologies, loués en grande partie à des clients occidentaux. Enfin, nous sommes d'avis que le faible coût de nos capitaux peut nous conférer un important avantage sur certaines sociétés locales, qui doivent financer leur croissance.

En Chine, nous nous sommes engagés récemment dans un partenariat stratégique avec Shui On Land, relativement à son activité liée aux propriétés commerciales à Shanghai, une des villes les plus dynamiques au monde. Nous nous sommes engagés à fournir jusqu'à 750 M\$ à China Xintiandi (« CXTD »), une filiale de Shui On, dont une tranche de 500 M\$ sera investie à la clôture de la transaction et une tranche de 250 M\$ sera investie à notre gré au cours des trois prochaines années. De plus, nous avons l'intention d'investir jusqu'à 500 M\$ pour financer de nouvelles occasions d'investissement avec CXTD dans le secteur des propriétés commerciales.

Ce placement sera réalisé par l'intermédiaire de Brookfield Property Partners, en partenariat avec nos clients institutionnels; le montant initial du placement représente environ 22 % de CXTD. À la clôture, CXTD possédera la quasi-totalité des actifs (immeubles de bureaux et immeubles de commerce de détail) que Shui On détient actuellement dans le mythique quartier Xintiandi de Shanghai, ainsi que ses propriétés commerciales situées autour de la nouvelle gare ferroviaire de Shanghai pour le transport interurbain, située à Hongqiao. Nous avons également reçu des bons de souscription dans Shui On représentant 5 % de la société; nous sommes enthousiasmés par ce nouveau partenariat avec Shui On et son fondateur, Vincent Lo.

## Rachats d'actions

Au cours du trimestre, nous avons racheté 2,4 millions d'actions de Brookfield; le nombre total d'actions rachetées cette année est désormais d'environ 9 millions. Au cours des 15 dernières années, nous avons racheté plus de 50 millions d'actions ordinaires, tandis que nous n'avons procédé qu'à une seule émission d'actions ordinaires (45 millions) pour des raisons stratégiques. Nous avons l'intention de maintenir cette stratégie.

Au cours des trois dernières années, tandis que nous digérons les importantes acquisitions réalisées pendant la crise financière pour agrandir notre entreprise, nous n'avons pas racheté beaucoup d'actions. Du fait que la valeur de nombreux actifs a augmenté et que les capitaux sont plus faciles à obtenir, nous avons procédé à un certain nombre de ventes avec plus-value, ce qui nous permet de disposer aujourd'hui de liquidités importantes dans Brookfield et dans nos principales filiales.

De plus, comme nous avons presque achevé le réaligement de nos principales entités cotées et fait considérablement grossir nos fonds privés, la pression sur notre bilan d'entreprise pour financer des placements s'en trouve allégée.

Nos flux de trésorerie annuels disponibles, ainsi que nos capitaux obtenus par la vente avec plus-value de nos placements, servent par conséquent de plus en plus à financer le rachat d'actions lorsque le cours est bas et à accroître notre activité de gestion d'actifs partout dans le monde. De plus, nous avons l'intention – en fonction du prix, ici encore – de monétiser au fil du temps certains actifs de notre bilan et d'utiliser une partie des capitaux obtenus pour racheter des actions.

## Activités d'exploitation

Globalement, les actifs sous gestion se sont élevés à environ 184 G\$; les capitaux générant des honoraires, quant à eux, ont augmenté pour atteindre 80 G\$. Le tableau ci-dessous présente la répartition des actifs sous gestion :

EN MILLIARDS DE \$ US	Actifs sous gestion	Capitaux gérés
Immeubles .....	105 \$	31 \$
Énergie renouvelable .....	20	12
Infrastructures .....	26	21
Capital-investissement et autres .....	33	16
	<u>184 \$</u>	<u>80 \$</u>

### *Activités liées aux immeubles de Brookfield*

Les résultats sont conformes aux prévisions et marqués par une augmentation de plus de 20 % des flux de trésorerie liés aux opérations dans les activités liées au commerce de détail. Les entreprises continuent de concentrer leurs activités dans les centres urbains afin d'attirer et de retenir les meilleurs talents; cette tendance renforce l'attrait pour nos immeubles de bureaux de grande qualité. De plus, notre portefeuille de centres commerciaux continue de profiter de la reprise économique et du regain de confiance des consommateurs aux États-Unis. Nous avons annoncé la fusion de BPY avec BPO et augmenté la participation de BPY dans GGP, qui est désormais de 32 % après dilution, tandis que notre participation globale est de 40 %. GGP a vendu sa participation dans Aliance Retail, au Brésil, pour un produit d'environ 700 M\$, nous avons fait l'acquisition d'un portefeuille de 1 G\$ constitué de propriétés industrielles aux États-Unis et nous vendons des actifs de nos fonds destinés à des occasions, grâce à des offres d'achat d'actifs au comptant intéressantes.

Par ailleurs, nous avons achevé la fusion de nos activités liées aux immeubles à Los Angeles dans Maguire Properties, qui est désormais une société privée détenue par nous et certains de nos clients institutionnels. Nous avons fait l'acquisition de deux immeubles urbains de commerce de détail et d'un immeuble de bureaux à San Francisco, et nous nous sommes engagés à acquérir une participation de 22 % dans China Xintiandi. Brookfield Place New York, dans la partie sud de Manhattan, est de nouveau relié au réseau de transport en commun de la ville; nous sommes en train d'apporter d'importantes améliorations à l'offre de commerce de détail et de services de restauration de cet immeuble phare de New York.

### *Activités liées à la production d'énergie renouvelable de Brookfield*

Nous avons accru nos activités liées à la production d'hydroélectricité en Nouvelle-Angleterre et en Californie, par l'acquisition d'une capacité de production de 85 mégawatts, qui s'ajoute à la capacité des centrales que nous possédions déjà. Nous avons intégré les acquisitions réalisées plus tôt cette année dans le Maine et le Tennessee; les résultats de ces deux portefeuilles sont jusqu'ici largement supérieurs aux prévisions. Les conditions hydrologiques en Amérique du Nord ont été conformes aux moyennes historiques, ce qui a donné lieu à de bien meilleurs résultats que ce que nous avons connu l'an dernier. Nous explorons actuellement un certain nombre de possibilités d'acquérir des actifs de grande qualité à des prix attractifs, en Amérique du Nord, en Amérique du Sud et en Europe.

Nous continuons d'étendre nos activités liées à la production d'énergie renouvelable, les perspectives dans ce domaine étant excellentes. La production mondiale d'énergie renouvelable devrait connaître une forte augmentation et la construction de nouvelles installations devrait atteindre 200 G\$ chaque année. Cette croissance s'explique à la fois par les avantages que représente la production d'énergie hydroélectrique et éolienne pour l'environnement et par l'amélioration de la compétitivité des coûts de ce type d'installations.

### *Activités liées aux infrastructures de Brookfield*

Nous avons enregistré une hausse d'environ 20 % des résultats de nos activités liées aux infrastructures, par rapport à l'an dernier, même si nous avons vendu une partie de nos activités liées au bois d'œuvre plus tôt cette année, sans réaffectation du capital. Cette augmentation s'explique en grande partie par une hausse des flux de trésorerie liés aux opérations tirés de nos activités liées au transport et aux services publics, dans lesquelles nous avons achevé d'importants projets de croissance plus tôt cette année.

Nous avons procédé à de nouveaux investissements dans deux de nos activités : nous avons acheté 650 M\$ de titres de participation additionnels dans Arteris, notre société d'autoroutes à péage au Brésil, et nous avons fait l'acquisition de deux réseaux énergétiques de quartier aux États-Unis, un à Houston et l'autre à La Nouvelle-Orléans. Nous avons obtenu le droit exclusif d'acquérir une participation de 25 % dans une entreprise de logistique ferroviaire située au Brésil, et la mise en service de notre réseau de transport d'électricité au Texas, qui transporte l'électricité des parcs éoliens vers les grandes villes, devrait être achevée d'ici la fin de l'année.

### *Activités liées au capital-investissement de Brookfield*

Nous avons réalisé des gains en capital sur certains placements dans des entreprises du secteur du logement et réaffecté nos capitaux dans notre plus récent fonds destiné aux occasions attractives, notamment dans des entreprises spécialisées dans le gaz naturel. Nous avons conclu la vente de Longview Fibre (qui s'est révélé être un de nos meilleurs placements), nous avons vendu une nouvelle tranche de 150 M\$ d'actions de Western Forest Products et nous avons donné notre accord en vue de la fusion de Ainsworth dans Louisiana Pacific (« LPX »), au moyen d'une offre d'échange contre des parts égales d'espèces et d'actions. Nous sommes ravis de cette opération, à l'issue de laquelle nous serons actionnaires de LPX, avec une part de 9 %, et recevrons également 250 M\$ en espèces.

Nous avons étendu nos activités liées à la production de méthane de houille en Alberta, grâce à l'acquisition, pour 210 M\$, d'une société d'énergie d'envergure mondiale désireuse de se retirer du secteur. En moins de deux ans, nous avons établi une société nord-américaine de production de méthane de houille, qui est rentable aux prix actuels du gaz naturel. Les prix étant proches des niveaux planchers historiques, cette activité devrait générer d'excellents rendements lorsque les prix du gaz remonteront.

### *Activités du siège social*

Au cours du trimestre, nous avons réglé un litige avec une contrepartie qui avait depuis longtemps un contrat de taux d'intérêt avec nous. Nous avons accumulé un passif de 1,4 G\$ d'après les modalités initiales du contrat, que nous avons liquidé pour 905 M\$, ce qui a donné lieu à la comptabilisation au troisième trimestre d'un profit avant impôt de 525 M\$. Même si nous étions convaincus que notre interprétation était la bonne, comme on ne peut jamais prédire l'issue d'un procès avec jury, nous avons préféré négocier un accord raisonnable. Par conséquent, le montant des coûts financiers futurs, qui dépassait chaque année 100 M\$, a été remplacé par des coûts de portage, à un taux inférieur de moitié au taux précédent, ce qui a permis d'accroître notre bénéfice net de plus de 50 M\$ par année.

### **Sommaire**

Nous maintenons notre engagement visant à être une société de gestion d'actifs alternatifs d'envergure mondiale et à investir des capitaux pour vous et nos partenaires de placement dans des actifs de grande qualité et de nature claire, qui procurent un solide rendement des capitaux propres en trésorerie, tout en mettant l'accent sur la protection du capital utilisé en cas de diminution du rendement.

La Société continue d'avoir pour principal objectif d'accroître ses flux de trésorerie par action et ainsi d'augmenter la valeur intrinsèque par action à plus long terme.

Bien que je sois le signataire de cette lettre, je tiens à préciser que je le fais très respectueusement au nom de tous les membres de l'équipe de Brookfield qui, collectivement, génèrent ces résultats pour vous. N'hésitez pas à communiquer avec l'un ou l'autre d'entre nous si vous avez des recommandations, des questions, des commentaires ou des idées dont vous souhaiteriez nous entretenir.

Le chef de la direction,



J. Bruce Flatt

Le 8 novembre 2013

# RAPPORT DE GESTION

Le rapport de gestion a pour objectif de permettre au lecteur d'évaluer nos résultats opérationnels et notre situation financière pour la période intermédiaire close le 30 septembre 2013. Le présent rapport de gestion doit être lu en parallèle avec notre rapport annuel de 2012. À moins que le contexte ne laisse entendre autre chose, dans ce rapport, les références à la « Société » se rapportent à Brookfield Asset Management Inc., et les références à « Brookfield », « nous », « notre » ou « la Société » se rapportent à la Société et à ses filiales directes et indirectes, ainsi qu'aux entités consolidées. Sauf indication contraire, tous les montants sont libellés en dollars américains et sont fondés sur les états financiers préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS »), telles qu'elles ont été publiées par l'International Accounting Standards Board.

Des informations supplémentaires sur la Société, y compris notre rapport annuel et notre notice annuelle pour 2012, peuvent être obtenues gratuitement sur notre site Web, à l'adresse [www.brookfield.com](http://www.brookfield.com), sur le site Web des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, à l'adresse [www.sedar.com](http://www.sedar.com), et dans la section EDGAR du site Web de la Securities and Exchange Commission (la « SEC ») des États-Unis, à l'adresse [www.sec.gov](http://www.sec.gov).

## Structure du rapport de gestion

Le contenu du rapport de gestion intermédiaire se présente de la manière suivante :

<b>PARTIE 1 – Aperçu et perspectives</b>		<b>PARTIE 3 – Résultats des secteurs opérationnels</b>		<b>PARTIE 4 – Structure du capital et situation de trésorerie</b>	
Nos activités	8	Mode de présentation	21	Structure du capital	42
Revue de l'économie et des marchés et perspectives	9	Sommaire des résultats par secteur opérationnel	22	Situation de trésorerie	45
<b>PARTIE 2 – Revue de la performance financière</b>		Gestion d'actifs et autres services	27	<b>PARTIE 5 – Informations supplémentaires</b>	
Principales données financières	11	Immeubles	30	Méthodes comptables et contrôles internes	48
Profil financier	16	Énergie renouvelable	34	Déclarations de la direction et contrôles internes	50
Dividendes de la Société	19	Infrastructures	38		
		Capital-investissement	39		

Des informations supplémentaires sur le mode de présentation de l'information financière fournie dans le rapport de gestion et sur les mesures financières clés figurent aux pages XX à XX de notre rapport annuel.

## ÉNONCÉ CONCERNANT LES DÉCLARATIONS PROSPECTIVES ET L'UTILISATION DE MESURES NON DÉFINIES PAR LES IFRS

Le présent rapport aux actionnaires contient de l'information prospective prescrite par les lois sur les valeurs mobilières des provinces canadiennes et les règlements applicables, et d'autres « déclarations prospectives » au sens des dispositions refuges prévues dans la Private Securities Litigation Reform Act of 1995 des États-Unis. Plusieurs déclarations peuvent être faites dans ce rapport, dans d'autres documents déposés auprès des Autorités canadiennes en valeurs mobilières ou de la Securities and Exchange Commission des États-Unis, ou dans d'autres communications. Se reporter à la rubrique « Mise en garde à l'égard des déclarations prospectives », à la page XX.

Le présent rapport contient un certain nombre de mesures financières qui ont été calculées et qui sont présentées conformément à des méthodes autres que celles qui sont prescrites par les IFRS. Nous utilisons ces mesures pour gérer nos activités, ainsi qu'aux fins de la mesure de la performance, de l'attribution du capital et à des fins d'évaluation, et nous sommes d'avis que la présentation de ces mesures de la performance, en plus de nos résultats selon les IFRS, aide les investisseurs à évaluer la performance globale liée à nos activités. Ces mesures financières ne doivent pas être considérées comme un substitut des mesures financières semblables établies conformément aux IFRS. Nous avisons les lecteurs que ces mesures financières non définies par les IFRS pourraient différer des calculs présentés par d'autres entreprises, et pourraient en conséquence ne pas être comparables à des mesures semblables présentées par d'autres entreprises. Le rapprochement de ces mesures financières non définies par les IFRS et des mesures financières les plus directement comparables calculées et présentées selon les IFRS, le cas échéant, est présenté dans le présent rapport de gestion.

L'information fournie dans les sites Web mentionnés dans le présent rapport ou pouvant être obtenue par l'entremise de ces sites ne fait pas partie du présent rapport. Tous les renvois à des sites Web contenus dans le présent rapport sont inactifs et ne sont pas intégrés par renvoi.

# PARTIE 1 – APERÇU ET PERSPECTIVES

## NOS ACTIVITÉS

Brookfield est une société de gestion d'actifs alternatifs d'envergure mondiale ayant des actifs sous gestion de plus de 175 G\$ et des capitaux générant des honoraires de 80 G\$. Nous détenons et exploitons des actifs au nom de nos actionnaires et de nos clients depuis plus de 100 ans, tout en axant nos activités sur les immeubles, l'énergie renouvelable, les infrastructures et le capital-investissement.

Notre modèle d'affaires est simple et consiste à mettre à profit notre présence mondiale pour repérer et acquérir des actifs réels de grande qualité à des valeurs intéressantes, à financer ces acquisitions à long terme, puis à accroître les flux de trésorerie et les valeurs de ces actifs grâce à nos plateformes opérationnelles hors pair afin de dégager des rendements à long terme durables et attrayants, et ce, dans l'intérêt de nos clients et de nos actionnaires.

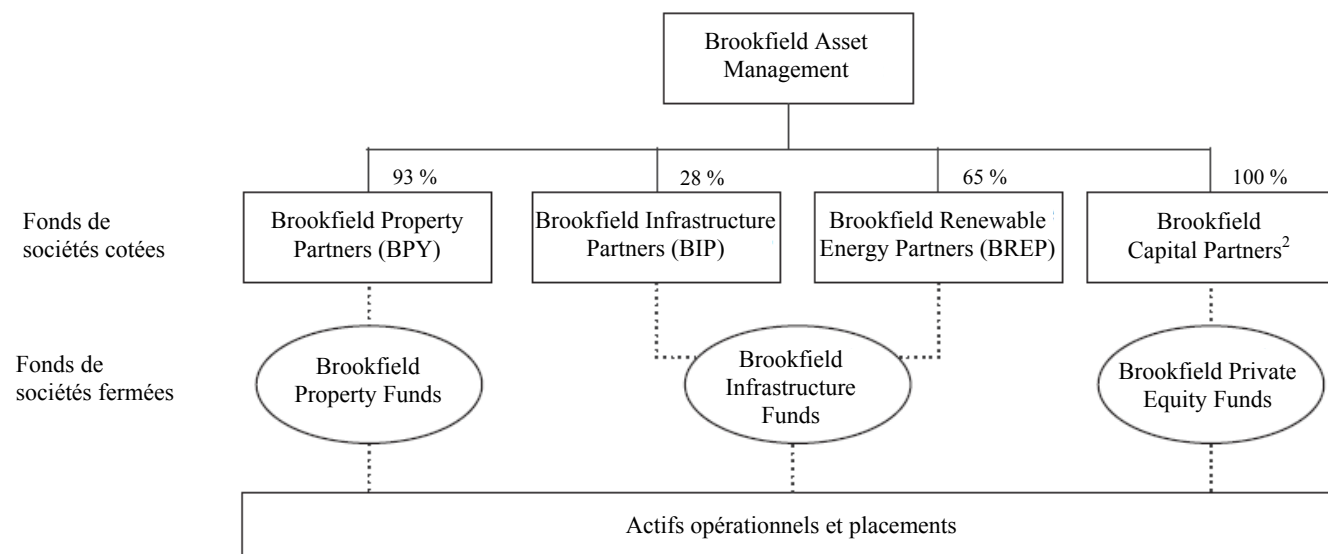
Nous avons une gamme de produits et de services d'investissement dans des sociétés ouvertes et fermées, lesquels permettent aux entités émettrices et aux clients de mettre à profit notre expertise et notre expérience en investissant avec nous. Ces entités comprennent des émetteurs inscrits à la cote des principales Bourses ainsi que des fonds de sociétés fermées offerts à des investisseurs qualifiés, généralement des caisses de retraite, des fonds de dotation et d'autres investisseurs institutionnels. Nous gérons également des titres publics par l'entremise de fonds distincts et de fonds communs de placement.

Notre stratégie consiste notamment à détenir une entité principale cotée en Bourse dans chacun de nos secteurs des immeubles, de l'énergie renouvelable et des infrastructures, qui servent de véhicule principal par l'entremise duquel nous investirons dans chaque secteur respectif. Ces entités, en plus de détenir des actifs directement, agissent à titre d'investisseurs principaux dans nos fonds privés institutionnels, parallèlement au capital engagé par des investisseurs institutionnels. Nous donnons accès à nos investisseurs à nos plateformes de placement dans des actifs réels par l'entremise de nos trois principales entités cotées, soit Brookfield Property Partners L.P. (« BPY »), Brookfield Infrastructure Partners L.P. (« BIP ») et Brookfield Renewable Energy Partners L.P. (« BREP »), qui ont pour but d'offrir bénéfice, croissance et un portefeuille de fonds de capital-investissement affichant des rendements élevés.

Nous sommes un important investisseur dans nos propres fonds. Ainsi, nous détenons des participations importantes dans chacune de nos principales entités cotées et dans nos fonds de capital-investissement.

Cette démarche nous permet de fournir divers types de produits d'investissement public et privé et d'aligner nos diverses stratégies de placement en fonction de la source de capital la plus appropriée. Elle nous permet également d'investir notre propre capital en priorité dans des entités cotées, ce qui nous donne une plus grande souplesse dans la répartition de notre capital et procure à nos investisseurs une grande transparence quant à la répartition de notre capital investi.

Le diagramme ci-dessous illustre la stratégie liée à notre structure organisationnelle :



1. Société fermée.

# REVUE DE L'ÉCONOMIE ET DES MARCHÉS ET PERSPECTIVES

(Au 31 octobre 2013)

## Aperçu et perspectives

Bien que les inquiétudes sur le plan macroéconomique et l'incertitude géopolitique soient demeurées à l'avant-plan au cours du troisième trimestre de 2013, la reprise économique mondiale s'est poursuivie. La volatilité est demeurée élevée, et les investisseurs ont souvent changé d'opinion au cours du trimestre, principalement en raison de la réduction graduelle possible du programme d'achat d'actifs par la Réserve fédérale américaine. Cependant, la décision prise par la banque centrale, à la mi-septembre, visant à maintenir le niveau actuel de stimulation monétaire, a eu pour effet de renforcer les marchés financiers de façon considérable. Conjuguée à l'amélioration des données économiques en Chine et au calme relatif dans les pays en périphérie de l'Europe, ce regain de confiance a donné lieu à une reprise de la demande pour les actifs risqués, ce qui a favorisé les marchés émergents et les prix des marchandises.

Dans ce contexte, la demande d'actifs productifs de revenus présentant un potentiel de croissance a repris son élan. Particulièrement, les actifs réels ont continué de représenter une option de placement intéressante offrant une combinaison unique de rendement, de stabilité et de croissance ainsi qu'une couverture considérable contre l'inflation future. Notamment, nos actifs liés aux immeubles, aux infrastructures et à l'énergie renouvelable ont, dans l'ensemble, enregistré une amélioration de leurs données fondamentales au cours du trimestre, en raison de la stabilité relative de leurs flux de trésorerie et de l'influence considérable qu'ils peuvent avoir sur l'amélioration de la conjoncture économique. La reprise continue de l'économie mondiale devrait faire place à un potentiel de croissance supplémentaire, notamment du fait que bon nombre de nos actifs bénéficient d'importantes barrières à l'entrée, donc d'une concurrence limitée en ce qui a trait à l'offre.

### *États-Unis*

Le PIB réel s'est accru d'environ 2,0 % au troisième trimestre, et la croissance devrait s'accélérer pour atteindre 2,4 % d'ici la fin de l'exercice. La production industrielle a continué de s'améliorer, affichant une hausse de 2,1 % sur douze mois au troisième trimestre, et la hausse récente de l'indice manufacturier ISM suggère que les investissements privés et la production industrielle s'accroîtront davantage. En outre, le niveau de l'emploi a continué de s'améliorer au cours des deux premiers mois du trimestre, quoiqu'à un rythme moins rapide, et le taux de chômage a légèrement diminué pour s'établir à 7,3 %. La confiance des consommateurs et des entreprises aux États-Unis s'est légèrement détériorée à la fin de septembre et au début d'octobre, en raison de l'inquiétude causée par l'interruption des activités du gouvernement fédéral et le débat acrimonieux qui a eu lieu à Washington au sujet du plafond de la dette. Cependant, la durée de l'interruption a été relativement courte et son incidence sur la croissance devrait être limitée. En outre, en raison de l'interruption des activités gouvernementales, il est davantage probable que la politique monétaire demeurera très souple à court terme, surtout si le taux d'inflation demeurera inférieur à 2,0 % et que le taux de chômage reste au-dessus de 6,5 %. Dans l'avenir, nous prévoyons une reprise solide de l'économie américaine, tandis que la hausse des impôts et des restrictions budgétaires qui freinaient l'économie s'estompe progressivement et que la consommation et l'investissement du secteur privé continuent de s'accélérer.

### *Canada*

Au Canada, l'économie ralentit, tandis que les secteurs de la consommation et de l'habitation continuent de s'affaiblir. L'économie a enregistré une croissance de 2,0 % au troisième trimestre, et les ventes de produits manufacturiers ont généré une croissance de seulement 0,2 % d'un exercice à l'autre. La construction résidentielle a également continué de ralentir, avec la mise en chantier de 191 400 unités, en moyenne, au troisième trimestre, ce qui correspond à une chute de 14 % par rapport au nombre de mises en chantier de la période correspondante de 2012. La croissance du marché de l'emploi a également ralenti, environ 31 700 emplois ayant été créés au cours du trimestre comparativement à 107 100 emplois au cours du trimestre précédent. Le taux de chômage a diminué pour s'établir à 6,9 %, mais cette diminution est principalement attribuable à une réduction de la main-d'œuvre. Dans l'avenir, nous prévoyons que l'économie canadienne affichera un rendement inférieur à l'économie américaine. Fait important, le taux d'inflation continue d'être inférieur à la cible d'inflation de la Banque du Canada, ce qui laisse croire que la politique monétaire demeurera souple et les taux d'intérêt à court terme faibles dans un avenir prévisible.

### *Royaume-Uni*

La croissance économique du Royaume-Uni a continué de s'accélérer au troisième trimestre, le PIB réel ayant augmenté de 0,8 %. En septembre, les ventes au détail ont augmenté de 2,2 % d'un exercice à l'autre, celles-ci bénéficiant du regain de confiance des consommateurs. En outre, les emprunts des ménages ont commencé à s'accroître et le secteur de l'habitation semble rebondir. Le secteur industriel semble en bonne position pour accélérer ses activités, tandis que l'indice PMI du secteur manufacturier affiche maintenant une croissance solide, soit 56,7 points en septembre. Cependant, ces signes positifs n'ont pas encore eu d'incidence sur la croissance de la production industrielle, laquelle a diminué de 1,5 % d'un exercice à l'autre en août. Les investissements des entreprises demeurent également faibles, l'économie demeurant très au ralenti. En outre, bien que 155 000 emplois aient été créés au cours du trimestre se clôturant en août, le taux de chômage est demeuré élevé, soit 7,7 %, ce qui a poussé la Banque d'Angleterre à réaffirmer son engagement envers une politique monétaire incitative. Cette souplesse devrait permettre de contrebalancer l'incidence négative du resserrement de la politique budgétaire dans l'avenir et contribuer au soutien d'une reprise économique fragile. Actuellement, l'économie du Royaume-Uni est sur la bonne voie pour croître d'environ 1,4 % en 2013 et devrait enregistrer une croissance de 2,2 % en 2014.

## *Europe*

La zone euro est sortie de la récession; en effet, la croissance des principales économies, soit l'Allemagne et la France, est de nouveau positive et le rythme de contraction des pays périphériques a ralenti. Au troisième trimestre, le PIB réel de la zone euro s'est accru de 0,2 %, comparativement à une croissance de 0,3 % au deuxième trimestre. L'indice PMI de la zone euro pour le mois de septembre affiche une croissance modeste, laquelle se maintient depuis trois mois consécutifs après presque deux années de contraction. Cependant, la région continue de faire face à un certain nombre de défis importants. Le taux de chômage demeure très élevé dans plusieurs pays de la zone euro et la croissance du PIB est en dents de scie parmi les pays membres. L'importante dette des secteurs public et privé est toujours en cours et le désendettement futur freinera la demande locale de façon importante. Des décisions politiques difficiles devront être prises afin que la reprise économique fragile se poursuive et que la confiance envers les finances publiques se rétablisse.

## *Brésil*

La croissance à court terme au Brésil continue de ralentir tandis que l'économie fait face à un certain nombre d'obstacles, y compris la hausse des taux d'intérêt et de la volatilité de la devise. La croissance du PIB réel du Brésil, qui a été solide au deuxième trimestre, a ralenti pour s'établir à 2,2 % au troisième trimestre. Ce ralentissement de la croissance est attribuable à une production industrielle plus faible et à l'incidence de la hausse des taux d'intérêt découlant du fait que les autorités monétaires ont cessé de chercher à stimuler la croissance pour plutôt combattre l'inflation. Heureusement, l'inflation est passée de 6,7 % en juin à 5,8 % en septembre, l'inflation des prix des aliments ayant ralenti. Le réal brésilien s'est affaibli de façon importante par rapport au dollar américain au cours du troisième trimestre, avec un taux de change atteignant un creux de 2,45 reals brésiliens pour un dollar américain, pour ensuite retourner à un niveau près de 2,20. La devise a repris une partie de la valeur qu'elle avait perdue lorsque la Réserve fédérale américaine a annoncé qu'elle maintenait son programme d'achat d'actifs et que la Banque centrale du Brésil a augmenté les taux d'intérêt et procédé à des interventions sur le marché. Bien que des défis persistent à court terme, le taux de chômage demeure très faible et les ventes au détail continuent de croître de 5 % sur une base réelle. Par conséquent, nous prévoyons toujours que la réduction de la croissance à court terme fera place à une croissance à long terme entre 3,0 % et 4,0 %.

## *Chine*

Au cours du troisième trimestre, la croissance du PIB réel de la Chine s'est établie à 7,8 %, ce qui représente une légère augmentation par rapport à une croissance de 7,5 % au deuxième trimestre. Les données économiques récentes ont apaisé les craintes d'un ralentissement économique important en Chine à court terme. Par conséquent, les marchés financiers chinois locaux ont rebondi au cours du troisième trimestre, et l'indice composé de la Bourse de Shanghai a augmenté pour s'établir à plus de 9,0 %. Au cours de la période, l'inflation a recommencé à augmenter, tandis que les prix ont enregistré une hausse de 3,1 % en septembre. La banque centrale chinoise demeure inquiète au sujet du rythme de la croissance du crédit et sera vraisemblablement plus intransigente à l'avenir, surtout si la croissance économique s'accélère à nouveau et que l'inflation demeure élevée. Dans l'avenir, les réformes structurelles du marché devraient demeurer une priorité puisque le gouvernement central cherche à passer d'une économie fondée sur l'investissement à une économie fondée sur la consommation. Cependant, nous nous attendons à ce que la baisse de la demande pour les exportations à l'échelle mondiale et des mesures de stimulation budgétaire donne lieu à une approche plus conciliante aux fins du rééquilibrage de l'économie afin qu'elle soit moins centrée sur les biens durables.

## *Australie*

L'économie australienne a ralenti au cours des derniers mois en raison de l'aplatissement de la croissance des investissements dans le secteur minier, qui ont agi comme principal moteur de croissance économique au cours des deux dernières années. Même si les investissements dans le secteur minier continueront de marquer le pas au cours des prochaines années du fait que les projets actuels s'approcheront de la phase d'exploitation, la production minière, elle, augmentera, permettant à l'Australie d'exporter d'importants volumes de ressources minérales et énergétiques. En termes relatifs, l'économie australienne continue de générer de très bons résultats, enregistrant une croissance annualisée du PIB réel de 2,6 % au deuxième trimestre. La croissance devrait se maintenir à un niveau comparable au cours des 12 prochains mois, puis renouer avec la tendance d'une croissance de 3,0 % d'ici la fin de 2014. Le taux d'intérêt de base demeure à un niveau historiquement faible de 2,50 %, mais les probabilités d'une baisse supplémentaire des taux d'intérêt se sont affaiblies en raison de la stabilisation de l'emploi, de la forte croissance du prix des maisons dans la plupart des capitales et de l'amélioration de la confiance des consommateurs et des entreprises à la suite des élections gouvernementales qui ont eu lieu en septembre. Le dollar australien a rebondi, après avoir atteint un creux en août en raison de l'approche peu conciliante de la Banque de réserve de l'Australie, de l'optimisme à l'égard de la Chine et du fait qu'on s'attendait à ce que la politique monétaire américaine demeure souple. Nous sommes d'avis que la hausse récente de la confiance des consommateurs et des entreprises se maintiendra dans l'avenir. Conjuguée aux faibles taux d'intérêt, cette confiance devrait permettre de soutenir l'activité commerciale et de compenser le ralentissement de l'investissement dans le secteur minier.

## PARTIE 2 – REVUE DE LA PERFORMANCE FINANCIÈRE

### PRINCIPALES DONNÉES FINANCIÈRES

POUR LES PÉRIODES CLOSES LES 30 SEPTEMBRE (EN MILLIONS, SAUF LES MONTANTS PAR ACTION)	Trimestres			Périodes de neuf mois		
	2013	2012	Variation	2013	2012	Variation
<b>COMPTE RÉSUMÉ DE RÉSULTAT</b>						
Total des produits et autres profits.....	5 176 \$	4 661 \$	515 \$	15 293 \$	13 125 \$	2 168 \$
Charges directes.....	(3 230)	(3 420)	190	(10 256)	(9 568)	(688)
Autres produits .....	525	—	525	525	—	525
Résultat comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence .....	194	254	(60)	684	899	(215)
Charges						
Intérêts .....	(617)	(593)	(24)	(1 940)	(1 862)	(78)
Charges du siège social .....	(36)	(41)	5	(116)	(118)	2
Éléments liés à l'évaluation						
Variations de la juste valeur .....	104	495	(391)	630	738	(108)
Amortissements.....	(357)	(327)	(30)	(1 095)	(911)	(184)
Impôt sur le résultat .....	(264)	(154)	(110)	(731)	(327)	(404)
Bénéfice net.....	1 495	875	620	2 994	1 976	1 018
Participations ne donnant pas le contrôle.....	(682)	(541)	(141)	(1 591)	(1 088)	(503)
<b>Bénéfice net attribuable aux actionnaires....</b>	<b>813 \$</b>	<b>334 \$</b>	<b>479 \$</b>	<b>1 403 \$</b>	<b>888 \$</b>	<b>515 \$</b>
<b>Bénéfice net par action .....</b>	<b>1,23 \$</b>	<b>0,48 \$</b>	<b>0,75 \$</b>	<b>2,05 \$</b>	<b>1,25 \$</b>	<b>0,80 \$</b>

AU 30 SEPTEMBRE 2013 ET AU 31 DÉCEMBRE 2012 (EN MILLIONS)

#### INFORMATION FIGURANT AU BILAN

	2013	2012	Variation
Actifs consolidés.....	108 120 \$	108 862 \$	(742) \$
Emprunts et autres passifs financiers non courants.....	50 220	51 887	(1 667)
Capitaux propres .....	45 624	44 338	1 286

#### Aperçu

##### Trimestres clos les 30 septembre

L'augmentation globale du bénéfice net consolidé (620 M\$) et du montant attribuable aux actionnaires (479 M\$) reflète principalement deux profits importants comptabilisés au cours du trimestre, déduction faite de l'impôt différé connexe, partiellement contrebalancés par une diminution des variations de la juste valeur par rapport à l'exercice précédent. Nous avons comptabilisé un profit de 525 M\$ lié au règlement d'un swap de taux d'intérêt à long terme et un profit de 664 M\$ lié à la cession d'un placement de capital-investissement, pour un profit net de 983 M\$ après impôt, dont un montant de 620 M\$ est attribuable aux actionnaires. Cette variation a été partiellement contrebalancée par une réduction de 391 M\$ des variations de la juste valeur, dont un montant de 195 M\$ est attribuable aux actionnaires.

Le total des produits et autres profits et le bénéfice net attribuable aux actionnaires ont également tiré parti de la hausse des bénéfices tirés des honoraires, de la hausse des capitaux générant des honoraires, d'un retour aux niveaux hydrologiques moyens à long terme, comparativement aux niveaux de sécheresse extrême enregistrés au cours de l'exercice précédent au titre de nos activités liées à l'énergie renouvelable, ainsi que de l'apport des récentes acquisitions et des initiatives d'expansion achevées dernièrement.

##### Périodes de neuf mois closes les 30 septembre

L'augmentation du bénéfice net consolidé pour la période de neuf mois reflète les variations du troisième trimestre susmentionnées ainsi que l'apport des actifs acquis et aménagés, la hausse des prix et des volumes liés à nos activités résidentielles et industrielles attribuable à la reprise du secteur de l'habitation aux États-Unis et l'augmentation de la production dans le cadre de nos activités liées à l'énergie renouvelable. Ces variations positives ont été partiellement contrebalancées par la hausse de l'amortissement des actifs acquis et aménagés au cours des 12 derniers mois et par l'impôt différé comptabilisé relativement à la formation de Brookfield Property Partners au deuxième trimestre de 2013.

## Taux de change

Le tableau suivant illustre les taux de change pertinents qui ont une incidence sur nos activités :

	Taux de change au comptant			Taux moyen					
	À la fin du trimestre			Depuis le début du trimestre			Depuis le début de l'exercice		
	2013	2012	Variation	2013	2012	Variation	2013	2012	Variation
Dollar australien ..	<b>0,9317</b>	1,0395	(10,4) %	<b>0,9161</b>	1,0392	(11,8) %	<b>0,9817</b>	1,0348	(5,1) %
Réal brésilien.....	<b>2,2198</b>	2,0435	8,6 %	<b>2,2852</b>	2,0288	12,6 %	<b>2,1124</b>	1,9127	10,4 %
Dollar canadien ...	<b>0,9705</b>	1,0079	(3,7) %	<b>0,9628</b>	1,0043	(4,1) %	<b>0,9774</b>	0,9976	(2,0) %

## Compte de résultat

La rubrique ci-dessous présente les principales variations des montants figurant au compte consolidé de résultat pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2013 et 2012 :

### Total des produits et autres profits et charges directes

Le tableau suivant illustre le total des produits et autres profits et les charges directes selon nos secteurs opérationnels, de manière à faciliter l'examen des variations d'un exercice à l'autre :

POUR LES TRIMESTRES CLOS LES 30 SEPTEMBRE (EN MILLIONS)	Total des produits et autres profits			Charges directes		
	2013	2012	Variation	2013	2012	Variation
Gestion d'actifs et autres services.....	<b>1 080 \$</b>	1 205 \$	(125) \$	<b>945 \$</b>	1 090 \$	(145) \$
Immeubles .....	<b>1 107</b>	1 118	(11)	<b>563</b>	505	58
Énergie renouvelable .....	<b>384</b>	222	162	<b>144</b>	120	24
Infrastructures.....	<b>503</b>	509	(6)	<b>227</b>	257	(30)
Capital-investissement.....	<b>1 511</b>	1 661	(150)	<b>1 293</b>	1 408	(115)
Charges du siège social/charges non attribuées .....	<b>20</b>	44	(24)	<b>16</b>	12	4
	<b>4 605</b>	4 759	(154)	<b>3 188</b>	3 392	(204)
Éliminations et ajustements <sup>1</sup> .....	<b>571</b>	(98)	669	<b>42</b>	28	14
Total des produits et autres profits.....	<b>5 176 \$</b>	4 661 \$	515 \$	<b>3 230 \$</b>	3 420 \$	(190) \$

1. Ajustements visant à éliminer les honoraires de gestion et les produits d'intérêts découlant d'entités que nous consolidons et à reclasser les profits sur cession comptabilisés au titre du total des produits et autres profits dans le cadre de la formation de nos secteurs opérationnels. Se reporter à la note 3 de nos états financiers consolidés.

POUR LES PÉRIODES DE NEUF MOIS CLOS LES 30 SEPTEMBRE (EN MILLIONS)	Total des produits et autres profits			Charges directes		
	2013	2012	Variation	2013	2012	Variation
Gestion d'actifs et autres services.....	<b>3 236 \$</b>	3 153 \$	83 \$	<b>2 913 \$</b>	2 918 \$	(5) \$
Immeubles .....	<b>3 367</b>	2 911	456	<b>1 722</b>	1 246	476
Énergie renouvelable .....	<b>1 243</b>	886	357	<b>413</b>	352	61
Infrastructures.....	<b>1 811</b>	1 521	290	<b>879</b>	798	81
Capital-investissement.....	<b>4 985</b>	4 701	284	<b>4 181</b>	4 133	48
Charges du siège social/charges non attribuées .....	<b>145</b>	156	(11)	<b>46</b>	45	1
	<b>14 787</b>	13 328	1 459	<b>10 154</b>	9 492	662
Éliminations et ajustements <sup>1</sup> .....	<b>506</b>	(203)	709	<b>102</b>	76	26
Total des produits et autres profits.....	<b>15 293 \$</b>	13 125 \$	2 168 \$	<b>10 256 \$</b>	9 568 \$	688 \$

1. Ajustements visant à éliminer les honoraires de gestion et les produits d'intérêts découlant d'entités que nous consolidons et à reclasser les profits sur cession comptabilisés au titre du total des produits et autres profits dans le cadre de la formation de nos secteurs opérationnels. Se reporter à la note 3 de nos états financiers consolidés.

Au cours du trimestre, le total des produits et autres profits a augmenté de 515 M\$ (2 168 M\$ au cours de la période de neuf mois), tandis que les charges directes ont diminué de 190 M\$ (augmentation de 688 M\$ au cours de la période de neuf mois) par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation des produits et autres profits au cours du trimestre est attribuable à l'inclusion d'un profit de 664 M\$ lié à la vente d'une entreprise de pâtes et papiers faisant partie de nos activités de capital-investissement. Compte non tenu du profit mentionné précédemment, les produits ont diminué de 149 M\$, principalement en raison de l'élimination des produits liés aux actifs vendus et déconsolidés et de l'incidence négative de la conversion de produits libellés en devises autres que le dollar américain, partiellement contrebalancées par l'apport des actifs acquis et aménagés récemment. La diminution des produits de 149 M\$ a été largement contrebalancée par la variation positive des charges directes de 190 M\$, les actifs à faible marge cédés ayant été remplacés par de nouveaux actifs à marge plus élevée.

*Gestion d'actifs et autres services* : Les produits et les charges directes ont diminué de 125 M\$ et de 145 M\$, respectivement au cours du trimestre. Cette diminution est principalement attribuable à la vente d'activités de courtage aux États-Unis faisant partie de nos services liés aux propriétés au quatrième trimestre de 2012, ce qui a donné lieu à la déconsolidation de leurs activités, et à

une baisse correspondante des produits et des charges directes. En plus, l'expansion continue de nos activités liées à la construction a entraîné la hausse des produits et des charges directes sur une base constante; cependant, l'affaiblissement du dollar australien par rapport au dollar américain a donné lieu à une baisse du montant comptabilisé en dollars américains. Ces variations négatives ont été partiellement contrebalancées par une hausse de 68 M\$ \$ des produits tirés de la gestion d'actifs reflétant la hausse des honoraires de base gagnés en raison de la hausse des capitaux générant des honoraires. Les produits ont augmenté depuis le début de l'exercice principalement en raison de l'expansion de nos activités liées à la construction et de la hausse des produits sous forme d'honoraires.

*Immeubles* : Les produits ont diminué de 1 % par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Les produits tirés de nos activités liées aux immeubles de bureaux ont diminué par rapport à l'exercice précédent. En effet, les résultats de 2012 incluent une distribution de 31 M\$ liée à notre placement dans Canary Wharf, tandis qu'aucune distribution n'a été versée au cours du trimestre considéré. En outre, une augmentation de 3 % des loyers des magasins et des bureaux comparables, par pied carré, a été contrebalancée par une diminution des taux d'occupation et par l'incidence des taux de change plus faibles en ce qui a trait à nos activités autres que celles aux États-Unis. Les charges directes ont augmenté principalement en raison des coûts liés aux actifs acquis et aménagés récemment. Les produits tirés des immeubles résidentiels, des immeubles industriels et des autres immeubles ont augmenté de 44 M\$, pour s'établir à 434 M\$, principalement en raison des produits tirés de l'acquisition d'activités liées aux immeubles industriels en Europe au deuxième trimestre de 2013. Depuis le début de l'exercice, les produits et les charges directes reflètent l'apport d'un complexe hôtelier acquis en avril 2012 qui, par conséquent, n'a pas été présenté au premier trimestre de 2012.

*Activités liées à l'énergie renouvelable* : Les produits ont augmenté de 162 M\$, pour s'établir à 384 M\$ au troisième trimestre. Le retour à des niveaux hydrologiques conformes aux moyennes à long terme a donné lieu à une hausse de la production provenant des installations existantes et à une augmentation des produits de 120 M\$. La production au trimestre correspondant de 2012 était inférieure de 32 % aux niveaux moyens à long terme. Les installations acquises et aménagées récemment ont généré 934 gigawattheures, ou des produits de 58 M\$. En outre, la hausse des prix des activités marchandes a donné lieu à des produits additionnels de 13 M\$ par rapport à l'exercice précédent. Ces variations opérationnelles positives ont été partiellement contrebalancées par l'incidence négative de l'écart de change des activités autres que celles aux États-Unis. Pour les neuf premiers mois, les produits ont augmenté pour des raisons semblables. La hausse des charges directes pour le trimestre et depuis le début de l'exercice reflète les coûts engagés aux installations acquises depuis l'exercice précédent étant donné que la majeure partie des charges opérationnelles liées à ces activités sont fixes et qu'elles ne sont donc pas touchées de façon proportionnelle par la hausse des volumes.

*Infrastructures* : Les produits ont légèrement diminué par rapport à la période correspondante de 2012. La vente de nos activités liées aux terres d'exploitation forestière dans la région nord-ouest du Pacifique au milieu du trimestre a donné lieu à une baisse des produits de 82 M\$. Cependant, cette baisse a été partiellement contrebalancée par la hausse des produits tirés de nos activités liées au transport et à l'énergie découlant des projets d'expansion des immobilisations achevés. Cette hausse comprend un apport de 20 M\$ résultant de l'expansion de notre réseau ferroviaire en Australie et les apports découlant des acquisitions conclues au cours des 12 derniers mois, notamment dans le cadre de l'expansion récente de notre secteur de la distribution réglementée au Royaume-Uni et de notre secteur des autoroutes à péage en Amérique du Sud. Les charges directes ont diminué de 30 M\$ par rapport à la période correspondante de 2012, principalement en raison de la vente de nos activités liées aux terres d'exploitation forestière dans la région nord-ouest du Pacifique. Depuis le début de l'exercice, les produits et les charges directes ont augmenté en raison des acquisitions et des projets d'expansion des immobilisations, partiellement contrebalancés par la vente des activités liées aux terres d'exploitation forestière au début du troisième trimestre de 2013.

*Capitaux propres* : Nous avons conclu la vente de plusieurs activités depuis le trimestre correspondant de 2012. Par conséquent, nous ne tenons plus compte des produits ou des charges directes liés à ces activités, ce qui a donné lieu à une baisse des produits de 270 M\$ pour le trimestre considéré par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette baisse a été partiellement contrebalancée par la hausse des volumes et des prix de nos activités, lesquelles ont tiré parti de la reprise continue du marché du logement aux États-Unis. Les produits et les charges directes de nos activités résidentielles en Amérique du Nord ont augmenté de 88 M\$ et de 62 M\$, respectivement, tandis que la hausse des prix et des volumes se poursuit sur le marché américain.

L'apport au poste Charges du siège social et charges non attribuées a diminué au cours du trimestre et de la période de neuf mois par rapport aux soldes de 2012. La hausse des éliminations et des ajustements, sur une base consolidée, découle de l'inclusion des produits de 664 M\$ liés à la vente d'une entreprise de pâtes et papiers faisant partie de nos activités de capital-investissement, laquelle a été analysée précédemment et incluse dans le total des produits et autres profits, mais pas dans les produits sectoriels.

### ***Autres produits***

Les autres produits comprennent un profit de 525 M\$ lié à la résiliation d'un swap de taux d'intérêt à long terme qui avait été conclu en 1990. En août 2013, nous avons versé 905 M\$ aux fins de la résiliation de ce swap, lequel représentait un passif totalisant 1 440 M\$ dans nos états financiers consolidés au moment du règlement. Ce profit a été calculé d'après l'écart entre le montant cumulé et le paiement aux fins de la résiliation, ajusté pour tenir compte des coûts de transaction connexes.

## Résultat comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence

Le résultat comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence représente notre quote-part du bénéfice net présenté par les participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence.

	Trimestres			Périodes de neuf mois		
	2013	2012	Variation	2013	2012	Variation
POUR LES PÉRIODES CLOSES LES 30 SEPTEMBRE (EN MILLIONS)						
General Growth Properties .....	92 \$	147 \$	(55) \$	317 \$	675 \$	(358) \$
Autres activités liées aux immeubles.....	61	56	5	268	197	71
Activités liées aux infrastructures.....	20	46	(26)	51	12	39
Autres activités.....	21	5	16	48	15	33
	<b>194 \$</b>	<b>254 \$</b>	<b>(60) \$</b>	<b>684 \$</b>	<b>899 \$</b>	<b>(215) \$</b>

Le résultat comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence tiré de General Growth Properties Inc. (« GGP ») a diminué au troisième trimestre de 2013 et depuis le début de l'exercice, car les résultats comparatifs de 2012 comprenaient un niveau supérieur de profits à la réévaluation des immeubles de commerce de détail de GGP.

## Charges d'intérêts

Le tableau suivant illustre les charges d'intérêts présentées selon le classement des passifs connexes figurant au bilan :

	Trimestres			Périodes de neuf mois		
	2013	2012	Variation	2013	2012	Variation
POUR LES PÉRIODES CLOSES LES 30 SEPTEMBRE (EN MILLIONS)						
Emprunts de la Société .....	48 \$	53 \$	(5) \$	146 \$	158 \$	(12) \$
Emprunts sans recours.....						
Emprunts hypothécaires grevant des propriétés précises .....	459	419	40	1 414	1 352	62
Emprunts de filiales.....	99	114	(15)	343	313	30
Titres de capital .....	11	17	(6)	37	58	(21)
	<b>617 \$</b>	<b>603 \$</b>	<b>14 \$</b>	<b>1 940 \$</b>	<b>1 881 \$</b>	<b>59 \$</b>

La majorité de nos emprunts se composent de financements à long terme à taux fixe. Par conséquent, les fluctuations des taux d'intérêt ont en général une incidence minimale à court terme sur nos flux de trésorerie.

Les charges d'intérêts sur les emprunts de la Société ont diminué au cours du trimestre et depuis le début de l'exercice en raison de la baisse du coût du capital et des emprunts en cours à la suite du refinancement des obligations à coupon plus élevé à un taux d'intérêt faible.

Le total des charges d'intérêts sur les emprunts grevant des propriétés précises a augmenté, le montant des charges d'intérêts sur la reprise relativement aux actifs acquis ayant été en partie compensé par le refinancement de la dette existante à des taux inférieurs et par l'incidence de la baisse des taux de change sur les emprunts non libellés en dollars américains.

L'accroissement des charges d'intérêts sur les emprunts des filiales depuis le début de l'exercice reflète principalement une augmentation de 30 M\$ liée aux intérêts engagés sur les installations acquises aux fins de l'acquisition d'immeubles industriels dans le cadre de nos activités liées aux immeubles. Sur une base trimestrielle, les charges d'intérêts sur les emprunts des filiales ont diminué, principalement en raison d'une baisse des intérêts de 10 M\$ à la suite de la résiliation d'un swap de taux d'intérêt en août 2013.

Depuis la fin de l'exercice, nous avons racheté des titres de capital pour un montant de 350 M\$; de ce fait, nous avons éliminé les coûts de possession associés.

## Variations de la juste valeur

	Trimestres			Périodes de neuf mois		
	2013	2012	Variation	2013	2012	Variation
POUR LES PÉRIODES CLOSES LES 30 SEPTEMBRE (EN MILLIONS)						
Immeubles de placement .....	145 \$	492 \$	(347) \$	754 \$	999 \$	(245) \$
Placement dans Canary Wharf .....	57	15	42	103	20	83
Contrats de vente d'énergie .....	7	1	6	(69)	(19)	(50)
Contrats liés aux taux d'intérêt et aux taux d'inflation .....	(4)	(16)	12	(16)	(85)	69
Capital-investissement.....	(37)	(32)	(5)	(131)	(133)	2
Ressources durables .....	(1)	34	(35)	17	(36)	53
Autres .....	(63)	1	(64)	(28)	(8)	(20)
	<b>104 \$</b>	<b>495 \$</b>	<b>(391) \$</b>	<b>630 \$</b>	<b>738 \$</b>	<b>(108) \$</b>

Nous avons comptabilisé des profits liés à la juste valeur de 145 M\$ tirés des immeubles de placement détenus dans le cadre de nos activités liées aux biens commerciaux, dont une tranche d'environ 55 % découle de l'augmentation des flux de trésorerie provenant des activités de location favorables, et le reste, de la réduction continue des taux de capitalisation et des taux d'actualisation. La valeur de notre placement dans Canary Wharf a été favorisée par la baisse des taux d'actualisation, la hausse des revenus de location et la hausse des valeurs d'expertise liées aux initiatives d'expansion de Canary, ce qui a donné lieu à un profit lié à la juste valeur de 57 M\$ au cours du trimestre considéré.

Certains de nos contrats de vente d'énergie à long terme sont comptabilisés à titre de dérivés, les variations de la juste valeur étant inscrites dans le résultat net. Ces contrats visent généralement la vente future d'électricité à des prix fixés à l'avance. Par conséquent, leur valeur augmente habituellement lorsque les prix baissent, et inversement. Nous avons comptabilisé au titre de ces contrats un profit à la valeur de marché de 7 M\$ pour le trimestre considéré, comparativement à une perte de 69 M\$ depuis le début de l'exercice.

Les autres variations de la juste valeur comprennent une charge de 20 M\$ liée à des contrats financiers dans le cadre de nos activités liées aux immeubles et un montant négatif de 21 M\$ au titre des ajustements sur évaluation découlant de la baisse de la valeur des réserves de pétrole et de gaz d'une entité émettrice du secteur de l'énergie détenue dans notre portefeuille de capital-investissement.

Les variations de la juste valeur depuis le début de l'exercice découlent des mêmes éléments que celles du trimestre.

### ***Amortissements***

Le tableau suivant présente un sommaire des amortissements :

	Trimestres			Périodes de neuf mois		
	2013	2012	Variation	2013	2012	Variation
POUR LES PÉRIODES CLOSES LES 30 SEPTEMBRE (EN MILLIONS)						
Énergie renouvelable .....	136 \$	119 \$	17 \$	411 \$	371 \$	40 \$
Infrastructures .....	86	60	26	263	172	91
Capital-investissement .....	57	61	(4)	184	191	(7)
Immeubles .....	65	76	(11)	196	147	49
Services de gestion d'actifs et siège social..	13	11	2	41	30	11
	<b>357 \$</b>	<b>327 \$</b>	<b>30 \$</b>	<b>1 095 \$</b>	<b>911 \$</b>	<b>184 \$</b>

Nous comptabilisons l'amortissement des immobilisations corporelles de nos activités liées à l'énergie renouvelable, aux infrastructures et aux propriétés industrielles détenues dans le cadre de nos activités de capital-investissement, ainsi que des centres de villégiature compris dans nos activités liées aux immeubles. Nous ne comptabilisons pas d'amortissement ni d'épuisement pour nos immeubles de bureaux et de commerce de détail, notre bois sur pied et nos autres actifs agricoles, car ces actifs sont classés comme des immeubles de placement ou des ressources durables.

L'augmentation des amortissements au titre des activités liées aux infrastructures et à l'énergie renouvelable pour le trimestre et depuis le début de l'exercice est attribuable au fait que nous avons commencé à amortir les acquisitions et les projets d'expansion réalisés au cours des 12 derniers mois.

Nous avons acquis des activités hôtelières en Australie en avril 2012 dans le cadre de nos activités liées aux immeubles, ce qui a donné lieu à une hausse de l'amortissement des actifs liés aux centres hôteliers et de villégiature détenus depuis le début de l'exercice.

### ***Impôt sur le résultat***

La charge d'impôt présentée dans le compte de résultat s'est élevée à 264 M\$, comparativement à 154 M\$ en 2012. Nous avons comptabilisé une charge d'impôt différé de 134 M\$ relativement au profit de 525 M\$ comptabilisé dans les autres produits au moment du règlement d'un swap de taux d'intérêt ainsi que des charges moins élevées sur la vente de divers placements en capital-investissement. En outre, au cours du trimestre considéré, nous avons comptabilisé une économie d'impôt non récurrente de 43 M\$ liée à la réduction des taux d'imposition au Royaume-Uni.

### ***Participations ne donnant pas le contrôle***

Le bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle a augmenté de 141 M\$, principalement en raison du profit réalisé à la vente d'une entreprise de pâtes et papiers faisant partie de nos activités de capital-investissement. Ces activités étaient détenues dans un fonds institutionnel, dans lequel nous étions un investisseur minoritaire. Par conséquent, un pourcentage important du profit est attribuable à nos partenaires d'investissement. En outre, au cours du trimestre considéré, nous avons comptabilisé des variations de la juste valeur moins élevées que celles qui ont été comptabilisées au cours de l'exercice précédent en ce qui a trait aux actifs partiellement détenus par des participations ne donnant pas le contrôle. Cette diminution a été contrebalancée par la quote-part du total des produits et des autres profits, déduction faite des charges directes et des charges d'intérêts liées aux actifs acquis récemment, lesquels sont également détenus partiellement par des participations ne donnant pas le contrôle.

## PROFIL FINANCIER

### Actifs consolidés

Le tableau qui suit présente les actifs figurant à notre bilan consolidé au 30 septembre 2013 et au 31 décembre 2012, selon qu'ils sont des actifs évalués à la juste valeur ou des actifs comptabilisés selon une autre méthode, telle que la comptabilité au coût historique :

	Comptabilisation à la juste valeur		Comptabilisation selon une autre méthode		Total des actifs consolidés	
	2013	2012	2013	2012	2013	2012
AU 30 SEPTEMBRE 2013 ET AU 31 DÉCEMBRE 2012 (EN MILLIONS)						
Immeubles de placement .....	33 858 \$	33 161 \$	— \$	— \$	33 858 \$	33 161 \$
Immobilisations corporelles <sup>1</sup> .....	28 186	28 202	2 751	2 946	30 937	31 148
Ressources durables .....	502	3 516	—	—	502	3 516
Placements .....	9 980	8 487	2 888	3 131	12 868	11 618
Trésorerie et équivalents de trésorerie .....	—	—	3 799	2 850	3 799	2 850
Actifs financiers .....	3 351	2 630	701	481	4 052	3 111
Débiteurs et autres .....	2 029	1 614	5 228	5 338	7 257	6 952
Stocks .....	—	—	6 478	6 581	6 478	6 581
Immobilisations incorporelles .....	—	—	5 256	5 770	5 256	5 770
Goodwill .....	—	—	1 688	2 490	1 688	2 490
Actif d'impôt différé .....	—	—	1 425	1 665	1 425	1 665
	<b>77 906 \$</b>	<b>77 610 \$</b>	<b>30 214 \$</b>	<b>31 252 \$</b>	<b>108 120 \$</b>	<b>108 862 \$</b>

1. Montant réévalué annuellement au moyen de la méthode de la réévaluation.

Les actifs figurant au bilan consolidé totalisaient 108,1 G\$ à la fin du troisième trimestre de 2013, soit un montant essentiellement inchangé depuis la fin de l'exercice. Nous avons vendu un certain nombre d'actifs, y compris les terres d'exploitation forestière de la région nord-ouest du Pacifique au sein de nos activités liées aux ressources durables, une entreprise de pâtes et papiers au sein de nos activités liées au capital-investissement et plusieurs immeubles de placement non essentiels au sein de nos activités liées aux immeubles. Ensemble, ces ventes ont donné lieu à une diminution des actifs consolidés de plus de 5,6 G\$. En outre, un ajustement négatif à la réévaluation des devises découlant d'une diminution moyenne pondérée des devises autres que le dollar américain par rapport au dollar américain a donné lieu à une diminution de la valeur de conversion de nos actifs ailleurs qu'aux États-Unis. Ces montants ont été largement contrebalancés par l'ajout et l'acquisition d'immeubles de placement et d'immobilisations corporelles de 4,2 G\$, principalement au sein de nos activités liées à l'énergie renouvelable, et par l'acquisition d'une participation additionnelle de 650 M\$ dans nos autoroutes à péage en Amérique du Sud au sein de nos activités liées aux infrastructures.

### Immeubles de placement et immobilisations corporelles

Le tableau suivant présente les principaux éléments qui ont contribué aux variations des valeurs comptables de nos immeubles de placement et de nos immobilisations corporelles depuis la fin de l'exercice.

	Immobilisations corporelles					Total des immobilisations corporelles
	Immeubles de placement	Énergie renouvelable	Infrastructures	Immeubles	Capital- investissement	
AU 30 SEPTEMBRE 2013 ET POUR LA PÉRIODE DE NEUF MOIS CLOSE À CETTE DATE (EN MILLIONS)						
Solde au début de l'exercice .....	33 161 \$	16 532 \$	8 736 \$	2 968 \$	2 912 \$	31 148 \$
Variations de la juste valeur .....	754	—	—	—	24	24
Amortissement .....	—	(411)	(263)	(196)	(225)	(1 095)
Acquisitions et ajouts .....	1 619	1 551	370	130	517	2 568
Cessions .....	(978)	(12)	(647)	(4)	(270)	(933)
Écart de change .....	(698)	(475)	(407)	33	74	(775)
Augmentation (diminution) nette ..	697	653	(947)	(37)	120	(211)
Solde à la fin de la période .....	<b>33 858 \$</b>	<b>17 185 \$</b>	<b>7 789 \$</b>	<b>2 931 \$</b>	<b>3 032 \$</b>	<b>30 937 \$</b>

La méthode comptable que nous appliquons conformément aux IFRS consiste à évaluer chaque année la juste valeur des immobilisations corporelles que nous comptabilisons au moyen du modèle de réévaluation; en revanche, ces actifs sont amortis chaque trimestre. Par conséquent, la valeur comptable de ces actifs à l'intérieur d'un même exercice est diminuée du montant de l'amortissement comptabilisé.

Nous avons fait l'acquisition de 26 immeubles de placement au cours des neuf premiers mois de 2013, pour 1,5 G\$, et nous avons investi 0,1 G\$ dans des occasions d'aménagement. Nous avons également vendu 16 immeubles de placement d'une valeur brute de 1,0 G\$. En ce qui a trait à nos activités liées à l'énergie renouvelable, nous avons acquis trois actifs, y compris la part de 50 % que nous ne possédions pas encore dans une coentreprise, et nous avons commencé à consolider les actifs sous-jacents. Nous avons ainsi ajouté 1,6 G\$ d'actifs supplémentaires à notre bilan consolidé et réduit le montant de nos placements.

## Ressources durables

Nous avons cédé nos activités liées aux terres d'exploitation forestière de la région nord-ouest du Pacifique au cours de l'exercice, ce qui a donné lieu à une diminution de 3,0 G\$ des actifs liés aux ressources durables depuis la fin de l'exercice.

## Placements

Nous comptabilisons les résultats de nos placements comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence d'après les méthodes comptables conformes aux IFRS et par conséquent, certains de nos placements comprennent des actifs comptabilisés à la juste valeur. C'est notamment le cas de notre participation dans General Growth Properties, dans laquelle nous comptabilisons les immeubles de placement de GGP à la juste valeur chaque trimestre. Dans le tableau de la page précédente, nous avons présenté les participations selon qu'il s'agit de participations dans lesquelles les actifs sous-jacents sont comptabilisés à la juste valeur ou sont comptabilisés au coût amorti, pour en faciliter la lecture. Les placements consolidés ont augmenté de 1 250 M\$ depuis le début de l'exercice, principalement en raison du montant de 746 M\$ inscrit dans le résultat global, tiré des placements comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence et d'un capital investi de 650 M\$ dans nos autoroutes à péage en Amérique du Sud, lequel a également été comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence.

## Goodwill

Le goodwill a diminué de 802 M\$ par rapport au 31 décembre 2012, pour s'établir à 1 688 M\$, principalement en raison de l'élimination d'un goodwill de 591 M\$ en ce qui a trait à nos terres d'exploitation forestière de la région nord-ouest du Pacifique, lesquelles ont été vendues au cours du trimestre, et d'une réduction du solde libellé en devises autres que le dollar américain en raison d'un ajustement négatif à la réévaluation des devises.

## Emprunts et autres passifs financiers non courants

Nous présentons nos bilans consolidés sans faire de distinction entre les actifs ou passifs courants et les actifs ou passifs non courants. Nous sommes d'avis que cette présentation est appropriée, compte tenu de la nature de notre stratégie commerciale. Nous présentons les passifs à titre d'éléments courants et non courants dans les notes annexes.

AU 30 SEPTEMBRE 2013 ET AU 31 DÉCEMBRE 2012  
(EN MILLIONS)

	<u>2013</u>	<u>2012</u>	<u>Variation</u>
Emprunts de la Société .....	3 848 \$	3 526 \$	322 \$
Emprunts sans recours .....			
Emprunts hypothécaires grevant des propriétés précises .....	33 329	33 720	(391)
Emprunts de filiales .....	7 233	7 585	(352)
Créditeurs non courants et autres passifs <sup>1</sup> .....	4 515	5 440	(925)
Titres de capital.....	812	1 191	(379)
Autres passifs financiers non courants.....	483	425	58
	<u>50 220 \$</u>	<u>51 887 \$</u>	<u>(1 667) \$</u>

1. Exclut les créiteurs et autres passifs exigibles dans moins de un an. Se reporter à la note 6d) de nos états financiers consolidés intermédiaires.

Les emprunts de la Société ont augmenté de 322 M\$ en partie en raison du paiement de 905 M\$ aux fins de la résiliation d'un swap de taux d'intérêt à long terme selon des modalités favorables, lequel a été contrebalancé par les produits tirés de la vente d'actifs.

Au cours de l'exercice 2013, le montant des emprunts grevant des propriétés précises a diminué de 0,4 G\$, ce qui reflète la vente et la déconsolidation subséquente des activités, y compris les emprunts connexes, et l'affaiblissement, par rapport au dollar américain, des devises dans lesquelles bon nombre de ces emprunts sont libellés. Ces éléments ont été partiellement contrebalancés par l'augmentation des emprunts repris sur les actifs acquis ou du financement des acquisitions.

Les emprunts des filiales ont diminué en raison de l'élimination du montant comptabilisé au titre du swap de taux d'intérêt de 1,2 G\$ au moment du règlement de l'entente, laquelle a été contrebalancée par une hausse du niveau des émissions de titres d'emprunt à terme par nos émetteurs cotés sous gestion et des prélèvements sur leurs facilités de crédit pour financer les projets d'expansion.

Les créiteurs et autres passifs échéant dans plus de un an ont diminué depuis la fin de l'exercice, en raison principalement du calendrier des versements et de l'achèvement des travaux de construction de nos activités liées à l'aménagement résidentiel au Brésil, éléments en partie contrebalancés par l'écart de change. Nous avons également éliminé un passif à la valeur de marché de 213 M\$ comptabilisé relativement au swap de taux d'intérêt au moment du règlement.

Depuis la fin de l'exercice, nous avons racheté des titres de capital pour un montant de 350 M\$ CA. Les autres passifs non courants représentent les participations d'autres entités dans les fonds consolidés qui sont classés comme des passifs étant donné qu'ils sont assortis de modalités telles que des clauses de rachat.

## Capitaux propres

Depuis la fin de l'exercice, les capitaux propres consolidés ont augmenté de 1,3 G\$, principalement en raison de l'obtention d'un bénéfice net de 3,0 G\$ au cours des neuf premiers mois et de l'émission de titres de capitaux propres d'un montant net de 0,6 G\$, contrebalancées par des distributions aux actionnaires de 1,0 G\$ et par un ajustement négatif à la réévaluation des devises de 1,7 G\$.

Nous avons versé un dividende exceptionnel de 906 M\$ correspondant à une participation de 7,6 % dans BPY, ce qui a entraîné une diminution des capitaux propres ordinaires et une augmentation correspondante des participations ne donnant pas le contrôle. Les participations ne donnant pas le contrôle ont augmenté au total de 1,9 G\$ du fait du dividende exceptionnel lié à BPY et de la vente de nos parts de Brookfield Renewable au cours du premier trimestre de 2013, contrebalancés par un ajustement positif à la réévaluation des devises de 0,1 G\$.

Nous comptabilisons dans les autres éléments du résultat global l'incidence des variations des devises sur la valeur comptable de notre investissement net dans des activités autres que celles aux États-Unis. Au 30 septembre 2013, des capitaux propres ordinaires conformes aux IFRS de 17,4 G\$ étaient investis dans les devises suivantes, principalement sous forme de placements nets qui sont réévalués par le biais des autres éléments du résultat global : États-Unis – 46 %; Australie – 15 %; Brésil – 16 %; Grande-Bretagne – 10 %; Canada – 6 %; autres – 7 %. De temps à autre, nous avons recours à des contrats financiers pour ajuster le degré d'exposition, ce qui permet habituellement de réduire l'incidence de la réévaluation des devises. Les emprunts de la Société ont augmenté en raison du paiement de 905 M\$ aux fins de la résiliation du swap de taux d'intérêt, contrebalancé par les produits tirés de la vente d'actifs inclus au titre des emprunts des filiales et autres passifs.

Nous présentons une analyse plus détaillée de notre structure du capital à la Partie 4 du rapport de gestion.

### Résultats trimestriels

POUR LES TRIMESTRES CLOS EN (EN MILLIONS, SAUF LES MONTANTS PAR ACTION)	2013				2012			2011
	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4
Total des produits et autres profits .....	5 176 \$	5 166 \$	4 951 \$	5 641 \$	4 661 \$	4 425 \$	4 039 \$	4 122 \$
Charges directes .....	(3 230)	(3 606)	(3 420)	(4 393)	(3 420)	(3 284)	(2 864)	(3 035)
Autres produits .....	525	—	—	—	—	—	—	—
Résultat comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence .....	194	224	266	338	254	257	388	584
Charges								
Intérêts .....	(617)	(668)	(655)	(638)	(593)	(614)	(655)	(620)
Charges du siège social ..	(36)	(36)	(44)	(40)	(41)	(35)	(42)	(40)
Éléments d'évaluation .....								
Variations de la juste valeur .....	104	465	61	415	495	(100)	343	434
Amortissements .....	(357)	(373)	(365)	(352)	(327)	(287)	(297)	(228)
Impôt sur le résultat .....	(264)	(370)	(97)	(192)	(154)	17	(190)	(257)
<b>Bénéfice net .....</b>	<b>1 495 \$</b>	<b>802 \$</b>	<b>697 \$</b>	<b>779 \$</b>	<b>875 \$</b>	<b>379 \$</b>	<b>722 \$</b>	<b>960 \$</b>
<b>Bénéfice net attribuable aux actionnaires .....</b>	<b>813 \$</b>	<b>230 \$</b>	<b>360 \$</b>	<b>492 \$</b>	<b>334 \$</b>	<b>138 \$</b>	<b>416 \$</b>	<b>588 \$</b>
Par action								
- dilué .....	1,23 \$	0,31 \$	0,51 \$	0,72 \$	0,48 \$	0,17 \$	0,60 \$	0,86 \$
- de base .....	1,26 \$	0,31 \$	0,52 \$	0,74 \$	0,49 \$	0,17 \$	0,63 \$	0,90 \$

### Sommaire des résultats trimestriels

Nos résultats trimestriels varient principalement en raison du caractère saisonnier de nos activités, des variations de la juste valeur comptabilisées relativement à nos actifs consolidés et des variations de la juste valeur prises en compte dans les produits comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence, de l'incidence des acquisitions ou des cessions d'actifs ou d'entreprises, et des fluctuations des taux de change liées à nos activités à l'extérieur des États-Unis. Le calendrier et le montant des profits et pertes sur cession ont également une incidence sur nos résultats consolidés.

Les produits sous forme d'honoraires générés par nos services de gestion d'actifs ont un caractère contractuel et ils ont augmenté au cours des huit derniers trimestres, en raison de la hausse des capitaux générant des honoraires. Nos services liés à la construction ont un caractère saisonnier et ils génèrent des produits habituellement plus élevés aux troisième et quatrième trimestres, par rapport au premier semestre, car les conditions météorologiques sont plus favorables au deuxième semestre.

Nos activités liées aux immeubles génèrent des résultats stables chaque trimestre, en raison de la nature à long terme des contrats de location, sous réserve de la comptabilisation occasionnelle de profits sur cession et de profits liés à la résiliation de contrats de location.

Les débits d'eau et les prix liés à nos activités de production d'énergie renouvelable ont un caractère saisonnier. Pendant la saison des pluies automnales et le dégel du printemps, les débits d'eau entrants ont tendance à être à leur niveau le plus élevé, ce qui entraîne une production accrue. Cependant, les prix ont tendance à ne pas être aussi élevés que durant les saisons estivale et hivernale, en raison des conditions météorologiques modérées au cours de l'automne et du printemps et de la baisse de la demande d'électricité qui en découle.

Nos activités liées aux infrastructures ont un caractère généralement stable, en raison des contrats de ventes et de volumes à long terme conclus avec nos clients.

Nos activités liées au capital-investissement comprennent les activités liées à l'aménagement résidentiel au Brésil et en Amérique du Nord, qui ont tendance à avoir un caractère saisonnier. En effet, le quatrième trimestre présente habituellement les meilleurs résultats, car la majorité des activités de construction sont achevées et les maisons livrées au cours de cette période. Nos autres activités liées au capital-investissement ont tendance à fluctuer sur une base trimestrielle, en raison du caractère saisonnier des activités de certains des placements sous-jacents et du moment où ont lieu les activités d'acquisition et de cession. Nous avons cédé une entreprise de pâtes et papiers au sein de nos activités de capital-investissement au cours du troisième trimestre de 2013 et comptabilisé des produits de 664 M\$ liés à cette cession.

Les résultats du troisième trimestre de 2013 comprennent d'autres produits de 525 M\$ liés au règlement d'un swap.

Nous finançons généralement nos activités au moyen d'emprunts à taux fixe à long terme, ce qui fait en sorte que les charges d'intérêts demeurent relativement stables d'un trimestre à l'autre.

Le montant des variations de la juste valeur et le moment où ces variations surviennent varient d'un trimestre à l'autre, en fonction des variations de la juste valeur de nos actifs qui sont comptabilisés à la juste valeur dans le résultat net. Au deuxième trimestre de 2013, nous avons comptabilisé des variations de la juste valeur de 333 M\$ dans le cadre de nos activités liées aux immeubles de bureaux et des profits à la valeur de marché de 87 M\$ sur les couvertures de devises, de taux d'intérêt et de taux d'inflation dans le cadre de nos activités liées aux infrastructures. Au deuxième trimestre de 2012, nous avons comptabilisé des pertes à la valeur de marché de 76 M\$ au titre de nos contrats de vente d'énergie. Le résultat comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence inclut également des variations de la juste valeur. En effet, au quatrième trimestre de 2011, nous avons comptabilisé des variations de la juste valeur de 357 M\$ sur notre placement comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence dans les immeubles de placement de General Growth Properties.

La dotation aux amortissements a augmenté en 2013 en raison de l'achèvement de certains projets d'expansion des immobilisations et de nouvelles acquisitions au sein de nos activités liées aux infrastructures et à l'énergie renouvelable et elle avait augmenté en 2012 en raison d'une hausse de la valorisation de nos actifs liés à l'énergie renouvelable et des acquisitions menées à bien au cours de cet exercice.

Au quatrième trimestre de 2012, nous avons acquis et commencé à consolider un certain nombre d'actifs au sein de nos activités liées aux immeubles et aux infrastructures, ce qui a donné lieu à un accroissement des produits, des charges directes et des charges d'intérêts.

## DIVIDENDES DE LA SOCIÉTÉ

Les dividendes versés par Brookfield à l'égard des titres en circulation au cours des neuf premiers mois de 2013 et des périodes correspondantes de 2012 et de 2011 se présentent comme suit :

	Distribution par titre		
	2013	2012	2011
Actions de catégories A et B à droit de vote limité.....	0,44 \$	0,41 \$	0,39 \$
Distribution spéciale aux porteurs d'actions de catégories A et B à droit de vote limité <sup>1</sup> ..	1,47	—	—
Actions privilégiées de catégorie A			
Série 2.....	0,38	0,39	0,40
Séries 4 et 7 .....	0,38	0,39	0,40
Série 8.....	0,55	0,56	0,57
Série 9.....	0,70	0,71	0,84
Série 10 <sup>2</sup> .....	—	0,37	1,10
Série 11 <sup>3</sup> .....	—	1,02	1,06
Série 12.....	0,99	1,01	1,03
Série 13.....	0,38	0,39	0,40
Série 14.....	1,39	1,41	1,45
Série 15.....	0,31	0,31	0,33
Série 17.....	0,87	0,89	0,91
Série 18.....	0,87	0,89	0,91
Série 21 <sup>4</sup> .....	0,62	0,93	0,96
Série 22.....	1,28	1,31	1,34
Série 24.....	0,99	1,01	1,03
Série 26.....	0,82	0,84	0,87
Série 28 <sup>5</sup> .....	0,84	0,86	0,75
Série 30 <sup>6</sup> .....	0,88	0,89	—
Série 32 <sup>7</sup> .....	0,82	0,61	—
Série 34 <sup>8</sup> .....	0,77	—	—
Série 36 <sup>9</sup> .....	1,00	—	—
Série 37 <sup>10</sup> .....	0,35	—	—

1. Distribution d'une participation de 7,6 % dans Brookfield Property Partners, en fonction de la valeur selon les IFRS, versée le 15 avril 2013.
2. Rachetées le 5 avril 2012.
3. Rachetées le 1<sup>er</sup> octobre 2012.
4. Rachetées le 2 juillet 2013.
5. Émises le 8 février 2011.
6. Émises le 2 novembre 2011.
7. Émises le 13 mars 2012.
8. Émises le 12 septembre 2012.
9. La distribution initiale comprend une tranche de 0,11 \$ pour la période du 27 novembre 2012 au 31 décembre 2012.
10. La distribution initiale comprend une tranche de 0,06 \$ pour la période du 13 juin 2013 au 30 juin 2013.

Les dividendes sur les actions de catégorie A et B à droit de vote limité sont présentés en dollars américains, tandis que les dividendes sur actions privilégiées de catégorie A sont présentés en dollars canadiens.

## PARTIE 3 – RÉSULTATS DES SECTEURS OPÉRATIONNELS

### MODE DE PRÉSENTATION

#### Évaluation et présentation de nos secteurs opérationnels

À des fins de gestion, nous avons regroupé nos activités dans cinq secteurs opérationnels pour lesquels nous prenons des décisions relatives à l'exploitation et à l'attribution du capital et évaluons la performance.

- i. Le secteur « Gestion d'actifs et autres services » comprend nos services liés à la gestion d'actifs, à la construction et aux immeubles. Ces activités génèrent des honoraires de services contractuels gagnés auprès d'entités consolidées, qui sont incluses dans nos autres secteurs, et auprès de tiers relativement à la prestation de services de gestion, y compris la gestion de nos fonds de capital-investissement institutionnels, de nos entités cotées en Bourse et des titres cotés en Bourse, ainsi que la gestion des projets de construction et des activités liées à la relocalisation résidentielle, des franchises et du courtage. Ces activités se distinguent également par l'utilisation relativement faible des immobilisations corporelles par rapport à nos autres secteurs d'activité.
- ii. Les activités liées aux immeubles concernent principalement les immeubles de bureaux, les commerces de détail et les immeubles résidentiels, les immeubles industriels et d'autres immeubles situés surtout dans les grandes villes d'Amérique du Nord, d'Australie, du Brésil et d'Europe. Le bénéfice tiré des activités liées aux immeubles se compose principalement du revenu de location et, dans une moindre mesure, du revenu d'intérêt et de dividendes. Presque toutes ces activités sont détenues par l'intermédiaire de Brookfield Property Partners L.P. (« BPY »), dans laquelle nous détenons une participation de 93 %.
- iii. Les activités de production d'énergie renouvelable sont principalement composées des centrales hydroélectriques faisant partie des réseaux hydrographiques nord-américains et brésiliens et des centrales éoliennes en Amérique du Nord. Les activités liées à l'énergie de la Société sont détenues et exploitées par l'intermédiaire d'une participation de 65 % dans Brookfield Renewable Energy Partners L.P. (« BREP ») et d'une filiale en propriété exclusive de la Société qui exerce des activités d'achat et de vente d'énergie, principalement au nom de BREP.
- iv. Les activités liées aux infrastructures concernent principalement les services publics, le transport et l'énergie, les terres d'exploitation forestière et l'aménagement agricole en Australie, en Amérique du Nord, en Europe et en Amérique du Sud, et sont principalement détenues et exploitées par l'intermédiaire d'une participation de 28 % dans Brookfield Infrastructure Partners L.P. (« BIP ») et de placements directs dans certaines des activités liées aux ressources durables de la Société.
- v. Les activités liées au capital-investissement comprennent les placements et les activités supervisés par notre groupe du capital-investissement, dont les placements directs ainsi que les placements dans nos fonds de capital-investissement institutionnels. Le mandat de nos fonds de capital-investissement institutionnels consiste à investir dans une gamme variée de secteurs, même si actuellement, les portefeuilles contiennent un certain nombre de placements dont le rendement est touché de façon importante par le secteur de la construction d'habitations en Amérique du Nord. Les placements directs comprennent une participation dans Norbord Inc., un fabricant de panneaux, et dans deux entreprises du secteur résidentiel cotées en Bourse, soit Brookfield Residential Properties Inc., une société qui construit des immeubles résidentiels et qui aménage des terrains en Amérique du Nord, et Brookfield Incorporações S.A., une société qui aménage des copropriétés au Brésil. Habituellement, les activités de ce secteur se caractérisent par une démarche de placement qui est davantage axée sur les occasions. En outre, ces activités ne sont pas intégrées aux principales plateformes d'exploitation, contrairement aux actifs de nos activités liées aux immeubles, à l'énergie renouvelable et aux infrastructures.

Toutes les autres activités au niveau de la Société qui ne sont pas attribuées à l'un de ces cinq secteurs opérationnels sont incluses dans les activités du siège social, telles que la trésorerie et les actifs financiers, les emprunts de la Société, les titres de capital, les actions privilégiées et le fonds de roulement net de la Société.

Nous avons présenté les coûts liés aux activités de gestion d'actifs dans le secteur des services de gestion d'actifs. Ces coûts incluent la répartition des coûts liés aux activités centralisées ainsi que les coûts liés aux activités de gestion d'actifs des autres secteurs d'activité.

Certaines charges du siège social, notamment celles liées à la technologie et aux opérations, sont engagées pour le compte du secteur d'activité et sont par conséquent affectées à chaque secteur d'activité en fonction d'un cadre d'établissement des prix interne.

#### Mesures opérationnelles et liées à la performance, par secteur

Les flux de trésorerie liés aux opérations sont une mesure clé de notre performance financière et se définissent comme le bénéfice net attribuable aux actionnaires avant les variations de la juste valeur, les amortissements et l'impôt différé, et comprennent certains profits sur cession qui ne sont pas autrement inclus dans le bénéfice net tel que celui-ci est déterminé en vertu des IFRS. Lorsque nous calculons les flux de trésorerie liés aux opérations, nous incluons notre quote-part des flux de trésorerie liés aux opérations des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence et excluons les coûts de transaction découlant de regroupements d'entreprises, lesquels doivent, en vertu des IFRS, être passés en charges à mesure qu'ils sont engagés. Nous incluons les profits sur cession dans les flux de trésorerie liés aux opérations, car nous considérons que l'achat et la vente d'actifs ont lieu dans le cours normal des activités de la Société. Nous utilisons les flux de trésorerie liés aux opérations pour

évaluer les résultats opérationnels et nos activités. Nous n'utilisons pas les flux de trésorerie liés aux opérations comme une mesure de la trésorerie générée par nos activités. Nous calculons les flux de trésorerie liés aux opérations pour chaque secteur, et un rapprochement du total des flux de trésorerie liés aux opérations et du bénéfice net est présenté à la note 3 des états financiers consolidés.

Notre définition des flux de trésorerie liés aux opérations peut être différente de la définition utilisée par d'autres sociétés et de la définition de flux de trésorerie liés aux opérations utilisée par l'Association des biens immobiliers du Canada (la « REALpac ») et la National Association of Real Estate Investment Trusts, Inc. (la « NAREIT »), entre autres raisons parce que la définition de la NAREIT est fondée sur les PCGR des États-Unis et non sur les IFRS. Les principales différences observées lorsque nous rapprochons notre définition des flux de trésorerie liés aux opérations avec celle de la REALpac ou de la NAREIT sont les inclusions dans les flux de trésorerie liés aux opérations des éléments suivants : les profits ou les pertes sur cession qui se produisent dans le cours normal des activités et l'impôt exigible en espèces sur ces profits, s'il y a lieu; les profits ou les pertes de change sur les éléments monétaires qui ne font pas partie de nos investissements nets dans des établissements à l'étranger; les profits ou les pertes à la vente d'un investissement dans un établissement à l'étranger.

Un rapprochement des mesures non définies par les IFRS et de la composante des états financiers la plus comparable est présenté aux pages 23 et 24.

## SOMMAIRE DES RÉSULTATS PAR SECTEUR OPÉRATIONNEL

### Sommaire des résultats financiers par secteur opérationnel

Le tableau qui suit illustre les flux de trésorerie liés aux opérations par secteur d'un exercice à l'autre à des fins de comparaison.

POUR LES PÉRIODES CLOSES LES 30 SEPT. (EN MILLIONS)	Flux de trésorerie liés aux opérations					
	Trimestres			Périodes de neuf mois		
	2013	2012	Variation	2013	2012	Variation
Secteurs opérationnels						
Gestion d'actifs et autres services.....	145 \$	115 \$	30 \$	344 \$	239 \$	105 \$
Immeubles.....	102	124	(22)	401	373	28
Énergie renouvelable.....	61	(6)	67	388	286	102
Infrastructures.....	216	44	172	384	150	234
Capital-investissement.....	323	69	254	591	135	456
Total – secteurs opérationnels .....	847	346	501	2 108	1 183	925
Charges du siège social/charges non attribuées.....	346	(123)	469	238	(286)	524
Total .....	1 193 \$	223 \$	970 \$	2 346 \$	897 \$	1 449 \$

Les flux de trésorerie liés aux opérations du secteur des services de gestion d'actifs et autres services ont augmenté de 30 M\$ pour atteindre 145 M\$, portés par une hausse de 47 M\$ des bénéfices tirés des honoraires découlant des niveaux largement plus élevés des capitaux générant des honoraires. Nous avons également généré des honoraires en fonction du rendement de 49 M\$ (97 M\$ en 2012), dont une tranche de 47 M\$ est assujettie à des périodes de récupération, et par conséquent, seul un montant de 2 M\$ a été inclus dans les flux de trésorerie liés aux opérations; le solde a été différé (un montant différé de 96 M\$ en 2012). Les flux de trésorerie liés aux opérations de nos services liés à la construction et aux propriétés ont diminué de 17 M\$ pour se chiffrer à 49 M\$, en raison de la vente partielle de nos activités de courtage aux États-Unis en 2012 et de la hausse des frais liés aux offres publiques d'achat en ce qui concerne nos activités de construction en Australie au cours du trimestre considéré.

Nos activités liées aux immeubles sont principalement détenues par l'entremise de notre participation de 93 % dans BPY et ont fourni 102 M\$ aux flux de trésorerie liés aux opérations, soit 22 M\$ de moins qu'à l'exercice précédent. Nous avons versé un dividende spécial à nos actionnaires qui correspond à la distribution d'une participation de 7,6 % dans BPY en avril 2013, ce qui a donné lieu à une réduction de la participation dans les activités sous-jacentes de BPY, entraînant une réduction de 14 M\$ des flux de trésorerie liés aux opérations pour les trimestres considérés sur une base comparative ainsi que des charges additionnelles de 12 M\$ liées aux honoraires et aux coûts payés par BPY. Les flux de trésorerie liés aux opérations de l'exercice précédent comprenaient également un dividende de 31 M\$ découlant du placement de BPY dans Canary Wharf, dividende que Canary n'a pas répété ce trimestre. Ces variations à la baisse ont été contrebalancées par une amélioration de 42 M\$ de l'incidence des cessions au cours du trimestre, puisque nous avons vendu 17 immeubles et réalisé une perte de 19 M\$ au cours du trimestre, comparativement à des pertes de 61 M\$ en 2012.

Les flux de trésorerie liés aux opérations de nos activités de production d'énergie renouvelable ont augmenté de 67 M\$ pour atteindre 61 M\$ pour le trimestre. La production d'énergie selon des biens comparables a augmenté pour atteindre 4 220 GWh, ce qui représente une hausse de 54 % par rapport à la période précédente, et a fourni un montant additionnel de 56 M\$ aux flux de trésorerie liés aux opérations. Pour le trimestre considéré, la hausse de la tarification et les actifs récemment acquis et mis en service ont fourni des apports respectifs de 13 M\$ et 9 M\$ aux flux de trésorerie liés aux opérations. Ces hausses ont été partiellement contrebalancées par une augmentation des niveaux d'emprunt visant à financer les initiatives d'expansion, laquelle a fait croître les intérêts payés, et par une réduction de notre participation dans BREP, à la suite de notre reclassement au premier trimestre de 2013.

Les flux de trésorerie liés aux opérations du secteur des infrastructures, exclusion faite des profits, se sont chiffrés à 53 M\$ pour le trimestre, ce qui représente une hausse de 30 % par rapport au trimestre correspondant de 2012. La hausse par rapport à l'exercice précédent tient essentiellement à un apport additionnel de 4 M\$ lié à l'expansion de nos activités de distribution réglementées au Royaume-Uni, à un montant de 6 M\$ lié à l'achèvement du programme d'expansion de notre réseau ferroviaire et à l'apport des autoroutes à péage que nous avons récemment acquises, éléments qui ne fournissaient qu'un apport partiel à nos flux de trésorerie liés aux opérations de la période précédente, ce qui a fait croître de 6 M\$ les flux de trésorerie liés aux opérations par rapport à l'exercice précédent. Nous avons conclu la vente de nos activités liées aux terres d'exploitation forestière dans le nord-ouest du Pacifique en juillet, ce qui a donné lieu à un profit sur cession de 163 M\$.

Les flux de trésorerie liés aux opérations de nos activités liées au capital-investissement ont augmenté de 8 M\$, exclusion faite des profits sur cession de 245 M\$, la hausse globale des produits liée aux volumes élevés dans plusieurs de nos entités émettrices ayant neutralisé une réduction de 11 M\$ des flux de trésorerie liés aux opérations sur une base comparative, grâce à la vente d'actifs et à la réduction des niveaux de participation. Les profits sur cession pour le trimestre comprennent un profit de 200 M\$ sur la monétisation d'activités de pâtes et papiers comprises dans notre fonds de capital-investissement ainsi qu'un profit de 45 M\$ à la cession partielle de notre placement dans Western Forest Products.

Les flux de trésorerie liés aux opérations du siège social et les flux de trésorerie liés aux opérations non attribués à un secteur comprennent un profit de 525 M\$ lié au règlement d'un contrat sur taux d'intérêt à long terme. En outre, nous avons profité de la réduction du niveau des emprunts après le règlement, ce qui a fait diminuer nos charges non attribuées. Ce profit a été contrebalancé par une perte de 72 M\$ sur les positions de taux d'intérêt et de change conclues au cours du trimestre considéré.

### *Trimestres clos les 30 septembre*

Le total des flux de trésorerie liés aux opérations s'est chiffré à 1 193 M\$ au troisième trimestre de 2013, ce qui représente une hausse de 970 M\$ par rapport aux flux de trésorerie liés aux opérations de 223 M\$ comptabilisés au trimestre correspondant de 2012. Compte non tenu des profits sur cession, les flux de trésorerie liés aux opérations se sont établis à 342 M\$, en hausse de 14 % selon des données comparables, par rapport aux flux de trésorerie liés aux opérations de 300 M\$ comptabilisés au trimestre correspondant de 2012.

### *Périodes de neuf mois closes les 30 septembre*

Les flux de trésorerie liés aux opérations de la période de neuf mois ont augmenté de 1 449 M\$ pour s'établir à 2 346 M\$, du fait principalement d'une augmentation des profits sur cession (1 106 M\$), d'une hausse des honoraires découlant de l'accroissement des capitaux générant des honoraires, de l'incidence de la reprise du marché du logement aux États-Unis sur nos activités liées à l'aménagement résidentiel et aux propriétés industrielles en Amérique du Nord, qui a fait croître l'apport de nos activités liées au capital-investissement, et du fait que les niveaux de l'hydrologie ont renoué avec les moyennes à long terme, en ce qui concerne notre secteur de l'énergie renouvelable.

## **Sommaire de la situation financière par secteur opérationnel**

Le tableau qui suit illustre les capitaux propres par secteur, selon des données comparables.

	Capitaux propres ordinaires par secteur		
	2013	2012	Variation
AU 30 SEPT. 2013 ET AU 31 DÉC. 2012 (EN MILLIONS)			
Secteurs opérationnels			
Gestion d'actifs et autres services .....	1 530 \$	1 570 \$	(40) \$
Immeubles .....	12 374	12 958	(584)
Énergie renouvelable .....	4 575	4 976	(401)
Infrastructures .....	2 001	2 571	(570)
Capital-investissement .....	2 665	2 574	91
Total – secteurs opérationnels .....	23 145	24 649	(1 504)
Charges du siège social/charges non attribuées .....	(5 772)	(6 499)	727
Capitaux propres ordinaires .....	17 373 \$	18 150 \$	(777) \$

Le montant des capitaux propres ordinaires du secteur lié aux immeubles a diminué en raison de la scission d'une participation à hauteur de 7,6 % dans BPY (906 M\$) au sein de nos activités liées aux immeubles. Nos activités de production d'énergie renouvelable ont diminué de 401 M\$, montant qui comprend la vente de 8,1 millions de parts de BREP pour 233 M\$ au premier trimestre de 2013. La vente de nos activités liées aux terres d'exploitation forestière dans le nord-ouest du Pacifique au troisième trimestre de 2013 a donné lieu à une réduction de 600 M\$ des capitaux propres ordinaires de notre secteur des infrastructures.

Le montant des capitaux propres ordinaires du secteur lié aux charges du siège social et aux charges non attribuées à un secteur a augmenté de 727 M\$, le règlement d'un contrat sur taux d'intérêt à long terme ayant réduit de 525 M\$ la structure de notre capital. Nous avons également remboursé des emprunts de la Société au moyen du produit tiré de cessions d'actifs.

Dans l'ensemble, les capitaux propres ordinaires ont diminué de 777 M\$ depuis la fin de l'exercice, en raison essentiellement du bénéfice net attribuable aux actionnaires de 1 403 M\$, du dividende spécial de 906 M\$ susmentionné (une participation de 7,6 % dans BPY), de l'incidence de la réévaluation des devises en ce qui a trait aux placements non libellés en dollars américains (857 M\$) et du rachat de 8,6 millions d'actions pour 310 M\$, dont une tranche de 4,2 millions a été acquise relativement aux régimes de rémunération à long terme. Les 4,4 millions d'actions restantes ont été annulées, ce qui a réduit le nombre de nos actions en circulation.

## Éléments d'évaluation

Le tableau qui suit présente les éléments d'évaluation par secteur d'un exercice à l'autre, à des fins de comparaison. Certains de ces éléments sont comptabilisés au titre du bénéfice net et des autres éléments du résultat global, et sont présentés déduction faite des participations ne donnant pas le contrôle.

POUR LES PÉRIODES CLOSES LES 30 SEPT. (EN MILLIONS)	Éléments d'évaluation <sup>1</sup>					
	Trimestres			Périodes de neuf mois		
	2013	2012	Variation	2013	2012	Variation
<b>Secteurs opérationnels</b>						
Gestion d'actifs et autres services.....	(10) \$	(8) \$	(2) \$	(11) \$	(36) \$	25 \$
Immeubles .....	108	263	(155)	598	833	(235)
Énergie renouvelable .....	(88)	(127)	39	(295)	(263)	(32)
Infrastructures.....	(28)	(23)	(5)	(97)	(89)	(8)
Capital-investissement.....	(62)	(46)	(16)	(139)	(150)	11
Total des secteurs opérationnels.....	(80)	59	(139)	56	295	(239)
Charges du siège social/charges non attribuées.....	—	(9)	9	82	(36)	118
Total .....	(80) \$	50 \$	(130) \$	138 \$	259 \$	(121) \$

1. Déduction faite des participations ne donnant pas le contrôle.

### Trimestres clos les 30 septembre

Nous avons comptabilisé des pertes sur évaluation de 80 M\$ au cours du troisième trimestre, comparativement à des profits sur évaluation de 50 M\$ à l'exercice précédent. La diminution tient essentiellement à la constatation de profits à la réévaluation inférieurs à ceux constatés au trimestre correspondant de 2012 à l'égard de nos activités liées aux immeubles, ainsi qu'à la hausse de l'amortissement au trimestre considéré en raison de l'amortissement des actifs récemment acquis et mis en service.

Nos activités liées aux immeubles ont fourni des profits sur évaluation de 108 M\$ au cours du trimestre considéré, soit 142 M\$ de moins qu'à l'exercice précédent, et comprenaient des profits à la réévaluation de 143 M\$, contrebalancés principalement par l'amortissement de 19 M\$. Les profits à la réévaluation des immeubles de bureaux ont diminué, passant de 286 M\$ à 194 M\$. Une tranche de 83 M\$ de cette diminution est attribuable aux actionnaires de Brookfield. Les profits enregistrés au trimestre considéré comprenaient un profit de 53 M\$ sur notre placement en actions de Canary Wharf, dont la valeur a augmenté pour s'établir à 4,46 livres sterling par action (profit de 15 M\$ en 2012), en raison de la hausse des revenus de location et de la valeur accrue attribuable aux initiatives d'expansion de Canary Wharf.

Les éléments d'évaluation des secteurs de l'énergie renouvelable et des infrastructures représentent des pertes de 88 M\$ et de 28 M\$, comparativement à des pertes de 127 M\$ et de 23 M\$ à l'exercice précédent, respectivement. La majorité de ces pertes a trait à l'amortissement de nos actifs, soit 81 M\$ (75 M\$ en 2012) au sein de nos activités de production d'énergie renouvelable et 26 M\$ (22 M\$ en 2012) au sein de nos activités liées aux infrastructures, au trimestre considéré. Au cours de l'exercice précédent, les éléments d'évaluation liés au secteur de l'énergie renouvelable comprenaient un montant de 49 M\$ découlant de pertes à la valeur de marché sur les ententes de vente d'énergie à long terme.

Nous avons comptabilisé des pertes sur évaluation de 62 M\$ relativement à nos activités liées au capital-investissement, soit une diminution de 16 M\$ pour 2012, dont la majeure partie tient à l'amortissement. Au cours du trimestre considéré, nous avons également comptabilisé des coûts d'évaluation nets de 10 M\$ sur les niveaux de réserves constituées par les sociétés pétrolières et gazières que nous détenons.

### Périodes de neuf mois closes les 30 septembre

Les profits sur évaluation pour la période de neuf mois se sont chiffrés à 138 M\$, soit 121 M\$ de moins que le montant de 259 M\$ comptabilisé à l'exercice précédent. Cette diminution tient à la constatation de profits à la réévaluation accrus relativement à nos activités liées aux immeubles à l'exercice précédent. L'amortissement a augmenté pour s'établir à 491 M\$, alors qu'il se chiffrait à 421 M\$ à l'exercice précédent. L'augmentation tient à l'amortissement additionnel constaté à l'égard d'un portefeuille d'actifs accru en raison d'acquisitions et d'évaluations revues à la hausse. Nous avons également comptabilisé des profits sur des swaps de taux d'intérêt qui fixent le taux sans risque des refinancements futurs de la dette; ces profits représentent une hausse de 138 M\$ au sein de nos activités du siège social et de nos activités non attribuées.

## Information sectorielle

Les informations présentées dans le tableau ci-dessous ont été tirées de la note 3 de nos états financiers consolidés intermédiaires, et un rapprochement de ces informations et des postes les plus comparables des états financiers est fourni dans les pages qui suivent.

AU 30 SEPT. 2013 ET AU 31 DÉC. 2012 ET POUR LES TRIMESTRES CLOS LES 30 SEPT. (EN MILLIONS)	Secteurs opérationnels						Charges du siège social/ charges non attribuées	Total pour 2013	Total pour 2012
	Gestion d'actifs et autres services	Immeubles	Énergie renouvelable	Infrastructures	Capital- investissement				
<b>Résultats financiers</b>									
Produits.....	1 080 \$	1 107 \$	384 \$	503 \$	1 511 \$	20 \$	<b>4 605 \$</b>	4 759 \$	
Bénéfice opérationnel sectoriel.....	145	734	253	625	774	467	<b>2 998</b>	1 442	
Flux de trésorerie liés aux opérations.....	145	102	61	216	323	346	<b>1 193</b>	223	
Éléments d'évaluation.....	(10)	108	(88)	(28)	(62)	—	<b>(80)</b>	50	
<b>Situation financière</b>									
Actifs sectoriels.....	1 674 \$	39 506 \$	14 981 \$	11 309 \$	9 555 \$	1 436 \$	<b>78 461 \$</b>	79 167 \$	
Placements.....	178	8 666	314	3 263	288	159	<b>12 868</b>	11 618	
Capitaux propres ordinaires par secteur.....	1 530	12 374	4 575	2 001	2 665	(5 772)	<b>17 373</b>	18 150	

## Rapprochement des mesures non définies par les IFRS

Le tableau qui suit présente le rapprochement des flux de trésorerie liés aux opérations et du bénéfice net consolidé.

POUR LES PÉRIODES CLOUSES LES 30 SEPT. (EN MILLIONS)	Trimestres		Périodes de neuf mois	
	2013	2012	2013	2012
<b>Flux de trésorerie liés aux opérations</b>				
Gestion d'actifs et autres services.....	<b>145 \$</b>	115 \$	<b>344 \$</b>	239 \$
Immeubles.....	<b>102</b>	124	<b>401</b>	373
Énergie renouvelable.....	<b>61</b>	(6)	<b>388</b>	286
Infrastructures.....	<b>216</b>	44	<b>384</b>	150
Capital-investissement.....	<b>323</b>	69	<b>591</b>	135
Charges du siège social/charges non attribuées.....	<b>346</b>	(123)	<b>238</b>	(286)
	<b>1 193</b>	223	<b>2 346</b>	897
<b>Ajustements</b>				
Moins : mesures des flux de trésorerie liés aux opérations				
Profits non comptabilisés en résultat net.....	<b>(176)</b>	62	<b>(612)</b>	(161)
Profits comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence et autres profits.....	<b>36</b>	—	<b>50</b>	—
Flux de trésorerie liés aux opérations comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence.....	<b>(222)</b>	(152)	<b>(626)</b>	(435)
Impôt exigible.....	<b>35</b>	31	<b>107</b>	100
Participations ne donnant pas le contrôle dans les flux de trésorerie liés aux opérations.....	<b>952</b>	443	<b>2 241</b>	1 176
Ajouter : composantes des états financiers non incluses dans les flux de trésorerie liés aux opérations				
Produits comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence.....	<b>194</b>	254	<b>684</b>	899
Variations de la juste valeur.....	<b>104</b>	495	<b>630</b>	738
Amortissements.....	<b>(357)</b>	(327)	<b>(1 095)</b>	(911)
Impôt sur le résultat.....	<b>(264)</b>	(154)	<b>(731)</b>	(327)
Total des ajustements.....	<b>302</b>	652	<b>648</b>	1 079
Bénéfice net.....	<b>1 495 \$</b>	875 \$	<b>2 994 \$</b>	1 976 \$

Les tableaux suivants présentent le rapprochement du bénéfice opérationnel sectoriel et du total des produits et des autres profits.

POUR LE TRIMESTRE CLOS LE 30 SEPT. 2013 (EN MILLIONS)	Secteurs opérationnels					Charges du siège social/ charges non attribuées	Total – secteurs à présenter	Ajustements	Après consoli- dation
	Gestion d'actifs et autres services	Immeubles	Énergie renouve- lable	Infrastruc- tures	Capital- investissement				
Total des produits et autres profits .....	1 080 \$	1 107 \$	384 \$	503 \$	1 511 \$	20 \$	4 605 \$	571 \$	5 176 \$
Charges directes .....	(945)	(563)	(144)	(227)	(1 293)	(16)	(3 188)	(42)	(3 230)
Autres produits <sup>1</sup> .....	—	—	—	—	—	—	—	525	525
Flux de trésorerie liés aux opérations comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence .....	10	113	7	84	3	5	222	(222)	—
Profits sur cession .....	—	77	6	265	553	458	1 359	(1 359)	—
<b>Bénéfice opérationnel sectoriel .....</b>	<b>145 \$</b>	<b>734 \$</b>	<b>253 \$</b>	<b>625 \$</b>	<b>774 \$</b>	<b>467 \$</b>	<b>2 998 \$</b>		

POUR LE TRIMESTRE CLOS LE 30 SEPT. 2012 (EN MILLIONS)	Secteurs opérationnels					Charges du siège social/ charges non attribuées	Total – secteurs à présenter	Ajustements	Après consoli- dation
	Gestion d'actifs et autres services	Immeubles	Énergie renouve- lable	Infrastruc- tures	Capital- investissement				
Total des produits et autres profits .....	1 205 \$	1 118 \$	222 \$	509 \$	1 661 \$	44 \$	4 759 \$	(98)\$	4 661 \$
Charges directes .....	(1 090)	(505)	(120)	(257)	(1 408)	(12)	(3 392)	(28)	3 420
Flux de trésorerie liés aux opérations comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence .....	—	95	3	51	(4)	7	152	(152)	—
Profits sur cession .....	—	(61)	—	—	(1)	(15)	(77)	77	—
<b>Bénéfice opérationnel sectoriel .....</b>	<b>115 \$</b>	<b>647 \$</b>	<b>105 \$</b>	<b>303 \$</b>	<b>248 \$</b>	<b>24 \$</b>	<b>1 442 \$</b>		

POUR LA PÉRIODE DE NEUF MOIS CLOSE LE 30 SEPT. 2013 (EN MILLIONS)	Secteurs opérationnels					Charges du siège social/ charges non attribuées	Total – secteurs à présenter	Ajustements	Après consoli- dation
	Gestion d'actifs et autres services	Immeubles	Énergie renouve- lable	Infrastruc- tures	Capital- investissement				
Total des produits et autres profits .....	3 236 \$	3 367 \$	1 243 \$	1 811 \$	4 985 \$	145 \$	14 787 \$	506 \$	15 293 \$
Charges directes .....	(2 913)	(1 722)	(413)	(879)	(4 181)	(46)	(10 154)	(102)	(10 256)
Autres produits <sup>1</sup> .....	—	—	—	—	—	—	—	525	525
Flux de trésorerie liés aux opérations comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence .....	21	330	19	235	12	8	625	(625)	—
Profits sur cession .....	—	120	178	442	626	534	1 900	(1 900)	—
<b>Bénéfice opérationnel sectoriel .....</b>	<b>344 \$</b>	<b>2 095 \$</b>	<b>1 027 \$</b>	<b>1 609 \$</b>	<b>1 442 \$</b>	<b>641 \$</b>	<b>7 158 \$</b>		

POUR LA PÉRIODE DE NEUF MOIS CLOSE LE 30 SEPT. 2012 (EN MILLIONS)	Secteurs opérationnels					Charges du siège social/ charges non attribuées	Total – secteurs à présenter	Ajustements	Après consoli- dation
	Gestion d'actifs et autres services	Immeubles	Énergie renouve- lable	Infrastruc- tures	Capital- investissement				
Total des produits et autres profits .....	3 153 \$	2 911 \$	886 \$	1 521 \$	4 701 \$	156 \$	13 328 \$	(203)\$	13 125 \$
Charges directes .....	(2 918)	(1 246)	(352)	(798)	(4 133)	(45)	(9 492)	(76)	(9 568)
Flux de trésorerie liés aux opérations comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence .....	4	259	11	152	(6)	15	435	(435)	—
Profits sur cession .....	—	(63)	214	11	(1)	23	184	(184)	—
<b>Bénéfice opérationnel sectoriel .....</b>	<b>239 \$</b>	<b>1 861 \$</b>	<b>759 \$</b>	<b>886 \$</b>	<b>561 \$</b>	<b>149 \$</b>	<b>4 455 \$</b>		

1. Se reporter à la note 9 pour plus de détails.

Les ajustements présentés dans les tableaux ci-dessus sont décrits à la note 3 des états financiers consolidés intermédiaires.

## GESTION D'ACTIFS ET AUTRES SERVICES

	Gestion d'actifs		Services liés à la construction et aux immeubles		Total pour le secteur	
	2013	2012	2013	2012	2013	2012
AU 30 SEPT. 2013 ET AU 31 DÉC. 2012 ET POUR LES TRIMESTRES CLOS LES 30 SEPT. (EN MILLIONS)						
<b>Résultats financiers par secteur</b>						
Produits.....	175 \$	107 \$	905 \$	1 098 \$	1 080 \$	1 205 \$
Flux de trésorerie liés aux opérations.....	96	49	49	66	145	115
Éléments d'évaluation.....	(2)	—	(8)	(8)	(10)	(8)
<b>Situation financière sectorielle</b>						
Actifs sectoriels .....	225 \$	245 \$	1 449 \$	1 610 \$	1 674 \$	1 855 \$
Capitaux propres ordinaires par secteur....	225	245	1 305	1 325	1 530	1 570

Les flux de trésorerie liés aux opérations ont augmenté de 30 M\$, soit une augmentation de 47 M\$ des flux de trésorerie liés aux opérations des services de gestion d'actifs et une diminution de 17 M\$ des flux de trésorerie liés aux opérations des services liés à la construction et aux immeubles. L'augmentation des flux de trésorerie liés aux opérations des services de gestion d'actifs découle de la poursuite de la croissance des bénéfices tirés des honoraires due à l'accroissement continu des capitaux générant des honoraires.

### Gestion d'actifs

Nos activités de gestion d'actifs ont généré les éléments suivants au cours du trimestre :

POUR LES TRIMESTRES CLOS LES 30 SEPT. (EN MILLIONS)	Honoraires annualisés*	2013	2012
<b>Produits</b>			
Honoraires de gestion de base.....	530 \$ <sup>1,2</sup>	147 \$	90 \$
Distributions incitatives .....	32 <sup>3</sup>	8	4
Frais transactionnels et honoraires liés aux services-conseils.....	55 <sup>4</sup>	18	12
	<u>617 \$</u>	<u>173</u>	<u>106</u>
Charges directes.....		(78)	(58)
Bénéfices tirés des honoraires.....		95	48
Honoraires liés au rendement <sup>5</sup> .....		2	1
Charges directes.....		(1)	—
		<u>1</u>	<u>1</u>
Flux de trésorerie liés aux opérations.....		<u>96 \$</u>	<u>49 \$</u>

1. Fondé sur les capitaux engagés ou investis et sur les accords contractuels.

2. Comprend des honoraires de base annualisés de 186 M\$ liés au capital investi de Brookfield.

3. Fondé sur la distribution annuelle de 1,72 \$ la part de Brookfield Infrastructure Partners L.P.

4. Représente la moyenne simple sur deux exercices.

5. Exclut le montant des honoraires liés au rendement assujettis à des périodes de récupération.

\* Les honoraires annualisés sont une mesure opérationnelle non définie par les IFRS utilisée pour évaluer les honoraires de gestion de base prévus au contrat à un moment précis, en fonction du niveau actuel des capitaux générant des honoraires.

Les bénéfices tirés des honoraires ont presque doublé, passant de 48 M\$ à 95 M\$ pour le trimestre considéré; les honoraires de gestion de base et les marges opérationnelles ayant enregistré des hausses considérables. Les honoraires de gestion de base ont augmenté de 63 % par rapport au trimestre correspondant de 2012, pour s'établir à 147 M\$. Cette augmentation reflète l'apport des nouveaux fonds, principalement dans nos activités liées aux immeubles et aux infrastructures, et comprend les honoraires perçus sur Brookfield Property Partners, entité cotée que nous avons lancée récemment, ainsi que des honoraires de gestion de base de rattrapage de 15 M\$ découlant de la clôture finale de notre principal fonds de capital-investissement dans le secteur immobilier au cours du trimestre considéré. Les honoraires de base liés au capital de Brookfield ont totalisé 46 M\$ (15 M\$ en 2012).

Sur une base annualisée, les honoraires de gestion de base totalisent environ 530 M\$, ce qui représente une hausse de 5 M\$ depuis le 30 juin 2013. Cette augmentation se compose de 18 M\$ d'honoraires de base liés au capital additionnel mobilisé au cours du trimestre, surtout dans nos fonds privés et nos titres cotés en Bourse, montant neutralisé par la remise de capitaux à nos investisseurs des fonds privés à la cession des actifs des fonds et à la fermeture des fonds.

Les honoraires de gestion de base n'incluent aucun apport des capitaux de clients dans les fonds privés totalisant approximativement 2,0 G\$ desquels notre rémunération est tirée, principalement sous forme de mesures fondées sur la performance et d'intérêts comptabilisés et, pour une part minimale, seulement sous forme d'honoraires de gestion de base. La durée moyenne pondérée des engagements liés aux honoraires de base annualisés est de huit ans.

Nous continuons d'accroître nos activités liées aux transactions et nos activités de services-conseils, dans le cadre de nos activités liées à l'immobilier et aux infrastructures. L'augmentation des flux de trésorerie liés aux opérations par rapport à l'exercice précédent s'explique par un volume supérieur de transactions.

Les charges directes se composent principalement des charges liées au personnel et des honoraires, ainsi que des coûts relatifs aux technologies et des autres services partagés.

Notre quote-part des honoraires liés au rendement cumulés s'établissait à 812 M\$ au 30 septembre 2013. Ce résultat représente une augmentation de 47 M\$ comparativement au dernier trimestre, et de 123 M\$ comparativement à la fin de l'exercice. Nous avons estimé que des charges directes d'environ 96 M\$ découleront de la réalisation du cumul des honoraires à ce jour. Nous avons comptabilisé des honoraires liés au rendement de tierces parties de 2 M\$ dans nos états financiers et nous avons différé le solde (47 M\$), nos méthodes comptables ne permettant pas la comptabilisation de ces honoraires avant la fin de toute période de calcul ou de récupération soit, habituellement, vers la fin de la durée du fonds. Le montant des honoraires liés au rendement latents, déduction faite des charges connexes, était de 716 M\$ à la fin du trimestre (632 M\$ au 31 décembre 2012).

Après la fin du trimestre, nous avons réorganisé le consortium qui a acquis nos activités de centres commerciaux aux États-Unis, ce qui a permis la réalisation, pour notre compte et celui de nos clients, d'un TRI brut de 38 % et d'un multiplicateur brut du capital investi de 2,6 fois. En outre, nous avons réalisé des honoraires en fonction du rendement cumulés de 558 M\$.

Le reste des honoraires liés au rendement cumulés a totalisé 158 M\$, déduction faite des charges directes, et le délai moyen de réalisation des fonds connexes est de quatre ans.

## Capitaux générant des honoraires

Nous déterminons les capitaux générant des honoraires d'une façon conforme au calcul des honoraires de gestion d'actifs prévus au contrat pour les véhicules générant des honoraires. Le tableau qui suit présente un résumé des capitaux générant des honoraires gérés pour le compte de clients et de co-investisseurs et pour notre compte.

AU 30 SEPT. 2013 ET AU 31 DÉC. 2012 (EN MILLIONS)	Émetteurs cotés <sup>1</sup>	Fonds privés <sup>1</sup>	Titres cotés en Bourse	Total	Total pour 2012
Immeubles.....	13 643 \$	15 184 \$	2 633 \$	31 460 \$	18 133 \$
Énergie renouvelable.....	9 390	2 169	—	11 559	10 559
Infrastructures.....	8 567	8 626	3 714	20 907	16 497
Capital-investissement.....	—	2 760	13 767	16 527	14 880
<b>30 septembre 2013</b> .....	<b>31 600 \$</b>	<b>28 739 \$</b>	<b>20 114 \$</b>	<b>80 453 \$</b>	<b>s.o. \$</b>
30 juin 2013.....	31 307 \$	28 497 \$	18 466 \$	78 270 \$	s.o. \$
31 décembre 2012.....	21 301 \$	23 244 \$	15 524 \$	60 069 \$	60 069 \$

1. Inclut des capitaux de 18,8 G\$ investis par Brookfield dans des émetteurs cotés au 30 septembre 2013 (10,3 G\$ au 31 décembre 2012), et des capitaux de 7,3 G\$ investis dans des fonds privés au 30 septembre 2013 (8,4 G\$ au 31 décembre 2012).

Les capitaux générant des honoraires comprennent tous les capitaux desquels nous tirons des produits de la gestion d'actifs, y compris les capitaux que nous engageons ou investissons. Par exemple, nous incluons la totalité de la capitalisation boursière d'émetteurs cotés tels que Brookfield Infrastructure Partners L.P. et de fonds de sociétés fermées tels que Brookfield Capital Partners II, car nous avons droit à des honoraires à l'égard de tous ces capitaux, y compris nos propres capitaux. Cependant, nous n'incluons pas les capitaux qui sont investis ou engagés par une entité gérée par Brookfield dans une autre entité, lorsque les honoraires auxquels nous aurions autrement droit relativement à ces capitaux ont été affectés aux honoraires qui nous sont payables par l'autre entité.

Les capitaux liés aux immeubles ont augmenté en 2013 en raison de la constitution de Brookfield Property Partners et de nouveaux engagements dans des fonds privés destinés à des propriétés. L'accroissement des capitaux liés aux infrastructures correspond à de nouveaux engagements dans des fonds privés.

Le montant des capitaux sous gestion générant des honoraires a augmenté de 2 G\$ au cours du troisième trimestre de 2013, ce qui a donné lieu à un accroissement net de 5 M\$ du montant annualisé des honoraires de base. Le tableau qui suit présente les principales variations.

POUR LE TRIMESTRE CLOS LE 30 SEPT. 2013  
(EN MILLIONS)

	Émetteurs cotés	Fonds privés	Titres cotés en Bourse	Total	Honoraires de base annualisés
Solde au 30 juin 2013 .....	31 307 \$	28 497 \$	18 466 \$	78 270 \$	525 \$
Rentrées de fonds, y compris les engagements .....	—	1 967	2 046	4 013	18
Sorties de fonds, y compris les distributions .....	(199)	(1 774)	(814)	(2 787)	(14)
Appréciation (dépréciation) de la valeur de marché .....	(86)	—	416	330	—
Écart de change et autres .....	578	49	—	627	1
<b>Solde au 30 septembre 2013 .....</b>	<b>31 600 \$</b>	<b>28 739 \$</b>	<b>20 114 \$</b>	<b>80 453 \$</b>	<b>530 \$</b>

### Émetteurs cotés

Le capital générant des honoraires des émetteurs cotés inclut la capitalisation boursière de nos émetteurs cotés : Brookfield Property Partners L.P., Brookfield Renewable Energy Partners L.P., Brookfield Infrastructure Partners L.P., Brookfield Canada Office Properties, Acadian Timber Corp. et de plus petites entités cotées. Le capital inclut également des emprunts généraux et des actions privilégiées émises par ces entités, dans la mesure où ces éléments sont pris en compte pour calculer les honoraires de gestion.

### Fonds privés

Le capital des fonds privés global est demeuré relativement stable, dans l'ensemble, au cours du trimestre; il a augmenté pour s'établir à 28,7 G\$. La mobilisation de nouveaux capitaux de 2,0 G\$ a été contrebalancée par la remise de 1,8 G\$ aux investisseurs. Au cours du trimestre, nous avons ajouté de nouveaux engagements de capitaux à l'égard du Brookfield Timberlands Fund V de 1 G\$, notre fonds axé sur les principaux placements liés à des terres d'exploitation forestière, et avons fermé notre fonds Brookfield Global Timber, après la vente de nos terres d'exploitation forestière dans la région nord-ouest du Pacifique, ce qui a fourni des capitaux générant des honoraires de 1,2 G\$ aux investisseurs. Les capitaux générant des honoraires des fonds privés ont une durée moyenne de huit ans. Le capital des fonds privés comprend des capitaux des clients d'un montant de 9,8 G\$ qui à ce jour n'est pas encore investi, mais qui est disponible pour effectuer des acquisitions conformes au mandat propre à chacun des fonds. Sur l'ensemble du capital non investi, une tranche de 3,3 G\$ se rapporte aux fonds destinés à des propriétés, une tranche de 5,6 G\$, à nos fonds destinés aux infrastructures, et une tranche de 0,9 G\$, à nos fonds destinés au capital-investissement. Ce capital non appelé a une durée moyenne d'environ quatre ans pendant laquelle il peut être appelé.

### Titres cotés en Bourse

Dans le cadre de nos activités liées aux titres cotés en Bourse, nous gérons des titres à revenu fixe et des titres de capitaux propres et nous nous concentrons particulièrement sur l'immobilier et les infrastructures, notamment les titres à rendement élevé et les titres en difficulté. Les capitaux sous gestion liés à ces activités ont augmenté de 1,6 G\$ au cours du trimestre. Les rentrées nettes se sont élevées à 1,2 G\$. Nous avons continué d'accroître notre gamme de fonds communs de placement générant des marges plus élevées et de produits semblables, ce qui a suscité un vif intérêt de la part de nos clients, en raison en partie de l'excellente performance d'un grand nombre de nos fonds.

### Services liés à la construction et aux immeubles

Les produits tirés des activités de construction ont diminué par rapport à l'exercice précédent, principalement du fait des écarts de réévaluations. Les marges opérationnelles ont fléchi, passant de 8,2 % à 7,0 % pour le trimestre considéré, en raison de l'engagement de coûts additionnels à l'achèvement de contrats.

Le carnet de commandes totalisait 3,8 G\$ à la fin du mois de septembre 2013, ce qui représentait environ 1,3 année d'activité prévue. Le tableau suivant présente un sommaire du carnet de commandes.

AU 30 SEPT. 2013 ET AU 31 DÉC. 2012  
(EN MILLIONS)

	2013	2012
Australasie .....	2 189 \$	2 626 \$
Moyen-Orient .....	891	1 047
Royaume-Uni.....	469	606
Canada .....	239	44
	<b>3 788 \$</b>	<b>4 323 \$</b>

Les flux de trésorerie liés aux opérations tirés de nos activités liées aux immeubles ont diminué par rapport à l'exercice précédent en raison de la diminution de notre participation dans nos activités liées au courtage aux États-Unis, après notre fusion avec HomeServices Relocation Services au quatrième trimestre de 2012.

# IMMEUBLES

## Aperçu

Le 15 avril 2013, nous avons créé Brookfield Property Partners L.P. (« BPY »), notre entité cotée principale spécialisée dans les immeubles, au moyen d'une distribution spéciale de 7,6 % à nos actionnaires. Nous détenons désormais la quasi-totalité de nos actifs immobiliers par l'intermédiaire de cette entité. BPY est inscrite à la cote des Bourses de Toronto et de New York et sa capitalisation boursière était de 12,2 G\$ à la fin du trimestre, selon les valeurs en vertu des IFRS. BPY détient aujourd'hui notre participation de 50 % dans Brookfield Office Properties (« BPO »), notre participation de 32 % (diluée) dans General Growth Properties (« GGP ») et la plupart de nos participations dans des placements dans des sociétés fermées, y compris le capital que nous avons investi dans nos divers fonds de propriétés.

Le tableau qui suit présente les résultats financiers de nos activités liées aux immeubles, par secteur d'activité principal.

AU 30 SEPT. 2013 ET AU 31 DÉC. 2012 ET POUR LES TRIMESTRES CLOS LES 30 SEPT. (EN MILLIONS)	Immeubles de bureaux		Immeubles de commerce de détail		Immeubles résidentiels, immeubles industriels et occasions de placement		Charges du siège social/charges non attribuées		Total pour le secteur	
	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012
<b>Résultats financiers sectoriels</b>										
Produits .....	619 \$	670 \$	54 \$	58 \$	434 \$	390 \$	— \$	— \$	1 107 \$	1 118 \$
Bénéfice opérationnel sectoriel .....	413	418	90	74	231	155	—	—	734	647
Flux de trésorerie liés aux opérations .....	34	58	50	41	41	25	(23)	—	102	124
Éléments d'évaluation .....	64	140	40	130	6	7	(2)	—	108	263
<b>Situation financière sectorielle</b>										
Actifs sectoriels .....	27 230 \$	26 337 \$	2 640 \$	3 094 \$	10 196 \$	8 191 \$	(560) \$	— \$	39 506 \$	37 622 \$
Placements .....	2 583	2 596	5 736	5 212	347	335	—	—	8 666	8 143
Capitaux propres ordinaires par secteur .....	6 446	6 475	5 754	5 812	933	671	(759)	—	12 374	12 958

Les flux de trésorerie liés aux opérations, compte non tenu des profits sur cession, se sont chiffrés à 121 M\$ et ont diminué de 64 M\$ par rapport à l'exercice précédent. La diminution des flux de trésorerie liés aux opérations tient en partie à la formation de BPY au premier trimestre de 2013 et à la scission subséquente, laquelle a réduit de 7,6 % notre participation dans nos activités liées aux immeubles. Par conséquent, les flux de trésorerie liés aux opérations ont diminué de 26 M\$, dont une tranche de 14 M\$ tient à la réduction de notre participation sur une base comparative; le reste de la réduction, soit 12 M\$, tient aux charges additionnelles engagées à l'égard des honoraires versés et des frais engagés par BPY. En outre, les montants de l'exercice précédent comprennent des dividendes de 31 M\$ liés à notre placement dans Canary Wharf. Nous avons cédé 17 immeubles compris dans nos portefeuilles d'immeubles de bureaux, d'immeubles de commerce de détail, d'immeubles résidentiels et d'immeubles industriels, pour un produit de 400 M\$, déduction faite du passif connexe, et avons constaté des pertes sur cession de 19 M\$ pour le trimestre considéré. Les montants de l'exercice précédent comprennent une perte de 61 M\$ liée à la cession d'actifs non essentiels.

Notre quote-part des éléments d'évaluation s'est établie à 108 M\$, comparativement à 263 M\$ en 2012. Nous avons enregistré une hausse de l'évaluation de presque tous nos portefeuilles, grâce à une évolution favorable du marché de la location et à la réduction continue des taux d'actualisation, en dépit d'une baisse des montants comptabilisés par rapport à la période comparative.

Les activités liées aux immeubles de la Société pour le trimestre considéré représentent les charges du siège social de BPY, y compris les honoraires de gestion d'actifs, les charges d'intérêts liées aux emprunts du siège social et l'impôt payé en espèces au cours du trimestre.

## Immeubles de bureaux

Nos immeubles de bureaux comprennent des portefeuilles détenus par l'intermédiaire de notre participation de 50 % dans BPO et de notre participation de 22 % dans Canary Wharf Group de 31 M\$, ainsi que des immeubles de bureaux détenus par l'intermédiaire de divers fonds privés et d'autres actifs détenus directement en Australie et en Europe. Au cours du trimestre, nous avons annoncé la fusion proposée de BPY avec BPO. Selon l'offre déposée, le porteur de la totalité ou d'une partie des actions de BPO que BPY ne détient pas déjà recevra une action de BPY pour chaque action de BPO détenue, pour une valeur globale d'environ 5 G\$. BPY a fait en sorte de disposer de 1,7 G\$ en trésorerie et de 3,3 G\$ en actions (selon leur valeur à la date de l'annonce) pour pouvoir réagir avec souplesse au choix des actionnaires de BPO.

Au troisième trimestre de 2012, le bénéfice opérationnel sectoriel de notre portefeuille d'immeubles de bureaux comprenait un revenu de dividendes lié à notre placement dans Canary Wharf Group de 31 M\$, alors qu'aucun dividende n'a été déclaré pour le trimestre considéré. Compte tenu de cet élément, le bénéfice opérationnel sectoriel a augmenté de 26 M\$ pour s'établir à 413 M\$. L'écart tient à une hausse de 1 % du bénéfice opérationnel net (soit les produits moins les charges directes) provenant des propriétés existantes, en monnaie constante, ce qui reflète une hausse de 3 % des loyers en vigueur, partiellement contrebalancée par une diminution des taux d'occupation. En outre, le niveau des pertes sur cession a diminué à l'égard des ventes d'immeubles

de bureaux non essentiels, ce qui a amélioré de 12 M\$ le résultat. Ces hausses ont été partiellement contrebalancées par la diminution du bénéfice opérationnel net lié aux actifs vendus, déduction faite des participations ne donnant pas le contrôle.

Les charges d'intérêts ont diminué au cours de la période, en raison de la disparition des emprunts sur les immeubles cédés, de la réduction des emprunts à court terme et de la diminution des frais d'emprunt sur la dette existante que nous avons refinancée dans le contexte actuel de faibles taux d'intérêt.

Le tableau ci-dessous présente une analyse de nos flux de trésorerie liés aux opérations, y compris le bénéfice opérationnel net tiré des propriétés existantes, selon les taux de change actuels. Les propriétés existantes comprennent les propriétés détenues et exploitées par la Société tout au long de la période considérée et des périodes précédentes, depuis le début du trimestre correspondant. Le fait de normaliser le bénéfice opérationnel net provenant des propriétés existantes pour tenir compte des fluctuations des devises constitue une mesure non définie par les IFRS, et nous utilisons cette mesure pour présenter les variations découlant de changements dans les niveaux d'occupation ou les loyers nets sans prendre en compte l'incidence des fluctuations du taux de change.

POUR LES TRIMESTRES CLOS LES 30 SEPT. (EN MILLIONS)	Pourcentage loué <sup>1</sup>		Loyer net moyen en vigueur <sup>1</sup>		Bénéfice net opérationnel sectoriel	
	2013	2012	2013	2012	2013	2012
Propriétés existantes						
États-Unis .....	87,4 %	87,9 %	24,90 \$	24,31 \$	203 \$	198 \$
Canada .....	96,8 %	97,1 %	26,12	25,58	69	69
Australasie .....	96,7 %	97,7 %	46,65	43,92	72	72
Europe.....	92,0 %	85,3 %	68,47	73,58	7	7
	<b>91,1 %</b>	<b>91,4 %</b>	<b>28,43 \$</b>	<b>27,59 \$</b>	<b>351</b>	<b>346</b>
Variation du taux de change .....					—	13
					<b>351</b>	<b>359</b>
Placements comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence .....					<b>34</b>	26
Propriétés acquises, aménagées et vendues.....					<b>11</b>	23
Dividende lié à Canary Wharf .....					—	31
Produits de placement et autres produits.....					<b>3</b>	11
Profits sur cession .....					<b>14</b>	(32)
Bénéfice opérationnel sectoriel.....					<b>413</b>	418
Charges d'intérêts .....					<b>(186)</b>	(210)
Charges opérationnelles.....					<b>(37)</b>	(35)
Participations ne donnant pas le contrôle.....					<b>(156)</b>	(115)
Flux de trésorerie liés aux opérations.....					<b>34 \$</b>	<b>58 \$</b>

1. Selon des biens comparables.

Le bénéfice opérationnel net tiré des propriétés existantes a augmenté de 1 % en 2013 par rapport à 2012, en monnaie constante, et reflète le renouvellement de baux à des taux supérieurs à ceux des baux arrivant à échéance, ce qui a donné lieu à une augmentation du loyer net moyen en vigueur lié aux propriétés existantes, lequel est passé de 27,59 \$ à 28,43 \$, contrebalancée par un léger recul du taux d'occupation, lequel s'explique par l'arrivée à échéance de plusieurs baux à New York et à Washington, D.C.

L'apport des propriétés acquises, aménagées et vendues depuis le début de la période de comparaison rend compte des acquisitions à Los Angeles, à Washington, D.C. et à Londres, ainsi que des cessions d'immeubles situés à Washington, D.C., à Los Angeles, à Minneapolis et à Auckland.

Les propriétés classées à titre de réaménagements, le cas échéant, sont exclues des propriétés existantes, car elles n'étaient pas exploitées au cours des deux périodes présentées. Aucun immeuble de bureaux n'a fait l'objet de projets de réaménagement au cours des trimestres de 2013 et de 2012.

Nous utilisons les loyers nets en vigueur comme mesure pour évaluer le rendement de nos activités de location; ils correspondent au montant annualisé des loyers en espèces à recevoir par pied carré au titre de baux en vigueur, compte tenu des remboursements de dépenses aux locataires, mais déduction faite des charges opérationnelles. Cette mesure représente le montant de la trésorerie qui est généré par les baux au cours d'une période donnée et elle exclut l'incidence de clauses telles que celles prévoyant des augmentations de loyer constatées de façon linéaire et l'amortissement des loyers gratuits.

### Éléments d'évaluation

Les éléments d'évaluation, qui s'élèvent à 64 M\$, comprennent des profits à la réévaluation de 194 M\$, dont une tranche de 83 M\$ est attribuable aux actionnaires de Brookfield. Environ 55 % des profits à la réévaluation découlent d'une diminution des taux d'actualisation, tandis que 45 % correspondent à l'augmentation des flux de trésorerie futurs qui est liée en partie aux hausses des loyers prévus.

Le tableau suivant présente les principaux paramètres d'évaluation de nos immeubles de bureaux, sur une base moyenne pondérée. Ces évaluations sont particulièrement sensibles aux variations des taux d'actualisation et du taux de capitalisation final. Il est important de noter que les variations des flux de trésorerie, des taux d'actualisation et du taux de capitalisation final sont habituellement inversement corrélées, car les facteurs qui entraînent généralement des hausses des taux d'intérêt (p. ex., une croissance économique élevée et l'inflation) donnent également lieu à une augmentation des flux de trésorerie.

AU 30 SEPT. 2013 ET AU 31 DÉC. 2012	États-Unis		Canada		Australasie		Europe	
	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012
Taux d'actualisation .....	7,4 %	7,3 %	6,5 %	6,4 %	8,5 %	8,8 %	6,7 %	6,7 %
Taux de capitalisation final .....	6,4 %	6,3 %	5,7 %	5,6 %	7,3 %	7,1 %	5,5 %	5,8 %
Horizon de placement (en années).....	11	11	11	11	10	10	10	10

### Location

Le taux d'occupation global au sein de notre portefeuille d'immeubles de bureaux s'établissait à 90,6 % à la fin du trimestre, et la durée résiduelle moyenne à l'échéance est de sept ans. Nous avons loué une superficie de 1,2 million de pieds carrés au cours du trimestre, à des loyers nets moyens en vigueur dépassant de 9 % les loyers des baux arrivant à échéance. Cela a donné lieu à une augmentation globale de 4,1 % des loyers moyens en vigueur de notre portefeuille, qui se sont établis à 31,11 \$ par pied carré, et à une diminution de 480 points de base de la part de la superficie louée dont les baux arrivent à échéance d'ici 2018, comparativement à la fin de l'exercice. Les loyers moyens en vigueur pour l'ensemble du portefeuille demeurent inférieurs de 12,7 % au loyer du marché.

AU 30 SEPT. 2013	Pourcentage loué <sup>1</sup>	Durée moyenne	Superficie locative nette	Actuellement disponible	Baux arrivant à échéance (en milliers de pieds carrés)						2019 et par la suite
					2013	2014	2015	2016	2017	2018	
Amérique du Nord											
États-Unis <sup>2</sup> .....	86,7 %	6,7	44 815	5 978	3 441	2 447	3 112	2 361	2 902	3 936	20 638
Canada .....	96,8 %	7,9	16 714	543	1 308	326	1 300	1 633	632	739	10 233
Australasie.....	97,6 %	5,8	10 258	247	98	776	1 153	1 096	990	1 024	4 874
Europe.....	94,5 %	8,7	1 344	73	—	134	6	71	88	8	964
Total/moyenne .....	90,6 %	6,9	73 131	6 841	4 847	3 683	5 571	5 161	4 612	5 707	36 709
Pourcentage du total.....	100,0 %			9,4 %	6,6 %	5,0 %	7,6 %	7,1 %	6,3 %	7,8 %	50,2 %
Au 31 décembre 2012 .....				8,9 %	10,8 %	6,0 %	8,2 %	7,1 %	5,8 %	6,2 %	47,0 %

- Le taux d'occupation était de 91,1 % au 31 décembre 2012, et les taux d'occupation par secteur géographique s'établissaient comme suit : 87,5 % aux États-Unis; 96,9 % au Canada; 97,7 % en Australasie; 85,3 % en Europe.
- Après la fin du trimestre, le taux d'occupation global au sein de notre portefeuille a diminué de 385 points de base, ou 2,8 millions de pieds carrés, en raison de l'arrivée à échéance du bail d'un important locataire du domaine des services financiers dans notre immeuble de Brookfield Place, à New York.

En Amérique du Nord, les loyers nets moyens en vigueur à l'égard de l'ensemble de notre portefeuille s'établissent à environ 26,81 \$ par pied carré, ce qui correspond à un escompte d'environ 15 % par rapport aux loyers moyens sur le marché, qui sont de 31,66 \$ par pied carré. Ces chiffres nous rassurent sur notre capacité de maintenir ou d'augmenter notre revenu net de location au cours des prochains exercices et, de concert avec notre taux d'occupation élevé, nous confortent dans notre volonté de faire preuve de patience pour signer de nouveaux baux.

En Australasie, les loyers moyens en cours dans notre portefeuille s'élèvent à 49,11 \$ par pied carré, ce qui est inférieur de 7 % aux loyers du marché. Le taux d'occupation dans l'ensemble du portefeuille demeure élevé, soit à 98 %, et la durée moyenne pondérée des baux est d'environ six ans. En Australie, les baux prévoient généralement des augmentations annuelles. Ainsi, les taux des baux en vigueur ont tendance à augmenter parallèlement à l'augmentation à long terme des loyers du marché.

### Aménagement d'immeubles de bureaux

Au cours du trimestre, nous avons vendu la deuxième phase du projet Bay Adelaide Centre à Toronto, actuellement en construction, à notre filiale détenue à 83 %, Brookfield Canada Office Properties, comme si les travaux avaient été achevés et le projet stabilisé. Les locaux du projet sont actuellement loués à 60 %, et les travaux de construction devraient s'achever vers la fin de 2015. Nous avons entamé l'aménagement de Brookfield Place Tower 2, à Perth, une tour de bureaux de prestige dont environ 40 % des 366 000 pieds carrés sur 16 niveaux font l'objet d'engagements préalables par des locataires, ainsi que les travaux de construction de notre projet d'aménagement de bureaux sur 2,4 millions de pieds carrés situé dans le centre-ville de Calgary, dont le nom sera « Brookfield Place – Calgary ». Un locataire principal a déjà signé un bail visant 1,0 million de pieds carrés dans la tour est, sur une superficie de 1,4 million de pieds carrés. En janvier, nous avons entamé les travaux de construction de la plateforme du projet d'aménagement de Manhattan West, située sur la 9<sup>e</sup> Avenue, à New York, entre la 31<sup>e</sup> Rue Ouest et la 33<sup>e</sup> Rue Ouest. La construction devrait être achevée en 2014, et le projet devrait pouvoir recevoir des locataires en 2016. Nous avons récemment acquis une propriété adjacente qui nous permettra d'agrandir davantage cet important projet d'aménagement.

À l'exception de Manhattan West, à New York, de Bay Adelaide East, à Toronto, de Brookfield Place Tower 2, à Perth, de Brookfield Place – Calgary et des tours Giroflex à São Paulo, tous nos sites d'aménagement en sont à l'étape de la planification. Nous chercherons à monétiser ces biens en les aménageant uniquement lorsque le taux de rendement ajusté en fonction du risque sera adéquat et lorsque les cibles de prélocation seront atteintes.

## Immeubles de commerce de détail

Les flux de trésorerie liés aux opérations des immeubles de commerce de détail, qui se sont élevés à 50 M\$, se composent d'un montant de 59 M\$ (58 M\$ en 2012) provenant de notre quote-part des flux de trésorerie liés aux opérations de GGP, d'un montant de 13 M\$ (27 M\$ en 2012) de pertes sur cession à la vente d'actifs non essentiels et d'un apport de 4 M\$ (10 M\$ en 2012) provenant des autres activités, notamment de Rouse Properties.

GGP a affiché une croissance de 22,5 % de ses flux de trésorerie liés aux opérations, selon les PCGR des États-Unis, ce qui reflète des augmentations des loyers nets et du taux d'occupation, ainsi qu'une diminution des charges financières. Les loyers initiaux pour les contrats de location prévoyant un début d'occupation en 2013 ont augmenté de 12,2 %, ou 6,88 \$ par pied carré, pour s'établir à 63,32 \$ par pied carré, par rapport au taux de location pour les baux arrivant à échéance. Les ventes des locataires se sont chiffrées à 562 \$ par pied carré sur 12 mois, soit une augmentation de 3,8 % selon des données comparables. Ces hausses ont été contrebalancées par la baisse de notre pourcentage de participation dans GGP, ce placement étant détenu par l'intermédiaire de BPY.

La tranche résiduelle de 4 M\$ des flux de trésorerie liés aux opérations, compte non tenu des profits, tient compte des résultats de Rouse Properties, du rendement du capital investi dans notre fonds d'immeubles de commerce de détail au Brésil, et des participations directes dans des immeubles de commerce de détail en Australie.

Le pourcentage de location des centres commerciaux de GGP était de 96,6 % à la fin du trimestre, en hausse de 110 points de base par rapport au 30 septembre 2012.

Au cours du trimestre, GGP a émis, pour un montant de 1,7 G\$, des obligations hypothécaires assorties d'un taux d'intérêt moyen pondéré de 3,99 % et d'une durée moyenne de 9,4 ans. Le taux d'intérêt moyen des prêts initiaux était de 5,32 %, et la durée restante jusqu'à l'échéance était de 2,8 ans. Ces transactions ont généré un produit supplémentaire d'environ 239 M\$. Par ailleurs, GGP a modifié sa facilité de crédit d'entreprise pour en proroger l'échéance jusqu'en octobre 2018. L'écart par rapport au TIOL a été réduit de 50 points de base et s'établit maintenant à 75 points de base pour l'ensemble de la facilité, tandis que les frais liés à la tranche inutilisée de la facilité ont été réduits et s'établissent maintenant à 20 points de base.

Après la fin du trimestre, nous avons réorganisé le consortium qui a acquis nos activités de centres commerciaux aux États-Unis, ce qui a permis à BPY d'investir un montant additionnel de 1,4 G\$ dans GGP, portant à 32 % sa participation dans GGP, après dilution totale. Nous détenons, conjointement avec certains clients institutionnels qui ont conservé leur placement dans GGP par notre entremise, une participation de 40 % dans GGP, sur une base diluée. La transaction a été conclue au moyen d'un placement privé de 1,4 G\$ dans BPY, qui a employé ce produit pour acheter des actions de GGP. Brookfield a fourni 1 G\$ pour le financement du placement privé; un montant de 435 M\$ a été fourni par deux de nos clients de fonds souverains.

### Éléments d'évaluation

Les profits sur évaluation, d'un montant de 40 M\$, comprennent 22 M\$ et 11 M\$ de profits à la réévaluation provenant de GGP et de Rouse, respectivement, contrebalancés en partie par les pertes sur évaluation enregistrées au Brésil sur des immeubles de placement. Les profits sur évaluation étaient plus élevés au cours de l'exercice précédent, notamment en raison d'une hausse des profits à la réévaluation comptabilisés dans le portefeuille d'immeubles de placement de GGP.

Le taux de capitalisation combiné utilisé relativement à notre portefeuille aux États-Unis selon la méthode de capitalisation directe était d'environ 5,5 % (5,7 % en 2012).

Notre portefeuille au Brésil a été évalué en fonction des flux de trésorerie actualisés selon un taux d'actualisation de 9,0 % (8,5 % en 2012), un taux de capitalisation final de 7,2 % (7,2 % en 2012) et un horizon de placement de 10 ans (10 ans en 2012).

### Profil de location

AU 30 SEPT. 2013	Pourcentage loué <sup>2</sup>	Durée moyenne	Superficie locative nette	Actuellement disponible	Baux arrivant à échéance (en milliers de pieds carrés)						2019 et par la suite
					2013	2014	2015	2016	2017	2018	
États-Unis <sup>1</sup> .....	95,5 %	6,0	60 077	2 725	929	6 827	6 373	6 169	6 023	5 965	25 066
Brésil.....	95,8 %	6,8	2 848	121	464	329	434	278	305	175	742
Australasie.....	97,2 %	2,9	1 101	31	32	45	9	604	342	13	25
Total/moyenne.....	95,5 %	6,0	64 026	2 877	1 425	7 201	6 816	7 051	6 670	6 153	25 833
Pourcentage du total.....			100,0 %	4,5 %	2,2 %	11,2 %	10,6 %	11,0 %	10,4 %	9,6 %	40,4 %
Au 31 décembre 2012.....				4,8 %	10,7 %	9,9 %	9,8 %	10,3 %	10,3 %	8,0 %	35,8 %

1. Représente uniquement les centres commerciaux régionaux et exclut les baux des magasins pivots traditionnels et les contrats de licence de location de commerces spécialisés.
2. Le taux d'occupation était de 95,1 % au 31 décembre 2012, et les taux d'occupation par secteur géographique s'établissaient comme suit : 95,0 % aux États-Unis; 94,7 % au Brésil; 98,2 % en Australasie.

Les projets de réaménagement en cours de construction de GGP représentent des dépenses d'investissement total d'environ 437 M\$ (selon notre quote-part) et comprennent 54 immeubles, dont Ala Moana, Fashion Show, Glendale Galleria et The Woodlands.

## Immeubles résidentiels, immeubles industriels et autres immeubles

Les actifs liés aux immeubles résidentiels, aux immeubles industriels et aux autres immeubles sont principalement détenus par l'intermédiaire de fonds dont le capital engagé s'élève à 7 G\$, soit 4,9 G\$ pour le compte de clients et 2,1 G\$ pour notre compte, et dont une tranche de 3,2 G\$ est actuellement investie. Un de nos fonds initiaux est entièrement investi, et nous avons conclu la vente de propriétés s'y rapportant, tandis que nous investissons activement dans deux fonds plus récents.

Le montant net de notre capital investi dans ces fonds s'élève à 933 M\$ (672 M\$ au 31 décembre 2012), et notre quote-part des flux de trésorerie liés aux opérations sous-jacents pour le troisième trimestre s'est établie à 41 M\$ (25 M\$ en 2012), en raison d'une hausse du montant des profits liés à des cessions réalisés dans le portefeuille de ces fonds. Le montant net du capital investi a augmenté dans ce secteur en raison des diverses acquisitions récentes, y compris celle de EZW Gazeley Limited au sein de notre portefeuille d'immeubles industriels, ainsi que celle de Ginkgo Residential Trust, au sein de notre portefeuille d'immeubles résidentiels. Après la fin du trimestre, nous avons acquis Industrial Developments International Inc. (« IDI »), créant ainsi l'une des plus importantes plateformes industrielles à l'échelle mondiale. IDI possède et exploite 75 installations de distribution industrielle de haute qualité, représentant une superficie totale de 27 millions de pieds carrés, laquelle est répartie dans 12 États. Nous prévoyons une croissance du placement et des flux de trésorerie liés aux opérations dans ce secteur au cours des périodes futures.

## ÉNERGIE RENOUVELABLE

### Aperçu

Nous détenons une participation de 65 % dans Brookfield Renewable Energy Partners L.P. (« Brookfield Renewable » ou « BREP »), notre principale entité cotée dans le secteur de l'énergie renouvelable. BREP est inscrite à la cote de la Bourse de New York et à celle de la Bourse de Toronto; sa capitalisation boursière était de 7,1 G\$ au 30 septembre 2013. BREP exploite des installations de production d'énergie renouvelable qu'elle détient directement ainsi que par l'intermédiaire de coentreprises et des fonds institutionnels liés aux infrastructures que nous gérons. En plus de notre rôle de gestionnaire de BREP, nous achetons une partie de l'énergie de BREP à des prix préétablis en vertu de contrats à long terme, ce qui procure un revenu stable pour les porteurs de parts de BREP et nous permet de continuer à participer aux augmentations (ou diminutions) futures des prix de l'énergie.

Le tableau suivant présente un sommaire des résultats opérationnels et du profil financier de nos activités de production d'énergie renouvelable, par région.

AU 30 SEPT. 2013 ET AU 31 DÉC. 2012 ET POUR LES TRIMESTRES CLOS LES 30 SEPT. (EN MILLIONS)	États-Unis		Canada		Brésil		Charges du siège social/ charges non attribuées		Total pour le secteur	
	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012
<b>Résultats financiers par secteur</b>										
Produits .....	193 \$	68 \$	120 \$	71 \$	71 \$	83 \$	— \$	— \$	384 \$	222 \$
Bénéfice opérationnel sectoriel .....	126	17	81	35	46	53	—	—	253	105
Flux de trésorerie liés aux opérations .....	31	(15)	30	1	20	27	(20)	(19)	61	(6)
Éléments d'évaluation .....	(55)	(72)	(10)	(60)	(23)	5	—	—	(88)	(127)
<b>Situation financière sectorielle</b>										
Actifs sectoriels ....	8 250 \$	6 964 \$	7 423 \$	7 405 \$	2 499 \$	2 775 \$	(3 191) \$	(2 841) \$	14 981 \$	14 303 \$
Capitaux propres ordinaires par secteur .....	2 130	1 877	2 519	2 939	1 308	1 505	(1 382)	(1 345)	4 575	4 976
<b>Production d'électricité<sup>1</sup></b>										
Total .....	2 671	1 066	1 589	1 037	894	868	—	—	5 154	2 971
Moyenne à long terme <sup>2</sup> .....	2 384	1 614	1 682	1 567	894	868	—	—	4 960	4 049
Centrales existantes <sup>3</sup> .....	1 793	904	1 588	976	839	868	—	—	4 220	2 748

1. Production d'électricité en gigawattheures.

2. Production annualisée prévue selon les études techniques et les résultats historiques.

3. Production des installations détenues et exploitées au cours des deux périodes de présentation de l'information.

## Résultats opérationnels

Les flux de trésorerie liés aux opérations ont augmenté de 63 M\$ d'un exercice à l'autre, pour s'établir à 61 M\$, la production d'hydroélectricité et d'énergie éolienne ayant renoué avec des niveaux conformes aux moyennes à long terme, alors qu'elle était largement inférieure aux niveaux moyens au cours de l'exercice précédent. Le montant des flux de trésorerie liés aux opérations reflète également l'augmentation des prix au comptant dans les régions où notre production ne fait pas l'objet de contrats et l'apport des actifs nouvellement acquis et mis en service. Ces éléments ont été en partie contrebalancés par une diminution de notre participation dans BREP, découlant de la vente d'une participation de 3 % au premier trimestre de 2013. Les flux de trésorerie liés aux opérations pour le trimestre considéré comprennent également un profit sur cession de 4 M\$ lié à la vente partielle d'un actif hydroélectrique aux États-Unis.

La production d'électricité a augmenté de 2 183 gigawattheures, ou de 73 %, comparativement au trimestre correspondant de 2012, et elle était supérieure de 4 % à la moyenne à long terme. Les centrales acquises ou mises en service ont fourni un apport de 934 gigawattheures à la production et un apport de 58 M\$ aux produits. La production tirée des centrales existantes est conforme aux moyennes à long terme, alors qu'elle était inférieure à celles-ci de 32 % au cours du trimestre correspondant de 2012, ce qui donne lieu à une augmentation de la production d'électricité et des produits de 1 472 gigawattheures et de 120 M\$, respectivement.

L'augmentation de la production des centrales existantes a entraîné un accroissement de 56 M\$ des flux de trésorerie liés aux opérations, compte tenu des charges directes, des financements et des participations ne donnant pas le contrôle. Les centrales acquises ou mises en service ont fourni un apport additionnel aux flux de trésorerie liés aux opérations de 9 M\$ par rapport à l'exercice précédent. D'après nos estimations, les flux de trésorerie liés aux opérations auraient été inférieurs de 6 M\$ pour le trimestre de 2013 et supérieurs de 53 M\$ pour le trimestre correspondant de 2012, si nous avions obtenu une production correspondant à la moyenne à long terme pour les deux périodes, tous les autres facteurs (prix, capitalisation, etc.) étant par ailleurs égaux.

La remontée des prix a entraîné une augmentation des produits et des flux de trésorerie liés aux opérations de 13 M\$, du fait d'une hausse des prix à court terme sur les marchés de la Nouvelle-Angleterre et de New York attribuable à la forte demande et à l'incidence de la diminution des réserves liée à la mise hors service de centrales au charbon dans ces marchés.

Le recul des taux de change au cours du trimestre, en particulier pour le réal brésilien, a entraîné une diminution de 11 M\$ des produits, de 7 M\$ du bénéfice opérationnel et de 3 M\$ des flux de trésorerie liés aux opérations.

Les éléments d'évaluation pour le trimestre se composent essentiellement de l'amortissement et d'ajustements à la valeur de marché des contrats de vente d'énergie. Nous avons comptabilisé un montant de 81 M\$ au titre de l'amortissement pour le trimestre considéré, soit une augmentation de 6 M\$ par rapport à l'exercice précédent. Les éléments d'évaluation nets correspondent à un montant négatif de 88 M\$, comparativement à un montant négatif de 127 \$ à l'exercice précédent. Nous avons comptabilisé un montant positif au titre des ajustements sur évaluation des contrats de vente d'énergie à long terme, en raison essentiellement du fait que le recul des prix de l'énergie en Ontario a contrebalancé la hausse des prix à New York. Nous avons comptabilisé une perte à la valeur de marché de 31 M\$ sur les contrats à court terme liés aux produits de base que nous utilisons pour atténuer notre exposition aux prix au comptant.

Les diminutions au chapitre des évaluations enregistrées au trimestre précédent reflétaient l'incidence de la baisse des prix au comptant sur la valeur des contrats de vente d'énergie à court terme, ainsi que la baisse des taux d'intérêt, qui a donné lieu à une réduction de la valeur des contrats financiers.

Le tableau suivant fournit une analyse approfondie du bénéfice opérationnel sectoriel qui, à cette fin, comprend les flux de trésorerie liés aux opérations comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence, mais non du revenu de placement.

	2013				2012			
	Production (GWh)	Produits réalisés <sup>1</sup>	Charges directes	Bénéfice net opérationnel sectoriel <sup>2</sup>	Production (GWh)	Produits réalisés <sup>1</sup>	Charges directes	Bénéfice net opérationnel sectoriel
POUR LES TRIMESTRES CLOS LES 30 SEPT. (EN GIGAWATTHEURES ET EN MILLIONS DE DOLLARS)								
Production hydroélectrique.....	4 538	322 \$	108 \$	214 \$	2 462	166 \$	85 \$	81 \$
Énergie éolienne.....	441	52	20	32	301	35	18	17
Cogénération.....	175	14	10	4	208	6	4	2
Bénéfice opérationnel sectoriel.....	5 154	388 \$	138 \$	250 \$	2 971	207 \$	107 \$	100 \$

### Par mégawattheure (MWh)

Production totale.....	75 \$	27 \$	49 \$	70 \$	36 \$	34 \$
Production hydroélectrique.....	71 \$	24 \$	47 \$	67 \$	35 \$	33 \$

1. Inclut les flux de trésorerie liés aux opérations comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence de 7 M\$ (3 M\$ en 2012) et exclut le revenu de placement de 3 M\$ (5 M\$ en 2012) qui est également inclus dans le bénéfice opérationnel net.

2. Exclut les profits sur cession de 4 M\$.

Le bénéfice opérationnel sectoriel, compte non tenu des profits sur cession, a augmenté de 150 M\$ par rapport à 2012, du fait principalement d'un accroissement de 106 M\$ des produits selon les biens comparables, de l'augmentation de la production et d'un apport de 36 M\$ provenant des actifs nouvellement acquis ou mis en service. La réévaluation des devises a eu pour effet de réduire de 7 M\$ au total les produits et les coûts de nos actifs du Brésil. Les charges directes étant majoritairement fixes, elles ne varient pas dans la même proportion que les produits lorsque la production varie. Les augmentations observées découlent de l'ajout au portefeuille des centrales nouvellement acquises et mises en service.

Pour l'ensemble du portefeuille, les prix réalisés par mégawattheure ont augmenté pour s'établir à 75 \$, d'un exercice à l'autre, ce qui représente une augmentation pour le portefeuille d'installations hydroélectriques, lequel est passé de 67 \$ à 71 \$. Le recul des prix de l'hydroélectricité s'explique par l'acquisition de centrales ayant des contrats à court terme pour des tarifs peu élevés, que nous avons l'intention de renégocier au fil du temps à mesure que les prix augmenteront.

Les charges opérationnelles par mégawattheure pour l'ensemble du portefeuille se sont établies à 27 \$ pour le trimestre considéré et à 36 \$ pour le trimestre correspondant de 2012. Les charges directes sont majoritairement fixes et, par conséquent, l'accroissement de la production des centrales existantes viendra réduire les charges par part, comme cela est effectivement le cas au trimestre considéré. Les charges directes globales ont augmenté, en raison des coûts engagés sur les actifs nouvellement acquis.

### **Situation financière sectorielle**

Les actifs sectoriels ont augmenté d'environ 0,7 G\$ au total, ce qui s'explique par une augmentation de 1,3 G\$ aux États-Unis découlant principalement de l'acquisition d'actifs d'hydroélectricité et d'énergie éolienne au premier trimestre de 2013, en partie contrebalancée par l'amortissement et la réévaluation des devises.

Les capitaux propres ordinaires par secteur ont diminué de 0,4 G\$, principalement parce que nous avons vendu des parts de Brookfield Renewable au cours du premier trimestre et du fait de la réévaluation des devises.

### **Profil des contrats**

Nous avons mis sous contrat 71 % et 66 % de notre production d'énergie moyenne à long terme pour le reste de 2013 et de 2014, respectivement. Environ 67 % de la production d'énergie prévue pour 2013 est couverte par des contrats à long terme dont la durée moyenne est de 11,5 ans, tandis que 4 % de nos produits de 2013 sont couverts par des contrats financiers à plus court terme.

La quasi-totalité de la production d'énergie de Brookfield Renewable au Brésil est vendue en vertu de contrats de vente d'énergie, tout comme l'est la totalité de l'énergie éolienne en Amérique du Nord. Notre groupe de marketing d'énergie en propriété exclusive a conclu des contrats de vente et des garanties de prix avec Brookfield Renewable qui fixent les prix pour la majeure partie de la production hydroélectrique nord-américaine qui n'est pas déjà vendue en vertu d'un contrat à long terme. Nous contrebalançons une importante partie de ces contrats au moyen de contrats à long terme. Notre principale exposition résiduelle aux fluctuations des prix vise approximativement 5 000 GWh de production annuelle que nous nous sommes engagés à acheter de Brookfield Renewable au prix moyen de 73 \$ par MWh et pour laquelle nous n'avons pas de contrat d'achat compensatoire à long terme.

Nous avons acquis 1 969 GWh (1 148 GWh en 2012) de BREP au cours du trimestre, au prix de 74 \$ par MWh (71 \$ par MWh en 2012). Cette acquisition a donné lieu à la réalisation d'une perte de 13 M\$ au titre des flux de trésorerie liés aux opérations, un montant qui est comparable à celui enregistré l'an dernier. Les prix qui ne font pas l'objet d'un contrat ont augmenté pour s'établir à 52 \$ par MWh au cours du trimestre, soit 24 % de plus qu'à l'exercice précédent. Ce résultat est plus avantageux que le prix au comptant moyen de 40 \$ par MWh pour le trimestre, ce qui représente une prime de 30 %, que nous obtenons en faisant coïncider le moment de la production et la hausse des prix, ainsi que la vente de produits accessoires, comme de la capacité. La marge négative des prix, qui était plus marquée à l'exercice précédent, avait été contrebalancée par la baisse des volumes au cours de cette période.

Nous estimons qu'une variation défavorable de 10 \$ par MWh aurait pour effet d'entraîner une diminution des flux de trésorerie liés aux opérations d'approximativement 18 M\$ en fonction de notre participation de 65 % dans Brookfield Renewable, parce que nous recouvrons notre quote-part de toute variation négative par l'entremise de notre participation. Par ailleurs, nous comptabiliserons une augmentation annuelle des flux de trésorerie liés aux opérations de 50 M\$ pour chaque variation favorable de 10 \$ par MWh par rapport au prix du contrat; nous croyons que cela ajoutera une valeur considérable à long terme puisque la demande et les prix pour la production d'hydroélectricité renouvelable ne feront qu'augmenter.

Le tableau suivant présente le profil de nos contrats au cours des cinq prochains exercices pour l'énergie produite par nos centrales existantes, en supposant que l'hydrologie soit maintenue à un niveau conforme à la moyenne à long terme.

	Reste de 2013	Exercices clos les 31 décembre			
		2014	2015	2016	2017
Production (en GWh)					
Production sous contrat					
Contrats de vente d'énergie					
Hydroélectrique.....	2 821	10 691	9 066	8 773	8 131
Éolienne .....	603	2 490	2 490	2 489	2 489
Gaz et autres.....	100	134	—	—	—
	<u>3 524</u>	<u>13 315</u>	<u>11 556</u>	<u>11 262</u>	<u>10 620</u>
Contrats financiers.....	229	876	2 847	—	—
Total de la production sous contrat .....	<u>3 753</u>	<u>14 191</u>	<u>14 403</u>	<u>11 262</u>	<u>10 620</u>
Production sans contrat.....	1 540	7 365	7 036	10 150	10 792
Production d'énergie moyenne à long terme .....	<u>5 293</u>	<u>21 556</u>	<u>21 439</u>	<u>21 412</u>	<u>21 412</u>
Production sous contrat – au 30 septembre 2013					
Pourcentage de la production totale .....	71 %	66 %	67 %	53 %	50 %
Prix (par MWh).....	<u>81 \$</u>	<u>84 \$</u>	<u>81 \$</u>	<u>93 \$</u>	<u>92 \$</u>

Le prix contractuel moyen varie d'une période à l'autre à mesure que les contrats en place arrivent à échéance et que de nouveaux contrats sont conclus; il fluctue également en fonction des taux de change pour ce qui est des contrats conclus au Brésil et au Canada.

Au cours des 12 derniers mois, nous avons acquis des centrales dont la production moyenne à long terme est estimée à 3 400 gigawattheures et dont la moitié environ est vendue à des prix que nous jugeons peu élevés, qui pourront être augmentés sur les marchés à court terme. Ces contrats arrivent à échéance en 2014, ce qui donnera lieu à une diminution de la production sous contrat. Cependant, nous sommes convaincus qu'ultimement, nous pourrions conclure des contrats à terme d'une durée beaucoup plus longue et à des prix plus élevés.

La diminution du montant de la production annuelle sous contrat en vertu d'ententes de vente d'énergie à long terme avant 2017 reflète également l'échéance de contrats au Brésil. Les prix de l'énergie continuent d'augmenter au Brésil, car la nécessité de trouver de nouvelles sources d'approvisionnement pour répondre à la demande croissante a exercé une pression à la hausse constante sur les prix de l'énergie. Par conséquent, nous cherchons à conclure des contrats de prix à long terme selon des taux avantageux.

Nous continuons de chercher des occasions de conclure des contrats à long terme à des prix qui reflètent les caractéristiques renouvelables favorables de notre production d'énergie en Amérique du Nord.

## INFRASTRUCTURES

### Aperçu

Nous détenons une participation de 28 % dans Brookfield Infrastructure Partners L.P. (« BIP »), notre principale entité d'infrastructures cotée. BIP est inscrite à la cote des Bourses de New York et de Toronto et sa capitalisation boursière était d'environ 8 G\$ au 30 septembre 2013. BIP possède directement un certain nombre d'activités liées aux infrastructures; elle en possède d'autres par l'intermédiaire de fonds privés et de coentreprises que nous gérons. Nous détenons également des participations directes dans nos activités liées aux ressources durables, qui comprennent nos fonds d'exploitation forestière et nos activités agricoles. Nos fonds privés du secteur des infrastructures comprennent 6,2 G\$ en capital investi et 8,6 G\$ en capital engagé, mais non investi. La quote-part de Brookfield dans le capital investi et le capital non investi est respectivement de 1,9 G\$ et de 3,0 G\$.

En juillet 2013, nous avons vendu nos terres d'exploitation forestière dans le nord-ouest du Pacifique, que nous détenions à la fois directement et par l'intermédiaire de BIP, pour un produit brut de 2,65 G\$, ce qui a donné lieu à la comptabilisation d'un profit sur cession de 265 M\$, dont notre quote-part s'élève à 163 M\$. Notre quote-part directe du produit net s'est établie à 600 M\$; BIP a reçu 470 M\$ pour sa participation de 30 %. Du fait de cette vente, BIP détient désormais l'ensemble de nos placements liés aux services publics ainsi qu'au transport et à l'énergie. Les participations restantes dans nos activités liées aux ressources durables sont directement détenues par Brookfield.

En septembre 2013, BIP et nos clients institutionnels ont investi un montant additionnel de 0,7 G\$ dans nos activités liées aux autoroutes à péage au Brésil, ce qui a accru la participation de BIP dans ces activités, la faisant passer de 15 % à 31 %.

Le tableau qui suit présente le rendement opérationnel de nos activités liées aux infrastructures, par activité, ainsi que la situation financière de ce secteur.

AU 30 SEPT. 2013 ET AU 31 DÉC. 2012 ET POUR LES TRIMESTRES CLOS LES 30 SEPT. (EN MILLIONS)	Services publics		Transport et énergie		Ressources durables		Charges du siège social/charges non attribuées		Total pour le secteur	
	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012
<b>Résultats financiers par secteur</b>										
Produits.....	222 \$	213 \$	214 \$	144 \$	66 \$	138 \$	1 \$	14 \$	503 \$	509 \$
Bénéfice opérationnel sectoriel.....	170	163	162	85	294	41	(1)	14	625	303
Flux de trésorerie liés aux opérations.....	29	30	26	16	172	7	(11)	(9)	216	44
Éléments d'évaluation.....	(9)	(5)	(15)	(16)	1	(1)	(5)	(1)	(28)	(23)
<b>Situation financière sectorielle</b>										
Actifs sectoriels.....	4 715 \$	4 707 \$	5 005 \$	5 254 \$	1 166 \$	4 729 \$	423 \$	20 \$	11 309 \$	14 710 \$
Placements.....	1 162	1 122	2 079	1 384	6	9	16	20	3 263	2 535
Capitaux propres ordinaires par secteur.....	593	593	941	935	564	1 290	(97)	(247)	2 001	2 571

### Résultats opérationnels

Comme nous détenons la presque totalité de nos activités liées aux infrastructures par l'intermédiaire de BIP et de fonds partiellement détenus, l'essentiel des produits et du bénéfice opérationnel est attribuable par conséquent aux participations ne donnant pas le contrôle et non aux flux de trésorerie liés aux opérations. Par ailleurs, les produits et le bénéfice opérationnel supplémentaires sont réduits par les charges d'intérêts au titre des emprunts correspondant aux entreprises acquises.

Les produits liés aux plateformes se sont établis à 503 M\$, soit une diminution de 1 % par rapport à l'exercice précédent. Nous continuons de profiter d'importantes augmentations des produits tirés de nos activités liées aux services publics ainsi qu'au transport et à l'énergie, principalement en raison de l'apport de nos activités de distribution réglementées au Royaume-Uni, lesquelles se sont accrues récemment, de l'augmentation des volumes découlant de l'important l'agrandissement de notre réseau ferroviaire en Australie et de l'acquisition d'activités liées aux autoroutes à péage en Amérique du Sud. Ces apports ont été contrebalancés par un recul des produits de nos activités liées aux ressources durables par suite de la vente de nos terres d'exploitation forestière du nord-ouest du Pacifique.

Le bénéfice opérationnel sectoriel a augmenté de 322 M\$, pour s'établir à 625 M\$, en raison essentiellement du profit global de 265 M\$ comptabilisé à la vente des terres d'exploitation forestière du nord-ouest du Pacifique. Compte non tenu de ce profit, le bénéfice opérationnel sectoriel a augmenté de 57 M\$, ou 19 %, en raison de l'incidence de la marge accrue et de l'expansion susmentionnée des activités liées aux services publics et au transport.

Les flux de trésorerie liés aux opérations, compte non tenu des profits sur cessions, se sont chiffrés à 53 M\$, ce qui représente une augmentation de 20 % par rapport à l'exercice précédent, notamment grâce à la comptabilisation de l'apport de l'agrandissement de notre réseau ferroviaire en Australie sur un trimestre complet et à l'apport de nos autoroutes à péage récemment acquises.

## Éléments d'évaluation

Nous avons comptabilisé des coûts d'évaluation nets de 28 M\$, contre 23 M\$ en 2012, lesquels ont principalement trait à l'amortissement et aux pertes sur évaluation sur les contrats liés aux devises, aux taux d'inflation et aux taux d'intérêt conclus pour protéger la valeur des actifs et le coût du capital au cours de chaque période. Les actifs correspondant à l'amortissement et les contrats financiers sont réévalués à la fin de l'exercice.

## Situation financière

Les capitaux propres ordinaires ont diminué de 570 M\$, en raison de la réduction du placement dans nos activités directes par suite de la vente de nos terres d'exploitation forestière du nord-ouest du Pacifique ainsi que de la réévaluation des devises sur les placements non libellés en dollars américains. Cette diminution a été partiellement compensée par notre participation de 95 M\$ dans le placement de capitaux propres de BIP au deuxième trimestre.

Au cours de l'exercice, les activités de BIP ont été axées sur plusieurs initiatives visant à renforcer son bilan dans le but de profiter d'occasions intéressantes d'acquisitions importantes. Outre la vente de sa participation dans les terres d'exploitation forestière du nord-ouest du Pacifique, BIP a annoncé la vente de ses activités de distribution réglementées en Nouvelle-Zélande, lesquelles n'étaient pas essentielles à la réalisation de sa stratégie globale, pour un montant d'environ 400 M\$. Cette vente devrait se conclure au quatrième trimestre, et BIP disposera alors de liquidités d'environ 2 G\$ à l'échelle de la Société.

Nous avons également effectué des refinancements pour bon nombre de nos activités, en saisissant l'occasion d'émettre des titres d'emprunt à long terme dans un contexte de taux d'intérêt historiquement bas. Depuis le début de l'exercice, nous avons refinancé une dette de 4 G\$ selon des modalités avantageuses. Nous serons ainsi en excellente posture au début de 2014, car les échéances de nos emprunts sont désormais bien échelonnées, et leur durée moyenne jusqu'à l'échéance est de 10 ans.

À l'heure actuelle, 94 % de l'actif de notre fonds Brazil Agriland de 665 millions de reales a été investi. Notre placement total, y compris nos activités passées et nos nouveaux placements par l'intermédiaire du fonds, s'élève à 407 M\$. Ce placement est comptabilisé à la juste valeur en vertu des IFRS et est réévalué chaque trimestre.

## CAPITAL-INVESTISSEMENT

Nous menons nos activités liées au capital-investissement et à l'aménagement résidentiel par l'intermédiaire d'une série de fonds de capital-investissement institutionnels, exploités sous la marque Brookfield Capital Partners et dont le capital engagé s'élève à 3,0 G\$, ainsi que par des placements directs dans plusieurs sociétés cotées en Bourse, dont Norbord, Western Forest Products Inc., Brookfield Residential Properties Inc. et Brookfield Incorporações S.A.

Le tableau qui suit présente le rendement opérationnel de notre secteur capital-investissement, ainsi que le profil financier de ce secteur.

AU 30 SEPT. 2013 ET AU 31 DÉC. 2012 ET POUR LES TRIMESTRES CLOS LES 30 SEPT. (EN MILLIONS)	Capital-investissement		Aménagement résidentiel		Total pour le secteur	
	2013	2012	2013	2012	2013	2012
<b>Résultats financiers par secteur</b>						
Produits.....	913 \$	1 126 \$	598 \$	535 \$	1 511 \$	1 661 \$
Bénéfice opérationnel sectoriel.....	714	211	60	37	774	248
Flux de trésorerie liés aux opérations.....	308	68	15	1	323	69
Éléments d'évaluation.....	(47)	(51)	(15)	5	(62)	(46)
<b>Situation financière sectorielle</b>						
Actifs sectoriels.....	3 748 \$	3 583 \$	5 807 \$	5 892 \$	9 555 \$	9 475 \$
Capitaux propres ordinaires par secteur.....	1 221	957	1 444	1 617	2 665	2 574

Les flux de trésorerie liés aux opérations pour le trimestre se sont chiffrés à 323 M\$ et comprenaient des profits sur cession de 245 M\$ comptabilisés à la vente de nos placements en capital-investissement. Compte non tenu des profits sur cession, les flux de trésorerie liés aux opérations se sont chiffrés à 78 M\$, soit 11 % de plus qu'en 2012. Nous continuons d'enregistrer des hausses de volume dans nos activités liées aux produits industriels et aux produits du bois, lesquelles sont stimulées par la reprise du marché de l'habitation aux États-Unis.

Au cours du trimestre considéré, nous avons investi un montant de 321 M\$ dans deux entreprises du secteur de l'énergie et des services connexes, lesquelles sont détenues par notre fonds privé de capital-investissement Brookfield Capital Partners III.

## Capital-investissement

Nous exploitons quatre fonds de capital-investissement institutionnels totalisant un capital investi de 1,5 G\$ et un montant de 1,5 G\$ en capital engagé, mais non investi. La quote-part de Brookfield dans le capital investi et les engagements additionnels est respectivement de 0,6 G\$ et de 0,6 G\$. En outre, nous détenons directement un certain nombre de placements hors du mandat de nos fonds de capital-investissement ou d'autres entités opérationnelles.

Les portefeuilles de fonds de capital-investissement comprennent 12 placements dans divers secteurs d'activité. Le montant moyen de nos placements est de 43 M\$, et notre exposition maximale au risque lié à une seule société s'élève à 100 M\$ selon les valeurs en vertu des IFRS, ou à 207 M\$, selon les cours du marché. Nous axons nos activités de placement sur des entreprises possédant des immobilisations corporelles et générant des flux de trésorerie afin de mieux protéger notre capital.

Notre placement direct le plus important est une participation de 52 % dans Norbord, qui est l'un des plus importants fabricants de panneaux à copeaux orientés du monde. La valeur de marché de notre participation dans Norbord se chiffrait à environ 811 M\$ au 30 septembre 2013, selon les cours du marché, alors que sa valeur comptable était de 259 M\$.

Le tableau ci-dessous présente les résultats de nos activités de capital-investissement. Notre quote-part des flux de trésorerie liés aux opérations tirés des placements en capital-investissement a augmenté, passant de 56 M\$ en 2012 à 62 M\$, compte non tenu des profits sur cession et de l'apport des cessions d'actifs au cours de l'exercice considéré et de l'exercice précédent.

	Valeurs comptables		Produits		Flux de trésorerie liés aux opérations	
	2013	2012	2013	2012	2013	2012
Produits industriels et produits forestiers.....	617 \$	679 \$	777 \$	738 \$	48 \$	45 \$
Énergie et services connexes .....	564	224	56	44	6	9
Services commerciaux et autres .....	40	142	36	30	8	2
	<b>1 221</b>	<b>1 045</b>	<b>869</b>	<b>812</b>	<b>62</b>	<b>56</b>
Actifs cédés .....	—	(88)	44	314	1	12
Profits sur cession.....	—	—	—	—	245	—
	<b>1 221 \$</b>	<b>957 \$</b>	<b>913 \$</b>	<b>1 126 \$</b>	<b>308 \$</b>	<b>68 \$</b>

Les produits ont augmenté de 57 M\$ pour atteindre 869 M\$. L'augmentation tient essentiellement à la hausse globale des prix et des volumes dans nos activités qui profitent de la reprise du marché de l'habitation aux États-Unis. Cependant, les prix des panneaux OSB ont diminué par rapport à l'exercice précédent et au deuxième trimestre de 2013 en ce qui concerne nos activités liées à la fabrication de panneaux, ce qui a donné lieu à une augmentation de 9 M\$ des flux de trésorerie liés aux opérations provenant de nos activités liées aux produits industriels et aux produits forestiers, compte tenu d'une réduction de 6 M\$ des flux de trésorerie liés aux opérations provenant de nos activités liées à la fabrication de panneaux.

En juillet 2013, nous avons vendu notre participation dans des activités de pâtes et papiers; nous en avons retiré un TRI de 70 % et avons réalisé un multiple de 10 sur notre capital. Nous avons perçu un produit de 200 M\$ en espèces et avons comptabilisé un profit sur cession d'environ 200 M\$ au titre des flux de trésorerie liés aux opérations. Au cours du trimestre, nous avons vendu une partie de notre placement dans Western Forest Products pour un produit d'environ 150 M\$ et avons comptabilisé un profit de monétisation de 45 M\$ au titre des flux de trésorerie liés aux opérations. Par conséquent, notre participation dans Western Forest Products a diminué, passant de 68 % à 53 %.

## Immeubles résidentiels

Nous menons nos activités liées aux immeubles résidentiels principalement par l'intermédiaire de deux véhicules publics : Brookfield Residential Properties Inc. (« Brookfield Residential ») et Brookfield Incorporações S.A. (« BISA »). Nous exerçons également des activités en Australie, dont nous poursuivons la liquidation.

Nos activités liées aux immeubles résidentiels sont principalement comptabilisées au coût historique ou au moindre du coût et de la valeur de marché, indépendamment de la durée de détention de certains de nos actifs et de la valeur créée dans le cadre du processus.

En Amérique du Nord, nous exerçons nos activités par l'entremise de Brookfield Residential. Nous détenons une participation d'environ 65 % dans Brookfield Residential, qui est cotée aux Bourses de New York et de Toronto. Nous exerçons nos activités au sein de 11 grands marchés situés principalement en Alberta, en Ontario, en Californie, à Denver, à Austin, à Phoenix et à Washington, D.C., et contrôlons plus de 100 000 parcelles sur ces marchés. Nous nous concentrons surtout sur l'obtention de droits et l'aménagement de terrains afin de construire des habitations ou de vendre des parcelles à d'autres constructeurs.

Nous exerçons nos activités au Brésil par l'intermédiaire de BISA. Nous détenons environ 45 % de BISA, qui est cotée à la Bourse principale du Brésil. BISA est un des principaux promoteurs de l'industrie immobilière brésilienne. Ces activités comprennent l'acquisition et l'aménagement de terrains, la construction et la vente ainsi que la commercialisation d'une vaste gamme de locaux à vocation résidentielle ou commerciale à vendre; nous nous concentrons principalement sur le secteur résidentiel à revenu intermédiaire. Nous menons ces activités dans les grandes régions métropolitaines du Brésil, notamment São Paulo, Rio de Janeiro, le district fédéral de Brasília, Curitiba et Campinas, qui couvrent ensemble la majorité du marché immobilier brésilien.

Le tableau qui suit présente les résultats opérationnels et le profil financier de nos activités liées aux immeubles résidentiels.

AU 30 SEPT. 2013 ET AU 31 DÉC. 2012 ET POUR LES TRIMESTRES CLOS LES 30 SEPT. (EN MILLIONS)	Amérique du Nord		Brésil		Australie		Total	
	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012
<b>Résultats financiers par secteur</b>								
Produits .....	333 \$	245 \$	251 \$	269 \$	14 \$	21 \$	598 \$	535 \$
Bénéfice opérationnel sectoriel .....	61	35	(3)	2	2	—	60	37
Flux de trésorerie liés aux opérations.....	30	11	(15)	(6)	—	(4)	15	1
Éléments d'évaluation .....	(1)	3	(13)	3	(1)	(1)	(15)	5
<b>Situation financière sectorielle</b>								
Actifs sectoriels .....	2 731 \$	2 219 \$	2 825 \$	3 340 \$	251 \$	333 \$	5 807 \$	5 892 \$
Capitaux propres ordinaires par secteur....	932	913	333	482	179	222	1 444	1 617

Nos activités en Amérique du Nord affichent une solide croissance; de plus, nous profitons d'une demande croissante et d'une offre restreinte dans nos principaux marchés. Nous continuons d'enregistrer une performance opérationnelle élevée; le carnet de commandes et le nombre net de nouvelles commandes de maisons à la fin du trimestre sont en forte hausse par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

Nous avons livré 625 logements et 463 terrains au cours du trimestre, comparativement à 490 et à 386, respectivement, en 2012. Nous en avons tiré des produits de 333 M\$, contre 245 M\$ en 2012. La marge brute pour nos activités au Canada s'est élevée à 36 %, contre 35 % en 2012. Cette hausse de la marge brute s'explique par une augmentation des marges sur les activités liées à l'habitation pour le trimestre considéré. Les marges de nos activités aux États-Unis continuent de progresser, grâce à une amélioration des prix et de l'offre de produits.

Dans le cadre de nos activités au Brésil, nous avons livré 11 projets au cours du trimestre et comptabilisé des produits de 385,7 millions de reales pour le trimestre clos le 30 septembre 2013. Lesancements de projets et les ventes faisant l'objet de contrats se sont chiffrés respectivement à 40,0 millions de reales et à 673,4 millions de reales au troisième trimestre, comparativement à 615 millions de reales et à 716 millions de reales, respectivement, à l'exercice précédent. Au Brésil, dans les marchés dans lesquels nous exerçons nos activités, les marges continuent de subir des pressions, et les coûts à court terme augmentent, car la période de croissance prolongée sur plusieurs années a donné lieu à une offre excédentaire. Par conséquent, les flux de trésorerie liés aux opérations ont représenté une perte de 15 M\$ au trimestre considéré, soit 9 M\$ de moins qu'à l'exercice précédent. Nous avons donc rationalisé nos activités et les avons axées sur les marchés qui, à notre avis, généreront des marges favorables dans l'avenir.

## PARTIE 4 – STRUCTURE DU CAPITAL ET SITUATION DE TRÉSORERIE

### STRUCTURE DU CAPITAL

Le tableau ci-dessous présente notre ratio d'endettement pour la Société selon une approche déconsolidée, après consolidation et après consolidation proportionnelle.

	Société		Après consolidation proportionnelle		Après consolidation	
	2013	2012	2013	2012	2013	2012
AU 30 SEPT. 2013 ET AU 31 DÉC. 2012 (EN MILLIONS)						
Emprunts de la Société .....	<b>3 848 \$</b>	3 526 \$	<b>3 848 \$</b>	3 526 \$	<b>3 848 \$</b>	3 526 \$
Emprunts sans recours						
Emprunts hypothécaires grevant des propriétés précises .....	—	—	<b>19 707</b>	21 794	<b>33 329</b>	33 720
Emprunts de filiales <sup>1</sup> .....	—	1 130	<b>3 817</b>	4 928	<b>7 233</b>	7 585
	<b>3 848</b>	4 656	<b>27 372</b>	30 248	<b>44 410</b>	44 831
Créditeurs et autres .....	<b>917</b>	1 199	<b>6 021</b>	7 175	<b>10 611</b>	11 652
Passifs d'impôt différé .....	—	—	<b>3 860</b>	3 753	<b>6 180</b>	6 425
Titres de capital .....	<b>168</b>	325	<b>485</b>	758	<b>812</b>	1 191
Participations d'autres entités dans des fonds consolidés .....	—	—	—	—	<b>483</b>	425
Capitaux propres						
Participations ne donnant pas le contrôle .....	—	—	—	—	<b>25 153</b>	23 287
Actions privilégiées .....	<b>3 098</b>	2 901	<b>3 098</b>	2 901	<b>3 098</b>	2 901
Capitaux propres ordinaires .....	<b>17 373</b>	18 150	<b>17 373</b>	18 150	<b>17 373</b>	18 150
	<b>20 471</b>	21 051	<b>20 471</b>	21 051	<b>45 624</b>	44 338
Capitalisation totale .....	<b>25 404 \$</b>	27 231 \$	<b>58 209 \$</b>	62 985 \$	<b>108 120 \$</b>	108 862 \$

1. Le règlement du swap de taux d'intérêt intervenu en août 2013 a entraîné l'élimination des emprunts de filiales (1 130 M\$ au 31 décembre 2012) et a réduit les créiteurs de 257 M\$ par rapport à la fin de l'exercice.

#### Structure du capital consolidée

Notre structure du capital consolidée reflète la consolidation intégrale d'entreprises détenues partiellement, nonobstant le fait que le risque de capital auquel nous exposent ces entreprises est limité dans presque tous les cas au capital que nous avons investi.

Nous remarquons que dans bien des cas, notre structure du capital consolidée comprend l'ensemble de la dette des entités consolidées même si, dans la plupart des cas, nous ne détenons qu'une partie de l'entité, et que notre quote-part de cette dette est, par conséquent, beaucoup moindre. Dans d'autres cas, ce mode de présentation exclut une partie ou la totalité de la dette des entreprises détenues partiellement qui sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence ou de la consolidation proportionnelle, comme notre investissement dans General Growth Properties et plusieurs de nos activités liées aux infrastructures.

Le montant total des emprunts consolidés n'a pas subi de changement important. En effet, la prise en charge des emprunts sans recours relatifs aux actifs et aux entreprises acquis récemment a été contrebalancée par l'élimination d'emprunts découlant de la cession d'actifs, notamment de nos terres d'exploitation du nord-ouest du Pacifique, d'actifs non essentiels et de certaines activités de capital-investissement.

#### Structure du capital de la Société

Notre structure du capital déconsolidée présente le montant de la dette qui est assortie d'un recours contre la Société, ainsi que la mesure dans laquelle elle est soutenue par notre capital investi déconsolidé et nos flux de trésorerie remis.

Nous avons réglé un contrat de taux d'intérêt à long terme au moyen d'un paiement non récurrent de 905 M\$, ce qui a réduit de 1 130 M\$ le montant des emprunts des filiales (1 206 M\$ au 30 juin 2013) et de 257 M\$ le montant des créiteurs et autres (213 M\$ au 30 juin 2013). Le paiement a été financé par l'émission de titres d'emprunt à terme pour 425 M\$ et par le produit de ventes d'actifs, de sorte que, à l'échelle de la Société, les emprunts ont diminué de 800 M\$.

La durée moyenne à l'échéance de nos emprunts généraux est de huit ans.

#### Consolidation proportionnelle

La consolidation proportionnelle, qui reflète notre quote-part du passif des entités sous-jacentes, présente la façon dont nos actifs sous-jacents sont financés, ce qui constitue une importante composante de l'augmentation des rendements pour les actionnaires. Nous sommes d'avis que notre ratio financier est approprié en raison de la grande qualité des actifs, de la stabilité des flux de trésorerie connexes, du niveau d'endettement habituellement nécessaire pour les actifs de cette nature, ainsi que de notre profil général de liquidité.

## Emprunts de la société

	Durée moyenne		Échéance			2016 et par la suite	Total
	2013	2012	2013	2014	2015		
AU 30 SEPT. 2013 (EN MILLIONS)							
Papier commercial et emprunts bancaires.....	5	4	— \$	— \$	— \$	544 \$	544 \$
Emprunts à terme.....	9	9	75	25	—	3 204	3 304
	<b>8</b>	<b>8</b>	<b>75 \$</b>	<b>25 \$</b>	<b>— \$</b>	<b>3 748 \$</b>	<b>3 848 \$</b>

Nous continuons de gérer activement notre coût du capital et de rééquilibrer nos échéances; au cours des 12 derniers mois, nous avons refinancé 575 M\$ de débentures à terme de sociétés, ce qui a accru de 70 M\$ le montant notionnel de nos emprunts à terme et réduit de 90 points de base notre coupon moyen, lequel est désormais de 5,2 %.

Les emprunts bancaires et le papier commercial sont des emprunts à plus court terme en vertu de facilités de crédit à terme renouvelables engagées d'une valeur de 2,1 G\$ ou qui sont adossés à celles-ci, dont une tranche de 1,8 G\$ a une échéance de cinq ans et la tranche restante de 300 M\$ a une échéance de quatre ans. Au 30 septembre 2013, un montant d'environ 175 M\$ (253 M\$ au 31 décembre 2012) de ces facilités était utilisé pour des lettres de crédit émises en vue d'appuyer diverses initiatives commerciales.

Les emprunts à terme se composent d'obligations émises dans le public et de placements privés, lesquels sont tous assortis de taux fixes et d'échéances arrivant entre 2013 et 2035. Ces sources de financement constituent une importante source de capital à long terme et elles cadrent avec le profil de notre actif à long terme.

Le taux d'intérêt moyen sur les emprunts de la Société s'établissait à 4,6 % au 30 septembre 2013 (4,7 % au 31 décembre 2012).

Le 22 octobre 2013, nous avons émis 200 M\$ CA de débentures à terme arrivant à échéance en 2024 et assorties d'un taux de rendement réel de 4,98 %.

### Participations ne donnant pas le contrôle

L'émission de titres de capitaux propres sans participation correspond à l'émission d'actions privilégiées par des filiales consolidées.

Les participations ne donnant pas le contrôle représentent la quote-part des investisseurs dans les actifs nets des entités consolidées; elles se composent essentiellement de deux éléments : les participations en capitaux propres et les actions privilégiées sans participation émises par des filiales.

Les participations ne donnant pas le contrôle ont augmenté de 1,9 G\$, ce qui s'explique surtout par le versement à nos actionnaires d'une distribution spéciale de 906 M\$ et par une hausse de 1,6 G\$ du bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle, contrebalancée par le versement de distributions de 633 M\$. Les autres changements comprennent l'émission de titres de capitaux propres de la société en commandite aux investisseurs dans des fonds de propriétés en vue de financer des acquisitions, et la vente de nos parts dans Brookfield Renewable Energy Partners, ainsi que la réévaluation des devises des filiales non libellées en dollars américains. Ces montants ont été en partie contrebalancés par la vente de nos terres d'exploitation forestière dans la région du nord-ouest du Pacifique, dans le cadre de nos activités liées aux infrastructures.

Les participations ne donnant pas le contrôle sont présentées dans le tableau ci-dessous :

AU 30 SEPT 2013 ET AU 31 DÉC. 2012  
(EN MILLIONS)

	2013	2012	Variation
<b>Participations en capitaux propres</b>			
Immeubles			
Brookfield Property Partners L.P. <sup>1</sup> .....	912 \$	– \$	912 \$
Filiales			
Brookfield Office Properties Inc. <sup>1</sup> .....	5 301	5 093	208
Fonds privés et autres .....	4 823	4 128	695
Autres .....	184	363	(179)
Énergie renouvelable			
Brookfield Renewable Energy Partners L.P. <sup>1</sup> .....	2 056	2 030	26
Fonds privés et autres .....	1 188	1 022	166
Infrastructures			
Brookfield Infrastructure Partners L.P. <sup>1</sup> .....	3 615	3 592	23
Fonds privés et autres .....	1 861	2 566	(705)
Autres .....	100	104	(4)
Capital-investissement et autres			
Brookfield Incorporações S.A. <sup>1</sup> .....	555	727	(172)
Brookfield Residential Properties Inc. <sup>1</sup> .....	469	427	42
Autres .....	1 356	983	373
	<b>22 420</b>	<b>21 035</b>	<b>1 385</b>
<b>Titres sans participation</b>			
Brookfield Office Properties Inc. ....	1 542	1 345	197
Brookfield Renewable Energy Partners L.P. ....	821	500	321
Autres .....	370	407	(37)
	<b>2 733</b>	<b>2 252</b>	<b>481</b>
	<b>25 153 \$</b>	<b>23 287 \$</b>	<b>1 866 \$</b>

1. Les participations ne donnant pas le contrôle dans la structure du capital déconsolidée des émetteurs cotés sont présentées séparément des participations ne donnant pas le contrôle dans des entités consolidées par les émetteurs cotés.

## Capitaux propres ordinaires

### Actions émises et en circulation

Le tableau suivant présente les variations du nombre d'actions de catégorie A à droit de vote limité émises et en circulation au cours du trimestre :

	Trimestres		Périodes de neuf mois	
	2013	2012	2013	2012
POUR LES PÉRIODES CLOSES LES 30 SEPT. (EN MILLIONS)				
En circulation au début de la période .....	615,4	618,6	619,6	619,3
Émises (rachetées)				
Rachats .....	(2,4)	(0,3)	(8,6)	(2,6)
Régime d'options sur actions à l'intention de la direction.....	0,3	0,5	2,2	1,9
Plan de réinvestissement de dividendes	—	—	0,1	0,2
En circulation à la fin .....	613,3	618,8	613,3	618,8
Options non exercées .....	37,5	31,5	37,5	31,5
Nombre total d'actions, après dilution, à la fin de la période .....	<b>650,8</b>	<b>650,3</b>	<b>650,8</b>	<b>650,3</b>

La Société détient 9,6 millions d'actions à droit de vote limité de catégorie A (5,5 millions au 31 décembre 2012) dans des filiales au titre du régime d'actions incessibles faisant partie de nos programmes d'actionnariat à long terme de la direction. Ce montant a été déduit du nombre total d'actions en circulation. Au cours du trimestre, dans le cadre de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités, nous avons racheté 2,4 millions d'actions à droit de vote limité de catégorie A, pour 84 M\$.

La valeur en trésorerie de nos options non exercées était de 956 M\$ au 30 septembre 2013 (912 M\$ au 31 décembre 2012).

Au 8 novembre 2013, 613 466 390 actions à droit de vote restreint de catégorie A et 85 120 actions à droit de vote restreint de catégorie B de la Société étaient en circulation.

## Résultat de base et dilué par action

Les composantes du bénéfice de base et dilué par action sont résumées dans le tableau suivant :

	Trimestres		Périodes de neuf mois	
	2013	2012	2013	2012
POUR LES PÉRIODES CLOSES LES 30 SEPT. (EN MILLIONS)				
Bénéfice net .....	813 \$	334 \$	1 403 \$	888 \$
Dividendes sur les actions privilégiées .....	(37)	(32)	(109)	(94)
	776	302	1 294	794
Dividendes sur les titres de capital <sup>1</sup> .....	2	6	11	21
Bénéfice net attribuable aux actionnaires .....	778 \$	308 \$	1 305 \$	815 \$
Moyenne pondérée des actions .....	614,4	618,7	616,5	618,8
Effet dilutif de la conversion des options selon la méthode du rachat d'actions <sup>2</sup> .....	11,6	12,6	12,7	11,7
Effet dilutif de la conversion des titres de capital <sup>1,3</sup> .....	5,3	13,9	8,7	19,8
Actions et équivalents d'actions .....	631,3	645,2	637,9	650,3

1. Sous réserve de l'approbation de la Bourse de Toronto, les actions de séries 10, 11, 12 et 21 peuvent être converties en actions de catégorie A à droit de vote restreint à un prix égal à 2,00 \$ CA ou à 95 % du cours du marché au moment de la conversion, selon le plus élevé des deux montants, au gré de la Société ou du détenteur, à moins que les actions ne soient rachetées plus tôt par la Société contre espèces. Les actions de séries 10, 11 et 21 ont été rachetées le 5 avril 2012, le 1<sup>er</sup> octobre 2012 et le 2 juillet 2013, respectivement.
2. Comprend le régime d'options sur actions à l'intention de la direction et le régime d'actions incessibles aux employés.
3. Le nombre d'actions est fondé sur 95 % du cours du marché à la fin de la période.

## SITUATION DE TRÉSORERIE

### Aperçu

Nos liquidités à court terme proviennent principalement de la trésorerie et des actifs financiers, ainsi que des montants non prélevés sur les facilités de crédit engagées; nous appelons ces sources de liquidités « liquidités essentielles ». Au 30 septembre 2013, les liquidités essentielles au niveau de la Société s'élevaient à 2,4 G\$, dont une tranche de 1,0 G\$ correspondait à de la trésorerie nette et des actifs financiers et une tranche de 1,4 G\$ à des montants non prélevés sur les facilités de crédit. Le montant total des liquidités essentielles s'élevait à 5,9 G\$ à la fin du troisième trimestre, en hausse d'environ 1,8 G\$ par rapport à la fin de 2012; ce montant comprend les liquidités essentielles de nos principales filiales, soit aux fins des présentes, Brookfield Property Partners L.P., Brookfield Office Properties Inc., Brookfield Renewable Energy Partners L.P. et Brookfield Infrastructure Partners L.P. L'essentiel des capitaux que nous avons affectés à ces catégories d'actifs est financé par ces entités. Par conséquent, nous tenons compte des ressources de ces entités dans l'évaluation de nos liquidités. Nous continuons de maintenir des niveaux de liquidité élevés parce que nous continuons de saisir des occasions de placement intéressantes.

Le tableau qui suit présente les liquidités essentielles de la Société et les liquidités essentielles après consolidation :

	Sociétés		Principales filiales <sup>1</sup>		Total	
	2013	2012	2013	2012	2013	2012
Trésorerie et actifs financiers, montant net .....	990 \$	1 133 \$	986 \$	497 \$	1 976 \$	1 630 \$
Montants non prélevés sur les facilités de crédit engagées .....	1 405	1 154	2 567	1 364	3 972	2 518
	2 395 \$	2 287 \$	3 553 \$	1 861 \$	5 948 \$	4 148 \$

1. Comprend Brookfield Property Partners L.P., Brookfield Office Properties Inc., Brookfield Renewable Energy Partners L.P. et Brookfield Infrastructure Partners L.P.

Dans l'évaluation de nos liquidités disponibles pour des dépenses d'investissement, nous tenons compte à la fois de nos liquidités essentielles et du capital non investi qui nous a été confié par nos partenaires institutionnels dans nos fonds privés. Sur les capitaux qui nous ont été confiés par des partenaires institutionnels dans nos fonds privés, le montant qui était disponible à des fins d'investissement s'élevait au total à 9,8 G\$ au 30 septembre 2013, ce qui porte le total de nos liquidités à 15,7 G\$.

## Trésorerie et actifs financiers

Nous maintenons un portefeuille d'actifs financiers comme deuxième source de liquidités, en vue d'obtenir des rendements des placements positifs.

	Valeurs comptables		Flux de trésorerie liés aux opérations	
	2013	2012	2013	2012
AU 30 SEPT. 2013 ET AU 31 DÉC. 2012 ET POUR LES TRIMESTRES CLOS LES 30 SEPT. (EN MILLIONS)				
<b>Actifs financiers</b>				
Obligations du gouvernement.....	110 \$	137 \$		
Obligations de sociétés.....	114	169		
Autres titres à revenu fixe.....	13	19		
Obligations à rendement élevé.....	220	192		
Actions privilégiées.....	17	297		
Actions ordinaires.....	686	690		
Prêts à recevoir/dépôts.....	15	40		
<b>Total des actifs financiers.....</b>	<b>1 175</b>	<b>1 544</b>	<b>(58) \$</b>	<b>29 \$</b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie.....	416	175	—	—
Dépôts et autres passifs.....	(601)	(586)	(12)	(23)
	<b>990</b>	<b>1 133</b>	<b>(70)</b>	<b>6</b>
Profit lié au règlement d'un contrat de taux d'intérêt à long terme.....	—	—	525	—
Capitaux propres ordinaires par secteur/flux de trésorerie liés aux opérations.....	<b>990 \$</b>	<b>1 133 \$</b>	<b>455 \$</b>	<b>6 \$</b>

Les flux de trésorerie liés aux opérations comprennent des profits sur cession et des profits et pertes réalisés ou latents sur d'autres positions sur des marchés financiers, notamment sur des titres à revenu fixe, des titres de capitaux propres, des placements dans du crédit, des devises et des taux d'intérêt.

Les obligations du gouvernement et de sociétés sont détenues à des fins de trésorerie; certains titres correspondent à des passifs d'assurance.

Outre des actifs financiers à la valeur comptable, nous détenons des swaps sur défaillance d'une valeur nominale de 800 M\$ aux termes desquels nous avons acheté une protection contre l'instrument d'emprunt de référence.

Les flux de trésorerie liés aux opérations du trimestre se sont élevés à 455 M\$, y compris un profit de 525 M\$ lié au règlement d'un contrat de taux d'intérêt à long terme, en partie contrebalancé par des pertes cumulées de 72 M\$ dans le portefeuille sur les contrats liés aux taux d'intérêt et les contrats liés aux devises.

### Activités de financement et situation de trésorerie

Nous avons émis ou amassé 30,7 G\$ en capitaux au cours des 10 premiers mois de 2013, par l'intermédiaire de placements consolidés et de placements comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence, pour financer nos projets de croissance, rééchelonner nos échéances et accroître nos liquidités, comme le montre le tableau suivant :

(MILLIONS)	Produits	Taux	Échéance
<b>Emprunts</b>			
Non garantis.....	4 285 \$	3,06 %	6 ans
Grevant des propriétés précises.....	12 175	4,08 %	8 ans
Fonds privés.....	7 195	s.o.	10 ans
Vente de participations/d'actifs.....	5 870	s.o.	s.o.
Émission d'actions privilégiées.....	550	4,96 %	s.o.
Émission d'actions ordinaires.....	650	s.o.	s.o.
	<b>30 725 \$</b>		

Les activités de refinancement nous ont permis de proroger ou de maintenir nos durées moyennes à des taux favorables. Une tranche d'environ 7,8 G\$ des emprunts grevant des propriétés précises et les 0,6 G\$ d'actions privilégiées émises ont un taux d'intérêt nominal fixe. Le caractère abrupt persistant de la courbe de rendement et les modalités de paiement anticipé de la dette existante continuent de rendre moins attrayant le financement préalable d'un certain nombre de nos échéances futures. Toutefois, nous refinançons activement nos échéances à court terme et nos échéances à plus long terme lorsque des occasions se présentent.

Nous avons également fixé les taux de référence pour environ 2,4 G\$ de nos emprunts futurs prévus aux États-Unis et au Canada pour les trois prochaines années à un taux sans risque moyen de 2,5 %. Le taux d'intérêt effectif sera d'environ 3,5 % au moment prévu de l'émission, en lien avec le caractère abrupt prévu de la courbe de rendement au cours de cette période. Cette émission représente environ 35 % des émissions prévues dans les marchés de l'Amérique du Nord au cours de la période.

## Flux de trésorerie

Le tableau qui suit résume le tableau consolidé des flux de trésorerie figurant dans nos états financiers consolidés :

POUR LES PÉRIODES CLOUSES LES 30 SEPT. (EN MILLIONS)	Trimestres		Périodes de neuf mois	
	2013	2012	2013	2012
Activités opérationnelles.....	711 \$	389 \$	1 700 \$	555 \$
Activités de financement .....	(731)	506	1 151	2 122
Activités d'investissement .....	558	(690)	(1 788)	(1 917)
Augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie .....	538 \$	205 \$	1 063 \$	760 \$

Les paragraphes qui suivent contiennent une analyse des flux de trésorerie présentés dans nos états financiers consolidés, qui exclut par conséquent les activités liées à nos placements comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence.

### Activités opérationnelles

Les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles sont composés du bénéfice net, y compris le montant attribuable aux co-investisseurs, à l'exclusion des éléments hors trésorerie tels que les produits comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence non distribués, les variations de la juste valeur, l'amortissement et l'impôt différé, et comprennent les variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement.

De plus, les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles comprennent le montant net du capital investi ou recouvré du fait du placement et de la vente subséquente de terrains résidentiels, de maisons ou d'habitations en copropriété. Ces activités représentaient au troisième trimestre de 2013 une charge de 90 M\$ (charge de 321 M\$ en 2012). Bien que nous considérons cette activité comme une activité d'investissement, elle est présentée dans les activités opérationnelles parce que les actifs qui lui sont associés sont classés dans les stocks en vertu des IFRS.

Les activités opérationnelles du trimestre considéré comprennent la partie hors trésorerie des profits et des autres produits, qui comprend un profit de 525 M\$ lié au règlement du swap de taux d'intérêt à long terme et un profit de 664 M\$ lié à la vente de nos activités de pâtes et papiers. Les parties en espèces de ces transactions sont présentées respectivement dans les activités de financement et les activités d'investissement.

### Activités de financement

Les activités de financement du trimestre écoulé correspondent à des sorties de fonds de 731 M\$, alors que ces activités avaient généré des rentrées de fonds de 506 M\$ au précédent exercice. Nous avons procédé au règlement d'un swap de taux d'intérêt à long terme pour 905 M\$, grâce à un financement partiel de 425 M\$ provenant de l'émission de débentures à terme de sociétés. Par ailleurs, nous avons vendu notre activité liée aux terres d'exploitation forestière dans le nord-ouest du Pacifique, ainsi que notre activité de pâtes et papiers, que nous détenons toutes deux par l'intermédiaire de fonds de placement privés, ce qui nous a conduits à verser à nos partenaires institutionnels des distributions d'environ 1,1 G\$. De plus, nous avons racheté au cours du trimestre nos actions privilégiées, série 21, pour environ 140 M\$. D'autres activités de financement ont généré des liquidités de 986 M\$, soit 480 M\$ de plus que pour la période correspondante de 2012. Ces résultats cadrent avec l'augmentation globale de nos activités et le fait que nous continuons de refinancer nos emprunts dans un contexte de taux d'intérêt bas.

Les activités de financement du trimestre correspondant de 2012 consistaient en un remboursement net d'emprunts pour 270 M\$, qui comprenait le remboursement de 670 M\$ de papier commercial et d'emprunts bancaires, principalement grâce au produit tiré de l'émission de 430 M\$ de débentures de sociétés et de l'émission de 250 M\$ d'actions privilégiées de sociétés. De plus, les activités de financement de l'exercice précédent ont consisté principalement à émettre des participations ne donnant pas le contrôle de 856 M\$, au moyen de l'émission de parts par nos émetteurs cotés sous gestion et par l'exécution des engagements de capitaux pris dans nos fonds privés, dont une émission de 445 M\$ par Brookfield Infrastructure Partners, à laquelle nous avons participé au prorata.

### Activités d'investissement

Les activités d'investissement ont permis de générer des flux de trésorerie de 558 M\$, du fait principalement de la vente de notre activité liée aux terres d'exploitation forestière dans le nord-ouest du Pacifique, d'une entreprise de pâtes et papiers aux États-Unis et de propriétés commerciales non essentielles, pour un produit net de 2,8 G\$, en partie contrebalancée par des activités d'investissement. Nous continuons d'investir nos capitaux dans chacune de nos plateformes, en finançant aussi bien des acquisitions que des projets d'aménagement. Nous avons ainsi acquis une participation additionnelle de 616 M\$ dans nos activités brésiliennes d'autoroutes à péage, dans notre plateforme d'infrastructures, 13 immeubles de placement dans notre plateforme d'immeubles pour un montant de 606 M\$, et 525 M\$ d'actifs financiers dans nos plateformes d'infrastructures et de capital-investissement.

Nos activités d'investissement en 2012 comprenaient l'acquisition d'immeubles de placement, pour une contrepartie de 600 M\$, et le déploiement de capitaux de plus de 130 M\$ dans l'expansion de nos activités ferroviaires en Australie.

## PARTIE 5 – INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES

### MÉTHODES COMPTABLES ET CONTRÔLES INTERNES

#### Méthodes comptables et jugements et estimations critiques

La préparation d'états financiers conformément aux IFRS exige que la direction ait recours à des méthodes comptables appropriées et établisse des jugements et des estimations qui ont une incidence sur les montants présentés de l'actif et du passif et sur la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que sur les montants présentés des produits et des charges au cours de la période de présentation de l'information financière.

Afin d'établir ces estimations et jugements critiques, la direction s'appuie sur des renseignements externes et des conditions observables dans la mesure du possible, corroborés par les analyses internes nécessaires. Ces estimations ont été appliquées d'une manière conforme à celle de l'exercice précédent et il n'existe aucun engagement, aucune tendance, aucun événement ni aucune incertitude connus qui, selon nous, influenceront de façon importante sur la méthode ou les hypothèses utilisées dans ce rapport. Les estimations sont touchées, entre autres, par les fluctuations des taux d'intérêt et d'autres facteurs parfois très incertains.

Pour plus de renseignements sur les méthodes comptables et les jugements et estimations critiques, veuillez vous reporter aux principales méthodes comptables figurant à la note 2 des états financiers consolidés au 31 décembre 2012.

#### Adoption de normes comptables

##### i. États financiers consolidés, coentreprises et informations à fournir

En mai 2011, l'IASB a publié trois normes, soit IFRS 10, *États financiers consolidés* (« IFRS 10 »), IFRS 11, *Partenariats* (« IFRS 11 »), et IFRS 12, *Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités* (« IFRS 12 »), et a modifié deux normes, soit IAS 27, *États financiers individuels* (« IAS 27 »), et IAS 28, *Participations dans des entreprises associées et des coentreprises* (« IAS 28 »). Chacune de ces normes, nouvelles et modifiées, a pris effet le 1<sup>er</sup> janvier 2013.

IFRS 10 remplace IAS 27 et SIC-12, *Consolidation – Entités ad hoc* (« SIC-12 »). Les exigences en matière de consolidation sont supprimées d'IAS 27 et désormais intégrées dans IFRS 10. IFRS 10 identifie le contrôle comme la seule base pour la consolidation, sans tenir compte de la nature de l'entité émettrice, ce qui élimine l'approche de SIC-12 basée sur les risques et les avantages. Pour qu'un investisseur puisse conclure qu'il exerce le contrôle sur une entité émettrice, il doit exercer le pouvoir sur les décisions d'ordre financier et opérationnel de l'entité émettrice, être exposé et avoir droit à des rendements variables de cette autre entité émettrice, et avoir la capacité d'utiliser son pouvoir sur l'entité émettrice de manière à influencer sur ses rendements. IFRS 10 exige qu'un investisseur évalue en permanence les modifications du contrôle qu'il exerce sur l'entité émettrice et les modifications apportées à son exposition ou à ses droits relativement aux rendements variables de celle-ci.

IFRS 11 remplace IAS 31, *Participations dans des coentreprises*, et SIC-13, *Entités contrôlées conjointement – Apports non monétaires par des coentrepreneurs*. IFRS 11 s'applique à l'ensemble des parties qui détiennent des intérêts dans un partenariat. Elle prévoit deux types de partenariats : les entreprises communes et les coentreprises. Dans le cadre d'une entreprise commune, les parties qui exercent un contrôle conjoint sur l'entreprise ont des droits sur les actifs et des obligations au titre des passifs relatifs à celle-ci. Ces parties doivent comptabiliser leur quote-part des actifs, des passifs, des produits et des charges. Dans le cadre d'une coentreprise, les parties qui exercent un contrôle conjoint sur l'entreprise ont des droits sur l'actif net de celle-ci et comptabilisent leur participation dans la coentreprise en appliquant la méthode de la mise en équivalence décrite dans IAS 28. IAS 28 prescrit la manière dont doivent être comptabilisées les participations dans des entreprises associées et précise les exigences relatives à l'application de la méthode de la mise en équivalence lors de la comptabilisation des entreprises associées et des coentreprises.

IFRS 12 intègre les informations à fournir au sujet des intérêts détenus dans d'autres entités et exige qu'une entité qui est une société mère fournisse de l'information au sujet des jugements et des hypothèses importants servant à déterminer si cette entité détient le contrôle, le contrôle conjoint ou une influence notable sur une autre entité, ainsi qu'à établir le type de partenariat, lorsque cet accord a été structuré sous forme de véhicule distinct. L'entité doit également fournir ces informations lorsque des modifications surviennent dans les faits et les circonstances qui sont susceptibles de modifier la conclusion de l'entité au cours de la période de déclaration. Les exigences d'information d'IFRS 12 s'appliquent aux états financiers consolidés intermédiaires des périodes au cours desquelles surviennent des événements ou des transactions significatifs qui justifient la présentation de telles informations. Autrement, les informations additionnelles seront incluses dans les états financiers consolidés annuels de la Société.

##### ii. Avantages du personnel

En septembre 2011, l'IASB a modifié IAS 19, *Avantages du personnel* (« IAS 19 »), de manière à modifier certains éléments ayant une incidence sur les régimes à prestations définies, notamment la comptabilisation de ce qui suit : les écarts actuariels dans les autres éléments du résultat global, les intérêts sur le passif (ou l'actif) net au titre des prestations définies dans le résultat net, et les coûts des services passés non acquis dans le résultat net à la première des deux dates suivantes : à la date de modification du régime ou à la date à laquelle l'entité comptabilise les coûts de restructuration correspondants ou les indemnités de cessation d'emploi correspondantes.

iii. Évaluation de la juste valeur

IFRS 13, *Évaluation de la juste valeur* (« IFRS 13 »), constitue une source unique de directives en vertu des IFRS pour toutes les évaluations de la juste valeur. IFRS 13 ne modifie pas les cas dans lesquels une entité est tenue d'utiliser la juste valeur, mais elle fournit plutôt des directives sur la façon d'évaluer la juste valeur en vertu des IFRS lorsque la juste valeur est permise ou requise. L'application d'IFRS 13 n'a eu aucune incidence importante sur la méthode qu'utilise la Société pour évaluer ses actifs et ses passifs non financiers.

IFRS 13 exige également la présentation d'informations précises sur les justes valeurs utilisées dans les états financiers consolidés. La Société a adopté les exigences d'information aux termes d'IAS 34, *Information financière intermédiaire*, à la note 5.

iv. Présentation des autres éléments du résultat global

En septembre 2011, l'IASB a apporté des modifications à IAS 1, *Présentation des états financiers* (« IAS 1 »). Ces modifications exigent que les autres éléments du résultat global soient classés en deux catégories, soit les éléments qui pourraient éventuellement être reclassés en résultat net et ceux qui ne le seront pas. L'impôt sur les autres éléments du résultat global doit être réparti de la même manière. Les états consolidés du résultat global du présent rapport intermédiaire ont été modifiés en vue de refléter les changements de présentation.

Les tableaux suivants présentent les principaux postes des états financiers afin de résumer l'incidence qu'a eue l'adoption d'IFRS 10, d'IFRS 11 et d'IAS 19 sur nos états financiers consolidés déjà publiés au 1<sup>er</sup> janvier 2012, au 31 décembre 2012 et pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2012 :

	Au 31 décembre 2012			Au 1 <sup>er</sup> janvier 2012		
	Montants déclarés antérieurement	Ajustement	Montants retraités	Montants déclarés antérieurement	Ajustement	Montants retraités
<b>Bilans consolidés :</b>						
Ressources durables.....	3 283 \$	233 \$	3 516 \$	3 155 \$	226 \$	3 381 \$
Placements.....	11 689	(71)	11 618	9 401	(69)	9 332
Total de l'actif .....	<u>108 644</u>	<u>218</u>	<u>108 862</u>	<u>91 022</u>	<u>214</u>	<u>91 236</u>
Emprunts hypothécaires grevant des propriétés précises.....	33 648 \$	72 \$	33 720 \$	28 415 \$	72 \$	28 487 \$
Capitaux propres						
Participations ne donnant pas le contrôle .....	23 190	97	23 287	18 516	96	18 612
Actions ordinaires.....	18 160	(10)	18 150	16 743	(6)	16 737
Total du passif et des capitaux propres .....	<u>108 644</u>	<u>218</u>	<u>108 862</u>	<u>91 022</u>	<u>214</u>	<u>91 236</u>
	Trimestre clos le 30 septembre 2012			Période de neuf mois close le 30 septembre 2012		
	Montants déclarés antérieurement	Ajustement	Montants retraités	Montants déclarés antérieurement	Ajustement	Montants retraités
<b>Compte consolidé de résultat :</b>						
Total des produits et autres profits.....	4 644 \$	17 \$	4 661 \$	13 075 \$	50 \$	13 125 \$
Bénéfice net.....	872	3	875	1 971	5	1 976
Bénéfice net attribuable aux actionnaires .....	<u>334</u>	<u>—</u>	<u>334</u>	<u>888</u>	<u>—</u>	<u>888</u>
<b>État consolidé du résultat global :</b>						
Autres éléments du résultat global.....	216 \$	(1) \$	215 \$	(30) \$	(7) \$	(37) \$
Autres éléments du résultat global attribuable aux actionnaires .....	59	—	59	(24)	(4)	(28)
Résultat global .....	1 088	2	1 090	1 941	(2)	1 939
Résultat global attribuable aux actionnaires.....	<u>393</u>	<u>—</u>	<u>393</u>	<u>864</u>	<u>(4)</u>	<u>860</u>

## **Modifications futures de méthodes comptables**

### *Instruments financiers*

L'IASB a publié IFRS 9, *Instruments financiers* (« IFRS 9 »), le 12 novembre 2009. Cette norme remplacera IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation* (« IAS 39 »). IFRS 9 prescrit une seule approche pour déterminer si un actif financier doit être évalué au coût amorti ou à la juste valeur, en lieu et place des nombreuses règles d'IAS 39. L'approche d'IFRS 9 est fondée sur le modèle économique que suit l'entité pour la gestion des actifs financiers et sur les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de l'actif financier. La nouvelle norme exige également l'utilisation d'une méthode unique de dépréciation, remplaçant ainsi les multiples méthodes de dépréciation d'IAS 39. L'IASB a décidé à titre provisoire de reporter la date d'entrée en vigueur obligatoire d'IFRS 9; celle-ci ne sera fixée que lorsque les exigences en matière de dépréciation, de classement et d'évaluation auront été établies. La Société n'a pas encore déterminé l'incidence d'IFRS 9 sur ses états financiers consolidés.

## **DÉCLARATIONS DE LA DIRECTION ET CONTRÔLES INTERNES**

### **Contrôle interne à l'égard de l'information financière**

Au cours du trimestre clos le 30 septembre 2013, aucun changement n'a été apporté à notre contrôle interne à l'égard de l'information financière qui a eu, ou est raisonnablement susceptible d'avoir, une incidence importante sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière.

### **Déclarations en vertu de la Financial Supervision Act des Pays-Bas**

Comme l'exige le paragraphe 2c de l'article 5:25d de la Financial Supervision Act des Pays-Bas (la « Loi des Pays-Bas »), les membres du comité de direction (au sens défini par la Loi des Pays-Bas) confirment qu'à leur connaissance :

les états financiers inclus dans le présent rapport intermédiaire donnent une image fidèle des actifs, des passifs, de la situation financière et du résultat net de la Société, ainsi que des activités comprises dans la consolidation prise dans son ensemble;

le rapport de gestion inclus dans le présent rapport intermédiaire comprend une analyse fidèle des renseignements requis en vertu du paragraphe 8 et, s'il y a lieu, du paragraphe 9 de l'article 5:25d de la Loi des Pays-Bas concernant la Société, ainsi que des activités comprises dans la consolidation prise dans son ensemble.

## **CONTEXTE COMMERCIAL ET RISQUES**

### **Risques généraux**

#### *Litiges*

La Securities and Exchange Commission des États-Unis (la « SEC ») et le Department of Justice des États-Unis (le « DOJ ») conduisent chacun une enquête relativement à des allégations selon lesquelles une de nos filiales brésiliennes versait à des tiers au Brésil des sommes qui servaient ensuite à payer des fonctionnaires municipaux afin d'obtenir des permis et d'autres avantages, ce que nous savions. Nous sommes conscients qu'il est courant que la SEC et le DOJ mènent chacun leur enquête dans la même affaire. La SEC et le DOJ nous ont demandé de leur fournir des renseignements et nous coopérons avec les deux instances. En 2012, nous avons retenu les services d'un grand cabinet de droit international, que nous avons chargé de mener une enquête indépendante sur les allégations en question. D'après les résultats de cette enquête, nous n'avons aucune raison de croire que notre filiale brésilienne a commis une quelconque faute; nous espérons que cette affaire pourra se régler en temps voulu. Nous croyons que l'issue juridique de cette affaire ne devrait pas avoir d'incidence importante sur le plan financier pour la Société.

## MISE EN GARDE À L'ÉGARD DES DÉCLARATIONS ET DES INFORMATIONS PROSPECTIVES

Le présent rapport contient de l'« information prospective » prescrite par les lois sur les valeurs mobilières des provinces canadiennes et des « déclarations prospectives » au sens de l'article 27A de la Securities Act of 1933 des États-Unis et de l'article 21E de la Securities Exchange Act of 1934 des États-Unis dans leur version modifiée respective, de dispositions refuges prévues dans la Private Securities Litigation Reform Act of 1995 des États-Unis et de toute réglementation canadienne sur les valeurs mobilières applicable. Les déclarations prospectives comprennent des déclarations qui sont de nature prévisionnelle, dépendent de conditions ou d'événements futurs ou s'y rapportent, comprennent des déclarations pouvant porter sur les activités, les affaires, la situation financière, les résultats financiers attendus, la performance, les prévisions, les occasions, les priorités, les cibles, les buts, les objectifs continus, les stratégies et les perspectives de la Société et de ses filiales, de même que les perspectives économiques en Amérique du Nord et à l'échelle mondiale, pour l'exercice en cours et les périodes à venir, et comprennent des termes tels que « s'attendre à », « anticiper », « planifier », « croire », « estimer », « chercher à », « avoir l'intention de », « viser », « projeter » et « prévoir », ainsi que les formes négatives de ces termes et d'autres expressions semblables, ou se caractérisent par l'emploi de la forme future ou conditionnelle de verbes tels que « être », « devoir » et « pouvoir ».

Bien que nous soyons d'avis que nos résultats, notre performance et nos réalisations futurs énoncés ou sous-entendus dans l'information et les déclarations prospectives sont fondés sur des hypothèses et des attentes raisonnables, le lecteur ne doit pas accorder une confiance indue à l'information et aux déclarations prospectives puisque celles-ci sous-tendent des risques, des incertitudes et d'autres facteurs, connus ou non, dont plusieurs sont indépendants de notre volonté, qui pourraient faire en sorte que le rendement, les réalisations ou les résultats réels de la Société diffèrent sensiblement des résultats, du rendement ou des réalisations futurs attendus qui sont énoncés ou sous-entendus dans cette information et ces déclarations prospectives.

Les facteurs qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent sensiblement de ceux qui sont envisagés ou indiqués implicitement dans les déclarations prospectives sont notamment les suivants : l'incidence ou l'incidence imprévue de la conjoncture économique, de la situation politique et des marchés des pays dans lesquels nous exerçons nos activités; le comportement des marchés des capitaux, notamment les fluctuations des taux d'intérêt et de change; les marchés boursiers et financiers mondiaux et la disponibilité du financement et du refinancement par actions et par emprunt au sein de ces marchés; les mesures stratégiques, notamment les cessions; la capacité de réaliser et d'intégrer de façon efficace les acquisitions à nos activités existantes et la capacité de générer les bénéfices prévus; les changements de conventions et de méthodes comptables utilisées pour présenter la situation financière (y compris les incertitudes liées aux hypothèses et aux estimations comptables critiques); l'incidence de l'application de modifications comptables futures; la concurrence; les risques liés à l'exploitation et à la réputation; les changements liés aux technologies; les changements liés à la réglementation gouvernementale et à la législation dans les pays où nous exerçons nos activités; les modifications des lois fiscales; les catastrophes, par exemple les tremblements de terre et les ouragans; les répercussions possibles des conflits internationaux ou d'autres événements, notamment des actes terroristes; les autres risques et facteurs décrits de façon détaillée à l'occasion dans les documents que nous déposons auprès des organismes de réglementation des valeurs mobilières au Canada et aux États-Unis.

Nous apportons cette mise en garde : la liste précédente des facteurs importants qui peuvent avoir des répercussions sur les résultats futurs n'est pas exhaustive. Lorsqu'ils se fient à nos déclarations prospectives pour prendre des décisions, les investisseurs et les autres personnes devraient examiner attentivement ces facteurs et autres incertitudes ainsi que les événements qui pourraient survenir. Sauf lorsque la loi l'exige, la Société ne s'engage nullement à publier une mise à jour de ces déclarations ou informations prospectives, de façon écrite ou orale, qui pourrait s'avérer nécessaire par suite de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou autrement.

# ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

## BILANS CONSOLIDÉS

(NON AUDITÉ)  
(EN MILLIONS)

	Note	30 sept. 2013	31 déc. 2012 <sup>1</sup>
<b>Actif</b>			
Trésorerie et équivalents de trésorerie.....		3 799 \$	2 850 \$
Autres actifs financiers.....	5,6	4 052	3 111
Débiteurs et autres.....	6	7 257	6 952
Stocks.....	6	6 478	6 581
Placements.....		12 868	11 618
Immeubles de placement.....		33 858	33 161
Immobilisations corporelles.....	7	30 937	31 148
Ressources durables.....		502	3 516
Immobilisations incorporelles.....		5 256	5 770
Goodwill.....		1 688	2 490
Actif d'impôt différé.....		1 425	1 665
<b>Total de l'actif.....</b>		<b>108 120 \$</b>	<b>108 862 \$</b>
<b>Passif et capitaux propres</b>			
Créditeurs et autres passifs.....	6	10 611 \$	11 652 \$
Emprunts de la Société.....		3 848	3 526
Emprunts sans recours			
Emprunts grevant des propriétés précises.....	6	33 329	33 720
Emprunts de filiales.....	6	7 233	7 585
Passif d'impôt différé.....		6 180	6 425
Titres de capital.....		812	1 191
Participations d'autres entités dans des fonds consolidés.....		483	425
Capitaux propres			
Actions privilégiées.....		3 098	2 901
Participations ne donnant pas le contrôle.....		25 153	23 287
Actions ordinaires.....	8	17 373	18 150
Total des capitaux propres.....		45 624	44 338
<b>Total du passif et des capitaux propres.....</b>		<b>108 120 \$</b>	<b>108 862 \$</b>

1. Se reporter à la note 2b), « Adoption de normes comptables ».

## COMPTES CONSOLIDÉS DE RÉSULTAT

(NON AUDITÉ) POUR LES PÉRIODES CLOSES LES 30 SEPT. (EN MILLIONS, SAUF LES MONTANTS PAR ACTION)	Note	Trimestres		Périodes de neuf mois	
		2013	2012 <sup>1</sup>	2013	2012 <sup>1</sup>
Total des produits et autres profits.....	9	<b>5 176 \$</b>	4 661 \$	<b>15 293 \$</b>	13 125 \$
Charges directes.....		<b>(3 230)</b>	(3 420)	<b>(10 256)</b>	(9 568)
Autres produits .....	10	<b>525</b>	—	<b>525</b>	—
Résultat comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence .....		<b>194</b>	254	<b>684</b>	899
Charges					
Intérêts .....		<b>(617)</b>	(593)	<b>(1 940)</b>	(1 862)
Charges du siège social.....		<b>(36)</b>	(41)	<b>(116)</b>	(118)
Éléments d'évaluation					
Variations de la juste valeur.....	11	<b>104</b>	495	<b>630</b>	738
Amortissements .....		<b>(357)</b>	(327)	<b>(1 095)</b>	(911)
Impôt sur le résultat .....					
Bénéfice net .....		<b>(264)</b>	(154)	<b>(731)</b>	(327)
		<b>1 495 \$</b>	875 \$	<b>2 994 \$</b>	1 976 \$
Bénéfice net attribuable aux :					
Actionnaires.....		<b>813 \$</b>	334 \$	<b>1 403 \$</b>	888 \$
Participations ne donnant pas le contrôle.....		<b>682</b>	541	<b>1 591</b>	1 088
		<b>1 495 \$</b>	875 \$	<b>2 994 \$</b>	1 976 \$
Bénéfice net par action :					
Dilué .....	8	<b>1,23 \$</b>	0,48 \$	<b>2,05 \$</b>	1,25 \$
De base .....	8	<b>1,26 \$</b>	0,49 \$	<b>2,10 \$</b>	1,28 \$

1. Se reporter à la note 2b), « Adoption de normes comptables ».

# ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT GLOBAL

(NON AUDITÉ)  
POUR LES PÉRIODES CLOSES LES 30 SEPT.  
(EN MILLIONS)

	Trimestres		Périodes de neuf mois	
	2013	2012 <sup>1</sup>	2013	2012 <sup>1</sup>
Bénéfice net.....	<b>1 495 \$</b>	875 \$	<b>2 994 \$</b>	1 976 \$
Autres éléments du résultat global				
Éléments susceptibles d'être reclassés en résultat net				
Éléments d'évaluation				
Contrats financiers et contrats de vente d'énergie.....	32	(132)	278	(147)
Titres disponibles à la vente .....	(25)	21	(38)	57
Placements comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence.....	—	(1)	23	4
	<b>7</b>	(112)	<b>263</b>	(86)
Écart de change .....	<b>369</b>	316	<b>(1 679)</b>	(20)
Impôt sur le résultat.....	<b>(11)</b>	15	<b>(74)</b>	14
	<b>365</b>	219	<b>(1 490)</b>	(92)
Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat net				
Éléments d'évaluation				
Réévaluation des immobilisations corporelles.....	(2)	4	(3)	63
Réévaluation des obligations à l'égard des régimes de retraite.	10	(10)	16	(28)
Placements comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence.....	8	—	6	—
	<b>16</b>	(6)	<b>19</b>	35
Impôt sur le résultat.....	<b>(12)</b>	2	<b>10</b>	20
	<b>4</b>	(4)	<b>29</b>	55
Autres éléments du résultat global.....	<b>369</b>	215	<b>(1 461)</b>	(37)
Résultat global.....	<b>1 864 \$</b>	1 090 \$	<b>1 533 \$</b>	1 939 \$
Attribuable aux :				
Actionnaires				
Bénéfice net.....	<b>813 \$</b>	334 \$	<b>1 403 \$</b>	888 \$
Autres éléments du résultat global.....	<b>129</b>	59	<b>(689)</b>	(28)
Résultat global.....	<b>942 \$</b>	393 \$	<b>714 \$</b>	860 \$
Participations ne donnant pas le contrôle				
Bénéfice net.....	<b>682 \$</b>	541 \$	<b>1 591 \$</b>	1 088 \$
Autres éléments du résultat global.....	<b>240</b>	156	<b>(772)</b>	(9)
Résultat global.....	<b>922 \$</b>	697 \$	<b>819 \$</b>	1 079 \$

1. Se reporter à la note 2b), « Adoption de normes comptables ».

# ÉTATS CONSOLIDÉS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

(NON AUDITÉ) TRIMESTRE CLOS LE 30 SEPT. 2013 (EN MILLIONS)	Cumul des autres éléments du résultat global										Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
	Capital social ordinaire	Surplus d'apport	Bénéfices non distribués	Changements de propriété <sup>1</sup>	Écart de réévaluation	Écart de change	Autres réserves	Actions ordinaires	Actions privilégiées			
Solde au 30 juin 2013	2 851 \$	148 \$	5 976 \$	700 \$	6 885 \$	415 \$	(287) \$	16 688 \$	3 098 \$	24 308 \$	44 094 \$	
Variations au cours de la période												
Bénéfice net	—	—	813	—	—	—	—	813	—	682	1 495	
Autres éléments du résultat global	—	—	—	—	—	101	28	129	—	240	369	
Résultat global	—	—	813	—	—	101	28	942	—	922	1 864	
Distributions aux actionnaires												
Actions ordinaires	—	—	(93)	—	—	—	—	(93)	—	—	(93)	
Actions privilégiées	—	—	(37)	—	—	—	—	(37)	—	—	(37)	
Participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(232)	(232)	
Autres éléments												
Émissions de titres de capitaux propres, déduction faite des rachats	2	—	(76)	—	—	—	—	(74)	—	(137)	(211)	
Rémunération fondée sur des actions	—	10	(2)	—	—	—	—	8	—	6	14	
Changements de propriété	—	—	—	(61)	—	—	—	(61)	—	286	225	
Total des variations au cours de la période	2	10	605	(61)	—	101	28	685	—	845	1 530	
Solde au 30 septembre 2013	2 853 \$	158 \$	6 581 \$	639 \$	6 885 \$	516 \$	(259) \$	17 373 \$	3 098 \$	25 153 \$	5 624 \$	

1. Comprend les profits ou les pertes découlant des changements de propriété des participations dans les filiales consolidées.

(NON AUDITÉ) TRIMESTRE CLOS LE 30 SEPT. 2012 (EN MILLIONS)	Cumul des autres éléments du résultat global										Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
	Capital social ordinaire	Surplus d'apport	Bénéfices non distribués	Changements de propriété <sup>1</sup>	Écart de réévaluation	Écart de change	Autres réserves	Actions ordinaires	Actions privilégiées			
Solde au 30 juin 2012	2 825 \$	141 \$	6 238 \$	463 \$	6 458 \$	1 287 \$	(499) \$	16 913 \$	2 443 \$	19 751 \$	39 107 \$	
Variations au cours de la période												
Bénéfice net	—	—	334	—	—	—	—	334	—	541	875	
Autres éléments du résultat global	—	—	—	—	—	132	(73)	59	—	156	215	
Résultat global	—	—	334	—	—	132	(73)	393	—	697	1 090	
Distributions aux actionnaires												
Actions ordinaires	—	—	(86)	—	—	—	—	(86)	—	—	(86)	
Actions privilégiées	—	—	(32)	—	—	—	—	(32)	—	—	(32)	
Participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(166)	(166)	
Autres éléments												
Émissions de titres de capitaux propres, déduction faite des rachats	12	—	(8)	—	—	—	—	4	257	759	1 020	
Rémunération fondée sur des actions	—	8	—	—	—	—	—	8	—	10	18	
Changements de propriété	—	—	—	2	—	—	—	2	—	(5)	(3)	
Total des variations au cours de la période	12	8	208	2	—	132	(73)	289	257	1 295	1 841	
Solde au 30 septembre 2012	2 837 \$	149 \$	6 446 \$	465 \$	6 458 \$	1 419 \$	(572) \$	17 202 \$	2 700 \$	21 046 \$	40 948 \$	

- Comprend les profits ou les pertes découlant des changements de propriété des participations dans les filiales consolidées.
- Se reporter à la note 2b), « Adoption de normes comptables ».

# ÉTATS CONSOLIDÉS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

(NON AUDITÉ) PÉRIODE DE NEUF MOIS CLOSE LE 30 SEPT. 2013 (EN MILLIONS)	Cumul des autres éléments du résultat global										
	Capital social ordinaire	Surplus d'apport	Bénéfices non distribués	Changements de propriété <sup>1</sup>	Écart de réévaluation	Écart de change	Autres réserves	Actions ordinaires	Actions privilégiées	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Solde au 31 décembre 2012 <sup>2</sup> ..	2 855 \$	149 \$	6 813 \$	487 \$	6 890 \$	1 405 \$	(449) \$	18 150 \$	2 901 \$	23 287 \$	44 338 \$
Variations au cours de la période											
Bénéfice net.....	—	—	1 403	—	—	—	—	1 403	—	1 591	2 994
Autres éléments du résultat global .....	—	—	—	—	(5)	(857)	173	(689)	—	(772)	(1 461)
Résultat global.....	—	—	1 403	—	(5)	(857)	173	714	—	819	1 533
Distributions aux actionnaires											
Actions ordinaires <sup>3</sup> .....	—	—	(1 162)	—	—	(32)	17	(1 177)	—	906	(271)
Actions privilégiées .....	—	—	(109)	—	—	—	—	(109)	—	—	(109)
Participations ne donnant pas le contrôle .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(633)	(633)
Autres éléments											
Émissions de titres de capitaux propres, déduction faite des rachats .....	(2)	—	(331)	—	—	—	—	(333)	197	788	652
Rémunération fondée sur des actions.....	—	9	(30)	—	—	—	—	(21)	—	16	(5)
Changements de propriété .....	—	—	(3)	152	—	—	—	149	—	(30)	119
Total des variations au cours de la période.....	(2)	9	(232)	152	(5)	(889)	190	(777)	197	1 866	1 286
Solde au 30 septembre 2013 ..	2 853 \$	158 \$	6 581 \$	639 \$	6 885 \$	516 \$	(259) \$	17 373 \$	3 098 \$	25 153 \$	45 624 \$

1. Comprend les profits ou les pertes découlant des changements de propriété des participations dans les filiales consolidées.
2. Se reporter à la note 2b), « Adoption de normes comptables ».
3. Comprend un dividende spécial de 906 M\$ sous forme de parts de Brookfield Property Partners L.P. en faveur des participations ne donnant pas le contrôle.

(NON AUDITÉ) PÉRIODE DE NEUF MOIS CLOSE LE 30 SEPT. 2012 (EN MILLIONS)	Cumul des autres éléments du résultat global										
	Capital social ordinaire	Surplus d'apport	Bénéfices non distribués	Changements de propriété <sup>1</sup>	Écart de réévaluation	Écart de change	Autres réserves	Actions ordinaires	Actions privilégiées	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Solde au 31 décembre 2011 ..	2 816 \$	125 \$	5 982 \$	475 \$	6 399 \$	1 456 \$	(510) \$	16 743 \$	2 140 \$	18 516 \$	37 399 \$
Modifications de méthodes comptables <sup>2</sup> .....	—	—	6	—	—	—	(12)	(6)	—	96	90
Variations au cours de la période											
Bénéfice net .....	—	—	888	—	—	—	—	888	—	1 088	1 976
Autres éléments du résultat global .....	—	—	—	—	59	(37)	(50)	(28)	—	(9)	(37)
Résultat global.....	—	—	888	—	59	(37)	(50)	860	—	1 079	1 939
Distributions aux actionnaires											
Actions ordinaires.....	—	—	(254)	—	—	—	—	(254)	—	—	(254)
Actions privilégiées .....	—	—	(94)	—	—	—	—	(94)	—	—	(94)
Participations ne donnant pas le contrôle .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(532)	(532)
Autres éléments											
Émissions de titres de capitaux propres, déduction faite des rachats .....	21	—	(104)	—	—	—	—	(83)	560	1 136	1 613
Rémunération fondée sur des actions.....	—	24	—	—	—	—	—	24	—	15	39
Changements de propriété .....	—	—	22	(10)	—	—	—	12	—	736	748
Total des variations au cours de la période.....	21	24	458	(10)	59	(37)	(50)	465	560	2 434	3 459
Solde au 30 septembre 2012 ..	2 837 \$	149 \$	6 446 \$	465 \$	6 458 \$	1 419 \$	(572) \$	17 202 \$	2 700 \$	21 046 \$	40 948 \$

1. Comprend les profits ou les pertes découlant des changements de propriété des participations dans les filiales consolidées.
2. Se reporter à la note 2b), « Adoption de normes comptables ».

## TABLEAUX CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

(NON AUDITÉ)  
POUR LES PÉRIODES CLOSÉS LES 30 SEPT.  
(EN MILLIONS)

	Note	Trimestres		Périodes de neuf mois	
		2013	2012 <sup>1</sup>	2013	2012 <sup>1</sup>
<b>Activités opérationnelles</b>					
Bénéfice net .....		1 495 \$	875 \$	2 994 \$	1 976 \$
Autres produits et profits .....	9,10	(1 189)	—	(1 189)	—
Quote-part des bénéfices non distribués comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence.....		(112)	(185)	(408)	(702)
Variations de la juste valeur.....		(104)	(495)	(630)	(738)
Amortissements .....		357	327	1 095	911
Impôt différé.....		229	123	615	227
		<b>676</b>	<b>645</b>	<b>2 477</b>	<b>1 674</b>
Investissements dans les activités d'aménagement résidentiel.....		(90)	(321)	(388)	(1 017)
Variation nette des soldes hors trésorerie du fonds de roulement.....		125	65	(389)	(102)
		<b>711</b>	<b>389</b>	<b>1 700</b>	<b>555</b>
<b>Activités de financement</b>					
Emprunts de la Société contractés .....		405	429	755	852
Emprunts de la Société remboursés .....		(4)	—	(149)	(350)
Papier commercial et emprunts bancaires, montant net .....		20	(659)	(170)	(81)
Emprunts hypothécaires grevant des propriétés précises contractés.....		2 097	1 456	8 805	4 583
Emprunts hypothécaires grevant des propriétés précises remboursés.....		(1 769)	(1 328)	(7 879)	(4 334)
Autres emprunts de filiales contractés .....		1 868	1 689	4 767	3 780
Autres emprunts de filiales remboursés .....		(2 649)	(1 855)	(4 318)	(2 751)
Remboursement de titres de capital .....		(142)	—	(343)	(405)
Capital fourni par les partenaires au sein du Fonds.....		18	38	51	95
Capital fourni par les actionnaires ne détenant pas le contrôle		957	856	2 160	1 504
Capital remboursé aux actionnaires ne détenant pas le contrôle .....		(1 094)	(97)	(1 372)	(368)
Émissions d'actions privilégiées.....		—	249	191	543
Émissions d'actions ordinaires.....		9	12	51	40
Rachats d'actions ordinaires .....		(85)	—	(385)	(106)
Distributions aux actionnaires ne détenant pas le contrôle.		(232)	(166)	(633)	(532)
Distributions aux actionnaires.....		(130)	(118)	(380)	(348)
		<b>(731)</b>	<b>506</b>	<b>1 151</b>	<b>2 122</b>
<b>Activités d'investissement</b>					
<b>Acquisitions</b>					
Immeubles de placement.....		(606)	(619)	(2 097)	(1 457)
Immobilisations corporelles.....		(463)	(375)	(1 287)	(1 263)
Ressources durables .....		(42)	—	(50)	—
Placements .....		(628)	(329)	(1 015)	(914)
Autres actifs financiers .....		(820)	(405)	(1 699)	(936)
<b>Cessions</b>					
Immeubles de placement.....		697	206	1 229	768
Immobilisations corporelles.....		503	10	557	73
Ressources durables .....		1 561	—	1 736	—
Placements .....		—	98	188	335
Autres actifs financiers .....		364	684	910	1 280
Liquidités et dépôts soumis à restrictions .....		(10)	20	(281)	(1)
Acquisition de filiales, déduction faite des cessions .....		2	20	21	198
		<b>558</b>	<b>(690)</b>	<b>(1 788)</b>	<b>(1 917)</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie</b>					
Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ..		538	205	1 063	760
Écart de réévaluation de change.....		(3)	16	(114)	(25)
Solde au début de la période .....		3 264	2 545	2 850	2 031
Solde à la fin de la période.....		<b>3 799 \$</b>	<b>2 766 \$</b>	<b>3 799 \$</b>	<b>2 766 \$</b>

1. Se reporter à la note 2b), « Adoption de normes comptables ».

## NOTES ANNEXES

### 1. INFORMATION SUR LA SOCIÉTÉ

Brookfield Asset Management Inc. (« Brookfield » ou la « Société ») est une société de gestion d'actifs alternatifs d'envergure mondiale. La Société possède et gère des actifs en axant ses activités sur les propriétés, l'énergie renouvelable, les infrastructures et le capital-investissement. La Société est inscrite à la Bourse de New York, à la Bourse de Toronto et à la Bourse Euronext sous les symboles BAM, BAM.A et BAMA, respectivement. La Société a été constituée conformément à des statuts de fusion en vertu de la *Loi sur les sociétés par actions* (Ontario) et est inscrite en Ontario, au Canada. Le bureau principal de la Société est situé à Brookfield Place, 181 Bay Street, suite 300, Toronto (Ontario) M5J 2T3.

### 2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

#### a) Déclaration de conformité

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été préparés conformément à la Norme comptable internationale (« IAS ») 34, *Information financière intermédiaire*, et selon les mêmes méthodes comptables publiées dans les états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 31 décembre 2012, sauf dans les cas mentionnés à la note 2b) ci-après.

Ces états financiers intermédiaires doivent être lus en parallèle avec le plus récent rapport annuel publié par la Société, qui comprend l'information nécessaire ou pertinente pour comprendre les activités de la Société et la présentation des états financiers. Plus particulièrement, les principales méthodes comptables de la Société sont présentées à la note 2 des états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2012 inclus dans le rapport annuel.

Les états financiers consolidés intermédiaires ne sont pas audités, et ils reflètent tous les ajustements (soit les ajustements récurrents normaux) qui, de l'avis de la direction, sont nécessaires afin de refléter fidèlement les résultats pour les périodes intermédiaires conformément aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS »), telles qu'elles ont été publiées par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB »).

Les résultats présentés dans ces états financiers consolidés intermédiaires ne représentent pas nécessairement les résultats qui pourraient être obtenus pour l'exercice entier. Certains montants des périodes de l'exercice précédent ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle de la période considérée.

La publication des présents états financiers consolidés intermédiaires a été autorisée par le conseil d'administration de la Société le 7 novembre 2013.

#### b) Adoption de normes comptables

##### i. États financiers consolidés, coentreprises et informations à fournir

En mai 2011, l'IASB a publié trois normes, soit IFRS 10, *États financiers consolidés* (« IFRS 10 »), IFRS 11, *Partenariats* (« IFRS 11 »), et IFRS 12, *Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités* (« IFRS 12 »), et a modifié deux normes, soit IAS 27, *États financiers individuels* (« IAS 27 »), et IAS 28, *Participations dans des entreprises associées et des coentreprises* (« IAS 28 »). Chacune de ces normes, nouvelles et modifiées, a pris effet le 1<sup>er</sup> janvier 2013.

IFRS 10 remplace IAS 27 et SIC-12, *Consolidation – Entités ad hoc* (« SIC-12 »). Les exigences en matière de consolidation sont supprimées d'IAS 27 et désormais intégrées dans IFRS 10. IFRS 10 identifie le contrôle comme la seule base pour la consolidation, sans tenir compte de la nature de l'entité émettrice, ce qui élimine l'approche de SIC-12 basée sur les risques et les avantages. Pour qu'un investisseur puisse conclure qu'il exerce le contrôle sur une entité émettrice, il doit exercer le pouvoir sur les décisions d'ordre financier et opérationnel de l'entité émettrice, être exposé et avoir droit à des rendements variables de cette autre entité émettrice, et avoir la capacité d'utiliser son pouvoir sur l'entité émettrice de manière à influencer sur ses rendements. IFRS 10 exige qu'un investisseur évalue en permanence les modifications du contrôle qu'il exerce sur l'entité émettrice et les modifications apportées à son exposition ou à ses droits relativement aux rendements variables de celle-ci.

IFRS 11 remplace IAS 31, *Participations dans des coentreprises*, et SIC-13, *Entités contrôlées conjointement – Apports non monétaires par des coentrepreneurs*. IFRS 11 s'applique à l'ensemble des parties qui détiennent des intérêts dans un partenariat. Elle prévoit deux types de partenariats : les entreprises communes et les coentreprises. Dans le cadre d'une entreprise commune, les parties qui exercent un contrôle conjoint sur l'entreprise ont des droits sur les actifs et des obligations au titre des passifs relatifs à celle-ci. Ces parties doivent comptabiliser leur quote-part des actifs, des passifs, des produits et des charges. Dans le cadre d'une coentreprise, les parties qui exercent un contrôle conjoint sur l'entreprise ont des droits sur l'actif net de celle-ci et comptabilisent leur participation dans la coentreprise en appliquant la méthode de la mise en équivalence décrite dans IAS 28. IAS 28 prescrit la manière dont doivent être comptabilisées les participations dans des entreprises associées et précise les exigences relatives à l'application de la méthode de la mise en équivalence lors de la comptabilisation des entreprises associées et des coentreprises.

IFRS 12 intègre les informations à fournir au sujet des intérêts détenus dans d'autres entités et exige qu'une entité qui est une société mère fournisse de l'information au sujet des jugements et des hypothèses importants servant à déterminer si cette entité détient le contrôle, le contrôle conjoint ou une influence notable sur une autre entité, ainsi qu'à établir le type de partenariat, lorsque cet accord a été structuré sous forme de véhicule distinct. L'entité doit également fournir ces informations lorsque des modifications surviennent dans les faits et les circonstances qui sont susceptibles de modifier la conclusion de l'entité au cours de la période de déclaration. Les exigences d'information d'IFRS 12 s'appliquent aux états financiers consolidés intermédiaires des périodes au cours desquelles surviennent des événements ou des transactions significatifs qui justifient la présentation de telles informations. Autrement, les informations additionnelles seront incluses dans les états financiers consolidés annuels de la Société.

#### ii. Avantages du personnel

En septembre 2011, l'IASB a modifié IAS 19, *Avantages du personnel* (« IAS 19 »), de manière à modifier certains éléments ayant une incidence sur les régimes à prestations définies, notamment la comptabilisation de ce qui suit : les écarts actuariels dans les autres éléments du résultat global, les intérêts sur le passif (ou l'actif) net au titre des prestations définies dans le résultat net, et les coûts des services passés non acquis dans le résultat net à la première des deux dates suivantes : à la date de modification du régime ou à la date à laquelle l'entité comptabilise les coûts de restructuration correspondants ou les indemnités de cessation d'emploi correspondantes.

#### iii. Évaluation de la juste valeur

IFRS 13, *Évaluation de la juste valeur* (« IFRS 13 »), constitue une source unique de directives en vertu des IFRS pour toutes les évaluations de la juste valeur. IFRS 13 ne modifie pas les cas dans lesquels une entité est tenue d'utiliser la juste valeur, mais elle fournit plutôt des directives sur la façon d'évaluer la juste valeur en vertu des IFRS lorsque la juste valeur est permise ou requise. L'application d'IFRS 13 n'a eu aucune incidence importante sur la méthode qu'utilise la Société pour évaluer ses actifs et ses passifs non financiers.

IFRS 13 exige également la présentation d'informations précises sur les justes valeurs utilisées dans les états financiers consolidés. La Société a adopté les exigences d'information supplémentaire aux termes d'IAS 34, *Information financière intermédiaire*, à la note 5.

#### iv. Présentation des autres éléments du résultat global

En septembre 2011, l'IASB a apporté des modifications à IAS 1, *Présentation des états financiers* (« IAS 1 »). Ces modifications exigent que les autres éléments du résultat global soient classés en deux catégories, soit les éléments qui pourraient éventuellement être reclassés en résultat net et ceux qui ne le seront pas. L'impôt sur les autres éléments du résultat global doit être réparti de la même manière. Les états consolidés du résultat global du présent rapport intermédiaire ont été modifiés en vue de refléter les changements de présentation.

Les tableaux suivants présentent les principaux postes des états financiers afin de résumer l'incidence qu'a eue l'adoption d'IFRS 10, d'IFRS 11 et d'IAS 19 sur nos états financiers consolidés déjà publiés au 1<sup>er</sup> janvier 2012, au 31 décembre 2012 et pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2012 :

	Au 31 décembre 2012			Au 1 <sup>er</sup> janvier 2012		
	Montants déclarés antérieurement	Ajustement	Montants retraités	Montants déclarés antérieurement	Ajustement	Montants retraités
Bilans consolidés :						
Ressources durables.....	3 283 \$	233 \$	3 516 \$	3 155 \$	226 \$	3 381 \$
Placements.....	11 689	(71)	11 618	9 401	(69)	9 332
Total de l'actif .....	<u>108 644</u>	<u>218</u>	<u>108 862</u>	<u>91 022</u>	<u>214</u>	<u>91 236</u>
Emprunts hypothécaires grevant des propriétés précises.....						
Capitaux propres						
Participations ne donnant pas le contrôle .....	23 190	97	23 287	18 516	96	18 612
Actions ordinaires.....	18 160	(10)	18 150	16 743	(6)	16 737
Total du passif et des capitaux propres .....	<u>108 644</u>	<u>218</u>	<u>108 862</u>	<u>91 022</u>	<u>214</u>	<u>91 236</u>

	Trimestre clos le 30 septembre 2012			Période de neuf mois close le 30 septembre 2012		
	Montants déclarés antérieu- rement	Ajustement	Montants retraités	Montants déclarés antérieu- rement	Ajustement	Montants retraités
Compte consolidé de résultat :						
Total des produits et autres profits.....	4 644 \$	17 \$	4 661 \$	13 075 \$	50 \$	13 125 \$
Bénéfice net.....	872	3	875	1 971	5	1 976
Bénéfice net attribuable aux actionnaires .....	334	—	334	888	—	888
État consolidé du résultat global :						
Autres éléments du résultat global.....	216 \$	(1) \$	215 \$	(30) \$	(7) \$	(37) \$
Autres éléments du résultat global attribuable aux actionnaires .....	59	—	59	(24)	(4)	(28)
Résultat global.....	1 088	2	1 090	1 941	(2)	1 939
Résultat global attribuable aux actionnaires.....	393	—	393	864	(4)	860

### c) Modifications futures de méthodes comptables

#### Instruments financiers

L'IASB a publié IFRS 9, *Instruments financiers* (« IFRS 9 »), le 12 novembre 2009. Cette norme remplacera IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation* (« IAS 39 »). IFRS 9 prescrit une seule approche pour déterminer si un actif financier doit être évalué au coût amorti ou à la juste valeur, en lieu et place des nombreuses règles d'IAS 39. L'approche d'IFRS 9 est fondée sur le modèle économique que suit l'entité pour la gestion des actifs financiers et sur les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de l'actif financier. La nouvelle norme exige également l'utilisation d'une méthode unique de dépréciation, remplaçant ainsi les multiples méthodes de dépréciation d'IAS 39. L'IASB a décidé à titre provisoire de reporter la date d'entrée en vigueur obligatoire d'IFRS 9; celle-ci ne sera fixée que lorsque les exigences en matière de dépréciation, de classement et d'évaluation auront été établies. La Société n'a pas encore déterminé l'incidence d'IFRS 9 sur ses états financiers consolidés.

## 3. INFORMATION SECTORIELLE

### a) Secteurs opérationnels

À des fins de gestion, les activités de la Société sont regroupées dans cinq secteurs opérationnels pour lesquels la Société prend des décisions relatives à l'exploitation et à l'attribution du capital et évalue la performance.

- i. Le secteur « Gestion d'actifs et autres services » comprend nos services liés à la gestion d'actifs, à la construction et aux immeubles. Ces activités génèrent des honoraires de services contractuels gagnés auprès d'entités consolidées qui sont inclus dans nos autres secteurs et auprès de tiers relativement à la prestation de services de gestion, y compris la gestion de nos fonds de capital-investissement institutionnels et de nos entités cotées en Bourse, à la gestion de projets de construction et aux activités liées à la relocalisation résidentielle, aux franchises et au courtage. Ces activités se distinguent également par l'utilisation relativement faible des immobilisations corporelles par rapport à nos autres secteurs d'activité.
- ii. Les activités liées aux immeubles concernent principalement les immeubles de bureaux, les immeubles de commerce de détail et l'investissement dans des occasions et dans d'autres immeubles situés surtout dans les grandes villes d'Amérique du Nord, d'Australie, du Brésil et d'Europe. Le bénéfice tiré des activités liées aux immeubles se compose principalement du revenu de location et, dans une moindre mesure, du revenu d'intérêt et de dividendes. Presque toutes ces activités sont détenues par l'intermédiaire de Brookfield Property Partners L.P., dans laquelle nous détenons une participation de 93 %.
- iii. Les activités de production d'énergie renouvelable sont principalement composées des centrales hydroélectriques faisant partie des réseaux hydrographiques nord-américains et brésiliens et des centrales éoliennes en Amérique du Nord. Les activités liées à l'énergie de la Société sont détenues et exploitées par l'intermédiaire d'une participation de 65 % dans Brookfield Renewable Energy Partners L.P. (« BREP ») et d'une filiale en propriété exclusive de la Société qui exerce des activités d'achat et de vente d'énergie, principalement au nom de BREP.
- iv. Les activités liées aux infrastructures concernent principalement les services publics, le transport et l'énergie, les terres d'exploitation forestière et l'aménagement agricole en Australie, en Amérique du Nord, en Europe et en Amérique du Sud, et sont principalement détenues et exploitées par l'intermédiaire d'une participation de 28 % dans Brookfield Infrastructure Partners L.P. et de placements directs dans certaines des activités liées aux ressources durables de la Société.

- v. Les activités liées au capital-investissement comprennent les placements et les activités supervisés par notre groupe du capital-investissement, dont les placements directs ainsi que les placements dans nos fonds de capital-investissement institutionnels. Le mandat de nos fonds de capital-investissement institutionnels consiste à investir dans une gamme variée de secteurs, même si actuellement, les portefeuilles contiennent un certain nombre de placements dont le rendement est touché de façon importante par le secteur de la construction d'habitations en Amérique du Nord. Les placements directs comprennent une participation dans Norbord Inc., un fabricant de panneaux, et deux entreprises du secteur résidentiel cotées en Bourse, soit Brookfield Residential Properties Inc., une société nord-américaine qui construit des immeubles résidentiels et qui aménage des terrains, et Brookfield Incorporações S.A., une société brésilienne qui aménage des copropriétés. Habituellement, les activités de ce secteur se caractérisent par une démarche de placement qui est davantage axée sur les occasions. En outre, ces activités ne sont pas intégrées aux principales plateformes d'exploitation, contrairement aux actifs de nos activités liées aux immeubles, à l'énergie renouvelable et aux infrastructures.

Toutes les autres activités au niveau de la Société qui ne sont pas attribuées à l'un de ces cinq secteurs opérationnels sont incluses dans les activités du siège social, telles que la trésorerie et les actifs financiers, les emprunts de la Société et les actions privilégiées, les titres de capital et le fonds de roulement net de la Société.

## **b) Base d'évaluation**

### **i. Flux de trésorerie liés aux opérations**

Les flux de trésorerie liés aux opérations sont une mesure clé de notre performance financière et se définissent comme le bénéfice net attribuable aux actionnaires avant les variations de la juste valeur, les amortissements et l'impôt futur, et comprennent certains profits sur cession qui ne sont pas autrement inclus dans le bénéfice net tel que celui-ci est déterminé en vertu des IFRS. Lorsque nous calculons les flux de trésorerie liés aux opérations, nous incluons notre quote-part des flux de trésorerie liés aux opérations des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence et excluons les coûts de transaction découlant de regroupements d'entreprises, lesquels doivent, en vertu des IFRS, être passés en charges à mesure qu'ils sont engagés. Nous incluons les profits sur cession dans les flux de trésorerie liés aux opérations, car nous considérons que l'achat et la vente d'actifs ont lieu dans le cours normal des activités de la Société. Nous utilisons les flux de trésorerie liés aux opérations pour évaluer les résultats opérationnels de chacun de nos secteurs d'activité. Nous n'utilisons pas les flux de trésorerie liés aux opérations comme une mesure de la trésorerie générée par nos activités. Nous calculons les flux de trésorerie liés aux opérations pour chaque secteur, et nous effectuons un rapprochement du total des flux de trésorerie liés aux opérations et du bénéfice, lequel est présenté à la note 3c).

Notre définition des flux de trésorerie liés aux opérations peut être différente de la définition utilisée par d'autres sociétés et de la définition de flux de trésorerie liés aux opérations utilisée par l'Association des biens immobiliers du Canada (la « REALpac ») et la National Association of Real Estate Investment Trusts, Inc. (la « NAREIT »), entre autres raisons parce que la définition de la NAREIT est fondée sur les PCGR des États-Unis et non sur les IFRS. Les principales différences observées lorsque nous rapprochons notre définition des flux de trésorerie liés aux opérations avec celle de la REALpac ou de la NAREIT sont liées au fait que nous incluons dans les flux de trésorerie liés aux opérations les éléments suivants : les profits ou les pertes sur cession qui se produisent dans le cours normal des activités et l'impôt exigible en espèces sur ces profits, s'il y a lieu; les profits ou les pertes de change sur les éléments monétaires qui ne font pas partie de nos investissements nets dans des établissements à l'étranger; les profits ou les pertes à la vente d'un investissement dans un établissement à l'étranger.

### **ii. Autre information sectorielle – Éléments d'évaluation**

Aux fins de l'évaluation de sa performance, la Société utilise également de l'information financière liée à la réévaluation des actifs et des passifs comme les variations de la juste valeur et l'amortissement, qui sont inclus dans le résultat net consolidé, et les éléments d'évaluation, qui sont inclus dans les autres éléments du résultat global, ainsi que la quote-part de ces éléments inscrits dans les placements comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence revenant à la Société. Collectivement, ces montants sont appelés les « éléments d'évaluation ».

### **iii. Information sectorielle sur le bilan**

L'information sectorielle sur le bilan qui est prise en compte par la Société comprend les actifs sectoriels, soit le total de l'actif autre que les placements dans des entreprises associées, moins les créiteurs et autres passifs ainsi que les passifs d'impôt différé; les placements dans des entreprises associées; le montant total des emprunts sectoriels, y compris les titres de capital; les participations ne donnant pas le contrôle de chaque secteur ainsi que les actions privilégiées et ordinaires de chaque secteur.

### **iv. Répartition et évaluation sectorielle**

Les mesures sectorielles comprennent des montants gagnés auprès d'entités consolidées qui sont éliminés au moment de la consolidation. Les trois principaux ajustements consistent à inclure les produits tirés de la gestion d'actifs imputés aux entités consolidées dans les produits du secteur de la gestion d'actifs et autres services de la Société et à comptabiliser une charge correspondante à titre de charge du siège social du secteur pertinent, à réaffecter dans les profits sur cession les profits ou les pertes auparavant classés dans les produits et autres profits, pour chaque secteur, et à comptabiliser les intérêts liés aux emprunts conclus entre des entités consolidées à titre de produits et de charges d'intérêts dans les secteurs pertinents. Ces montants sont établis d'après les modalités des contrats de gestion d'actifs et des ententes d'emprunt conclus entre les entités consolidées. La Société attribue les charges liées aux fonctions partagées, comme les technologies de l'information et l'audit interne, en vertu de politiques officielles. Autrement, ces charges seraient incluses dans le secteur des activités du siège social.

### c) Résultats opérationnels sectoriels

POUR LE TRIMESTRE CLOS LE 30 SEPT. 2013 (EN MILLIONS)	Secteurs opérationnels					Charges du siège social/ charges non attribuées	Ajustements	Note	Données consolidées
	Gestion d'actifs et autres services	Immeubles	Énergie renouvelable	Infrastructures	Capital- investissement				
Total des produits et autres profits.....	1 080 \$	1 107 \$	384 \$	503 \$	1 511 \$	20 \$	571 \$	i	5 176 \$
Charges directes .....	(945)	(563)	(144)	(227)	(1 293)	(16)	(42)	ii	(3 230)
Autres produits .....	—	—	—	—	—	—	525	iii	525
Flux de trésorerie liés aux opérations comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence.....	10	113	7	84	3	5	(222)	iv	—
Profits sur cession .....	—	77	6	265	553	458	(1 359)	v	—
Charges d'intérêts.....	—	(279)	(105)	(92)	(66)	(75)	—	vi	(617)
Charges du siège social/non attribuées .....	—	(99)	(9)	(47)	(8)	(38)	165	vii	(36)
Impôt exigible .....	—	(19)	(4)	(3)	(6)	(3)	35	viii	—
Participations ne donnant pas le contrôle dans les flux de trésorerie liés aux opérations .....	—	(235)	(74)	(267)	(371)	(5)	952	ix	—
Flux de trésorerie liés aux opérations.....	<u>145 \$</u>	<u>102 \$</u>	<u>61 \$</u>	<u>216 \$</u>	<u>323 \$</u>	<u>346 \$</u>			

POUR LE TRIMESTRE CLOS LE 30 SEPT. 2012 (EN MILLIONS)	Secteurs opérationnels					Charges du siège social/ charges non attribuées	Ajustements	Note	Données consolidées
	Gestion d'actifs et autres services	Immeubles	Énergie renouvelable	Infrastructures	Capital- investissement				
Total des produits et autres profits.....	1 205 \$	1 118 \$	222 \$	509 \$	1 661 \$	44 \$	(98) \$	i	4 661 \$
Charges directes .....	(1 090)	(505)	(120)	(257)	(1 408)	(12)	(28)	ii	(3 420)
Flux de trésorerie liés aux opérations comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence.....	—	95	3	51	(4)	7	(152)	iii	—
Profits sur cession .....	—	(61)	—	—	(1)	(15)	77	iv	—
Charges d'intérêts.....	—	(257)	(99)	(92)	(65)	(89)	9	v	(593)
Charges du siège social/non attribuées .....	—	(49)	(10)	(37)	(11)	(36)	102	vi	(41)
Impôt exigible .....	—	(2)	1	(6)	(19)	(5)	31	vii	—
Participations ne donnant pas le contrôle dans les flux de trésorerie liés aux opérations.....	—	(215)	(3)	(124)	(84)	(17)	443	viii	—
Flux de trésorerie liés aux opérations.....	<u>115 \$</u>	<u>124 \$</u>	<u>(6) \$</u>	<u>44 \$</u>	<u>69 \$</u>	<u>(123) \$</u>			

POUR LA PÉRIODE DE NEUF MOIS CLOSE LE 30 SEPT. 2013 (EN MILLIONS)	Secteurs opérationnels					Charges du siège social/ charges non attribuées	Ajustements	Note	Données consolidées
	Gestion d'actifs et autres services	Immeubles	Énergie renouvelable	Infrastructures	Capital- investissement				
Total des produits et autres profits .....	3 236 \$	3 367 \$	1 243 \$	1 811 \$	4 985 \$	145 \$	506 \$	i	15 293 \$
Charges directes .....	(2 913)	(1 722)	(413)	(879)	(4 181)	(46)	(102)	ii	(10 256)
Autres produits .....	—	—	—	—	—	—	525	iii	525
Flux de trésorerie liés aux opérations comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence .....	21	330	19	235	12	8	(625)	iv	—
Profits sur cession .....	—	120	178	442	626	534	(1 900)	v	—
Charges d'intérêts .....	—	(837)	(312)	(316)	(224)	(251)	—	vi	(1 940)
Charges du siège social/non attribuées .....	—	(219)	(32)	(131)	(24)	(118)	408	vii	(116)
Impôt exigible .....	—	(37)	(15)	(16)	(23)	(16)	107	viii	—
Participations ne donnant pas le contrôle dans les flux de trésorerie liés aux opérations .....	—	(601)	(280)	(762)	(580)	(18)	2 241	ix	—
Flux de trésorerie liés aux opérations .....	<u>344 \$</u>	<u>401 \$</u>	<u>388 \$</u>	<u>384 \$</u>	<u>591 \$</u>	<u>238 \$</u>			

POUR LA PÉRIODE DE NEUF MOIS CLOSE LE 30 SEPT. 2012 (EN MILLIONS)	Secteurs opérationnels					Charges du siège social/ charges non attribuées	Ajustements	Note	Données consolidées
	Gestion d'actifs et autres services	Immeubles	Énergie renouvelable	Infrastructures	Capital- investissement				
Total des produits et autres profits .....	3 153 \$	2 911 \$	886 \$	1 521 \$	4 701 \$	156 \$	(203) \$	i	13 125 \$
Charges directes .....	(2 918)	(1 246)	(352)	(798)	(4 133)	(45)	(76)	ii	(9 568)
Flux de trésorerie liés aux opérations comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence .....	4	259	11	152	(6)	15	(435)	iii	—
Profits sur cession .....	—	(63)	214	11	(1)	23	(184)	iv	—
Charges d'intérêts .....	—	(819)	(312)	(277)	(199)	(282)	27	v	(1 862)
Charges du siège social/non attribuées .....	—	(127)	(27)	(94)	(32)	(113)	275	vi	(118)
Impôt exigible .....	—	(7)	(11)	(15)	(56)	(11)	100	vii	—
Participations ne donnant pas le contrôle dans les flux de trésorerie liés aux opérations .....	—	(535)	(123)	(350)	(139)	(29)	1 176	viii	—
Flux de trésorerie liés aux opérations .....	<u>239 \$</u>	<u>373 \$</u>	<u>286 \$</u>	<u>150 \$</u>	<u>135 \$</u>	<u>(286) \$</u>			

i. Total des produits et autres profits

Les ajustements apportés au total des produits et autres profits pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2013 sont composés d'honoraires de gestion gagnés auprès d'entités consolidées totalisant 123 M\$ (74 M\$ en 2012) et 307 M\$ (199 M\$ en 2012), respectivement, et de produits d'intérêts tirés d'emprunts conclus entre des entités consolidées de néant (9 M\$ en 2012) et de néant (27 M\$ en 2012) pour le trimestre et la période de neuf mois, respectivement, lesquels ont été éliminés au moment de la consolidation afin de calculer les produits consolidés de la Société.

Les ajustements apportés au total des produits et autres profits pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2013 comprennent également le reclassement dans les produits des profits sur cession totalisant 694 M\$ (perte sur cession de 15 M\$ en 2012) et 813 M\$ (23 M\$ en 2012), respectivement, qui sont comptabilisés à titre de profits sur cession dans les résultats sectoriels.

ii. Charges directes

Les ajustements apportés aux charges directes pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2013 reflètent la réaffectation de charges sectorielles non attribuées totalisant 42 M\$ (28 M\$ en 2012) et 102 M\$ (76 M\$ en 2012), respectivement, qui sont incluses au titre des charges directes dans les comptes consolidés de résultat.

iii. Les autres produits, qui correspondent au profit lié au règlement d'un contrat de taux d'intérêt à long terme, sont reclassés dans les profits sur cession dans les résultats sectoriels.

iv. Flux de trésorerie liés aux opérations comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence

La Société définit les flux de trésorerie liés aux opérations comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence comme la quote-part des flux de trésorerie liés aux opérations découlant de ses placements dans ses entreprises associées (placements comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence), laquelle est déterminée en appliquant la même méthodologie qui est utilisée aux fins de l'ajustement du bénéfice net des entités consolidées. Les flux de trésorerie liés aux opérations comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence sont combinés aux variations de la juste valeur comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence dans les comptes consolidés de résultat de la Société. Le tableau suivant présente la répartition du résultat comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence entre les flux de trésorerie liés aux opérations, les éléments d'évaluation et les autres éléments qui sont comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence :

POUR LE TRIMESTRE CLOS LE 30 SEPT. 2013 (EN MILLIONS)	Gestion d'actifs et autres services	Immeubles	Énergie renouvelable	Infrastructures	Capital- investissement	Charges du siège social/charges non attribuées	Données consolidées
Flux de trésorerie liés							
aux opérations.....	10 \$	113 \$	7 \$	84 \$	3 \$	5 \$	222 \$
Perte sur cession.....	—	(36)	—	—	—	—	(36)
Variations de la juste valeur et autres <sup>1</sup> .....	—	76	(4)	(64)	—	—	8
Résultat comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence.....	10 \$	153 \$	3 \$	20 \$	3 \$	5 \$	194 \$

1. Comprend une charge d'impôt différé de 13 M\$ non présentée dans les éléments d'évaluation.

POUR LA PÉRIODE DE NEUF MOIS CLOSE LE 30 SEPT. 2013 (EN MILLIONS)	Gestion d'actifs et autres services	Immeubles	Énergie renouvelable	Infrastructures	Capital- investissement	Charges du siège social/charges non attribuées	Données consolidées
Flux de trésorerie liés							
aux opérations.....	21 \$	330 \$	19 \$	235 \$	12 \$	8 \$	625 \$
Perte sur cession.....	—	(41)	—	1	—	—	(40)
Variations de la juste valeur et autres <sup>1</sup> .....	—	296	(9)	(184)	(1)	(3)	99
Résultat comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence.....	21 \$	585 \$	10 \$	52 \$	11 \$	5 \$	684 \$

1. Comprend une charge d'impôt différé de 13 M\$ non présentée dans les éléments d'évaluation.

POUR LE TRIMESTRE CLOS LE 30 SEPT. 2012 (EN MILLIONS)	Gestion d'actifs et autres services	Immeubles	Énergie renouvelable	Infrastructures	Capital- investissement	Charges du siège social/charges non attribuées	Données consolidées
Flux de trésorerie liés							
aux opérations.....	— \$	95 \$	3 \$	51 \$	(4) \$	7 \$	152 \$
Variations de la juste valeur et autres.....	—	108	(4)	(5)	4	(1)	102
Résultat comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence.....	— \$	203 \$	(1) \$	46 \$	— \$	6 \$	254 \$

POUR LA PÉRIODE DE NEUF MOIS CLOSE LE 30 SEPT. 2012 (EN MILLIONS)	Gestion d'actifs et autres services	Immeubles	Énergie renouvelable	Infrastructures	Capital- investissement	Charges du siège social/charges non attribuées	Données consolidées
Flux de trésorerie liés							
aux opérations.....	4 \$	259 \$	11 \$	152 \$	(6) \$	15 \$	435 \$
Variations de la juste valeur et autres.....	—	613	(12)	(140)	6	(3)	464
Résultat comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence.....	4 \$	872 \$	(1) \$	12 \$	— \$	12 \$	899 \$

ii. Profits sur cession

Les profits sur cession comprennent des profits et des pertes comptabilisés en résultat net et découlant de transactions qui ont eu lieu au cours de la période considérée, ajustés pour tenir compte des variations de la juste valeur et de l'écart de réévaluation comptabilisés au cours de périodes précédentes. Les profits sur cession comprennent également des montants qui sont comptabilisés directement dans les capitaux propres à titre de changements de propriété plutôt qu'en résultat net, car ces montants découlent d'un changement de propriété d'une entité consolidée.

Les ajustements apportés aux profits sur cession sont composés de montants qui sont inclus dans les composantes suivantes des états financiers de la Société :

	Trimestres		Périodes de neuf mois	
	2013	2012	2013	2012
POUR LES PÉRIODES CLOSES LES 30 SEPT. (EN MILLIONS)				
Résultat net				
Produits.....	694 \$	(15) \$	813 \$	23 \$
Résultat comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence.....	(36)	—	(41)	—
Autres produits.....	525	—	525	—
Autres.....	—	—	(9)	—
	<b>1 183</b>	<b>(15)</b>	<b>1 288</b>	<b>23</b>
Capitaux propres				
Variations de la juste valeur comptabilisées au cours de périodes précédentes.....	10	(59)	42	(61)
Écart de réévaluation.....	—	—	172	225
Changements de propriété.....	166	(3)	398	(3)
	<b>176</b>	<b>(62)</b>	<b>612</b>	<b>161</b>
	<b>1 359 \$</b>	<b>(77) \$</b>	<b>1 900 \$</b>	<b>184 \$</b>

iii. Charges d'intérêts

Les ajustements apportés aux charges d'intérêts sont composés des intérêts sur les emprunts conclus entre les entités consolidées de néant (9 M\$ en 2012) et de néant (27 M\$ en 2012) pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2013, respectivement, et qui ont été éliminés au moment de la consolidation, ainsi que des produits connexes.

iv. Charges du siège social/charges non attribuées

Les ajustements apportés aux charges du siège social/charges non attribuées pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2013 sont composés d'honoraires de gestion liés aux services que se sont rendus des entités consolidées qui totalisent 123 M\$ (74 M\$ en 2012) et 306 M\$ (199 M\$ en 2012), respectivement, et qui ont été éliminés au moment de la consolidation, et de charges de 42 M\$ (28 M\$ en 2012) et de 102 M\$ (76 M\$ en 2012), respectivement, qui n'ont pas été attribuées à un secteur ou à une gamme de services en particulier, mais qui sont incluses au titre des charges directes de la Société dans les comptes consolidés de résultat de la Société.

v. Impôt sur le résultat

L'impôt exigible est inclus dans les flux de trésorerie liés aux opérations sectorielles, mais est regroupé avec l'impôt différé, au titre de l'impôt sur le résultat dans les comptes consolidés de résultat de la Société.

vi. Participations ne donnant pas le contrôle dans les flux de trésorerie liés aux opérations

La Société définit les participations ne donnant pas le contrôle dans les flux de trésorerie liés aux opérations comme les participations ne donnant pas le contrôle moins la quote-part des ajustements nécessaires pour convertir le bénéfice net attribuable aux actionnaires en flux de trésorerie liés aux opérations. Le tableau suivant présente la répartition des participations ne donnant pas le contrôle entre les participations ne donnant pas le contrôle dans les flux de trésorerie liés aux opérations et les principaux éléments de rapprochement.

	Trimestres		Périodes de neuf mois	
	2013	2012	2013	2012
POUR LES PÉRIODES CLOSES LES 30 SEPT. (EN MILLIONS)				
Capitaux propres				
Participations ne donnant pas le contrôle dans les éléments suivants :				
Flux de trésorerie liés aux opérations.....	(952) \$	(443) \$	(2 241) \$	(1 176) \$
Profits sur cession.....	106	—	235	49
Variations de la juste valeur.....	(89)	(284)	(357)	(489)
Résultat comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence – variations de la juste valeur et autres.....	29	(26)	54	(9)
Amortissements.....	200	181	603	489
Impôt sur le résultat.....	24	31	115	48
Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle.....	<b>(682) \$</b>	<b>(541) \$</b>	<b>(1 591) \$</b>	<b>(1 088) \$</b>

vii. Rapprochement du total des flux de trésorerie liés aux opérations et du bénéfice net

Le tableau suivant présente un rapprochement de la somme des flux de trésorerie liés aux opérations de chaque secteur opérationnel et du siège social et des flux de trésorerie liés aux opérations non attribués à un secteur avec le bénéfice net :

	Trimestres		Périodes de neuf mois	
	2013	2012	2013	2012
POUR LES PÉRIODES CLOSSES LES 30 SEPT. (EN MILLIONS)				
<b>Flux de trésorerie liés aux opérations</b>				
Gestion d'actifs et autres services.....	145 \$	115 \$	344 \$	239 \$
Immeubles.....	102	124	401	373
Énergie renouvelable.....	61	(6)	388	286
Infrastructures.....	216	44	384	150
Capital-investissement.....	323	69	591	135
Charges du siège social/non attribuées.....	346	(123)	238	(286)
	<u>1 193</u>	<u>223</u>	<u>2 346</u>	<u>897</u>
<b>Ajustements</b>				
Moins : mesures des flux de trésorerie liés aux opérations				
Profits non comptabilisés en résultat net.....	(176)	62	(612)	(161)
Profits comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence et autres.....	36	—	50	—
Flux de trésorerie liés aux opérations comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence.....	(222)	(152)	(626)	(435)
Impôt exigible.....	35	31	107	100
Participations ne donnant pas le contrôle dans les flux de trésorerie liés aux opérations.....	952	443	2 241	1 176
Ajouter : composantes des états financiers non incluses dans les flux de trésorerie liés aux opérations				
Résultat comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence.....	194	254	684	899
Variations de la juste valeur.....	104	495	630	738
Amortissements.....	(357)	(327)	(1 095)	(911)
Impôt sur le résultat.....	(264)	(154)	(731)	(327)
Total des ajustements.....	<u>302</u>	<u>652</u>	<u>648</u>	<u>1 079</u>
Bénéfice net.....	<u>1 495 \$</u>	<u>875 \$</u>	<u>2 994 \$</u>	<u>1 976 \$</u>

**d) Autre information sectorielle – Éléments d'évaluation**

Le tableau suivant regroupe les éléments importants liés à la réévaluation périodique des actifs et des passifs, y compris la quote-part de ces éléments revenant à la Société qui est incluse dans le résultat comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence et la part de ces éléments qui est attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle. Les éléments comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence qui sont présentés dans le tableau suivant comprennent la quote-part des variations de la juste valeur et des amortissements revenant à la Société qui est incluse dans le résultat comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence, tel qu'il est présenté à la note 3c)iii).

	Secteurs opérationnels					Charges du siège social/ charges non attribuées	Données consolidées
	Gestion d'actifs et autres services	Immeubles	Énergie renouvelable	Infrastructures	Capital-investissement		
POUR LE TRIMESTRE CLOS LE 30 SEPT. 2013 (EN MILLIONS)							
Comptabilisés en résultat net							
Variations de la juste valeur.....	— \$	184 \$	(11) \$	(31) \$	(37) \$	(1) \$	104 \$
Variations de la juste valeur comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence.....	—	89	(4)	(64)	—	—	21
Amortissements.....	(10)	(65)	(136)	(86)	(57)	(3)	(357)
	<u>(10)</u>	<u>208</u>	<u>(151)</u>	<u>(181)</u>	<u>(94)</u>	<u>(4)</u>	<u>(232)</u>
Comptabilisés dans les autres éléments du résultat global.....	—	1	7	45	(22)	—	31
Total des éléments de réévaluation.....	(10)	209	(144)	(136)	(116)	(4)	(201)
Participations ne donnant pas le contrôle dans les éléments susmentionnés <sup>1</sup> .....	—	(101)	56	108	54	4	121
Éléments d'évaluation.....	<u>(10) \$</u>	<u>108 \$</u>	<u>(88) \$</u>	<u>(28) \$</u>	<u>(62) \$</u>	<u>— \$</u>	<u>(80) \$</u>

1. Comprend les participations ne donnant pas le contrôle liées aux éléments d'évaluation comptabilisés en résultat net et dans les autres éléments du résultat global, et exclut les participations ne donnant pas le contrôle liées aux flux de trésorerie liés aux opérations, tel qu'il est expliqué à la note 3c)viii).

POUR LE TRIMESTRE CLOS LE 30 SEPT. 2012 (EN MILLIONS)	Secteurs opérationnels					Charges du siège social/ charges non attribuées	Données consolidées
	Gestion d'actifs et autres services	Immeubles	Énergie renouvelable	Infrastructures	Capital- investissement		
Comptabilisés en résultat net							
Variations de la juste valeur.....	— \$	524 \$	8 \$	(12) \$	(6) \$	(19) \$	495 \$
Variations de la juste valeur comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence et autre.....	—	108	(4)	(5)	4	(1)	102
Amortissements.....	(8)	(76)	(119)	(60)	(61)	(3)	(327)
	(8)	556	(115)	(77)	(63)	(23)	270
Comptabilisés dans les autres éléments du résultat global.....	—	(60)	(59)	(12)	(8)	21	(118)
Total des éléments de réévaluation.....	(8)	496	(174)	(89)	(71)	(2)	152
Participations ne donnant pas le contrôle dans les éléments susmentionnés <sup>1</sup> .....	—	(233)	47	66	25	(7)	(102)
Éléments d'évaluation.....	(8) \$	263 \$	(127) \$	(23) \$	(46) \$	(9) \$	50 \$

1. Comprend les participations ne donnant pas le contrôle liées aux éléments d'évaluation comptabilisés en résultat net et dans les autres éléments du résultat global, et exclut les participations ne donnant pas le contrôle liées aux flux de trésorerie liés aux opérations, tel qu'il est expliqué à la note 3c)ix).

POUR LA PÉRIODE DE NEUF MOIS CLOSE LE 30 SEPT. 2013 (EN MILLIONS)	Secteurs opérationnels					Charges du siège social/ charges non attribuées	Données consolidées
	Gestion d'actifs et autres services	Immeubles	Énergie renouvelable	Infrastructures	Capital- investissement		
Comptabilisés en résultat net							
Variations de la juste valeur .....	20 \$	834 \$	(95) \$	(12) \$	(131) \$	14 \$	630 \$
Variations de la juste valeur comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence .....	—	309	(9)	(184)	(1)	(3)	112
Amortissements .....	(31)	(196)	(411)	(263)	(184)	(10)	(1 095)
	(11)	947	(515)	(459)	(316)	1	(353)
Comptabilisés dans les autres éléments du résultat global .....	—	126	79	7	6	72	290
Total des éléments d'évaluation .....	(11)	1 073	(436)	(452)	(310)	73	(63)
Participations ne donnant pas le contrôle dans les éléments susmentionnés <sup>1</sup> .....	—	(475)	141	355	171	9	201
Éléments d'évaluation .....	(11) \$	598 \$	(295) \$	(97) \$	(139) \$	82 \$	138 \$

1. Comprend les participations ne donnant pas le contrôle liées aux éléments d'évaluation comptabilisés en résultat net et dans les autres éléments du résultat global, et exclut les participations ne donnant pas le contrôle liées aux flux de trésorerie liés aux opérations, tel qu'il est expliqué à la note 3c)viii).

POUR LA PÉRIODE DE NEUF MOIS CLOSE LE 30 SEPT. 2012 (EN MILLIONS)	Secteurs opérationnels					Charges du siège social/ charges non attribuées	Données consolidées
	Gestion d'actifs et autres services	Immeubles	Énergie renouvelable	Infrastructures	Capital- investissement		
Comptabilisés en résultat net							
Variations de la juste valeur .....	(11) \$	1 035 \$	(54) \$	(94) \$	(107) \$	(31) \$	738 \$
Variations de la juste valeur comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence et autres .....	—	613	(12)	(140)	6	(3)	464
Amortissements .....	(25)	(147)	(371)	(172)	(191)	(5)	(911)
	(36)	1 501	(437)	(406)	(292)	(39)	291
Comptabilisés dans les autres éléments du résultat global .....	—	(89)	38	(2)	(18)	20	(51)
Total des éléments d'évaluation .....	(36)	1 412	(399)	(408)	(310)	(19)	240
Participations ne donnant pas le contrôle dans les éléments susmentionnés <sup>1</sup> .....	—	(579)	136	319	160	(17)	19
Éléments d'évaluation .....	(36) \$	833 \$	(263) \$	(89) \$	(150) \$	(36) \$	259 \$

1. Comprend les participations ne donnant pas le contrôle liées aux éléments d'évaluation comptabilisés en résultat net et dans les autres éléments du résultat global, et exclut les participations ne donnant pas le contrôle liées aux flux de trésorerie liés aux opérations, tel qu'il est expliqué à la note 3c)viii).

## e) Situation financière sectorielle

AU 30 SEPT. 2013 (EN MILLIONS)	Secteurs opérationnels					Charges du siège social/ charges non attribuées	Total des secteurs à présenter	Note
	Gestion d'actifs et autres services	Immeubles	Énergie renouvelable	Infrastructures	Capital- investissement			
Actifs sectoriels .....	1 674 \$	39 506 \$	14 981 \$	11 309 \$	9 555 \$	1 436 \$	78 461 \$	i
Placements .....	178	8 666	314	3 263	288	159	12 868	
Emprunts .....	(322)	(22 666)	(6 655)	(6 638)	(4 820)	(4 121)	(45 222)	ii
Participations ne donnant pas le contrôle par secteur .....	—	(13 132)	(4 065)	(5 933)	(2 358)	(148)	(25 636)	iii
Actions privilégiées.	—	—	—	—	—	(3 098)	(3 098)	
Actions ordinaires par secteur .....	<u>1 530 \$</u>	<u>12 374 \$</u>	<u>4 575 \$</u>	<u>2 001 \$</u>	<u>2 665 \$</u>	<u>(5 772) \$</u>	<u>17 373 \$</u>	

AU 31 DÉC. 2012 (EN MILLIONS)	Secteurs opérationnels					Charges du siège social/ charges non attribuées	Total des secteurs à présenter	Note
	Gestion d'actifs et autres services	Immeubles	Énergie renouvelable	Infrastructures	Capital- investissement			
Actifs sectoriels .....	1 855 \$	37 622 \$	14 303 \$	14 710 \$	9 475 \$	1 202 \$	79 167 \$	i
Placements .....	67	8 143	344	2 535	236	293	11 618	
Emprunts .....	(351)	(21 471)	(6 119)	(8 060)	(5 030)	(4 991)	(46 022)	ii
Participations ne donnant pas le contrôle par secteur .....	(1)	(11 336)	(3 552)	(6 614)	(2 107)	(102)	(23 712)	iii
Actions privilégiées.	—	—	—	—	—	(2 901)	(2 901)	
Actions ordinaires par secteur .....	<u>1 570 \$</u>	<u>12 958 \$</u>	<u>4 976 \$</u>	<u>2 571 \$</u>	<u>2 574 \$</u>	<u>(6 499) \$</u>	<u>18 150 \$</u>	

Les tableaux suivants présentent un rapprochement des postes des états financiers dont le montant diffère dans le total des secteurs à présenter de la Société et dans les bilans consolidés au 30 septembre 2013 et au 31 décembre 2012.

### i. Actifs sectoriels

La Société définit les actifs sectoriels comme le total de l'actif de chaque secteur moins les placements, les passifs d'impôt différé et les créiteurs et autres passifs attribuables à chaque secteur.

AU 30 SEPT. 2013 ET AU 31 DÉC. 2012 (EN MILLIONS)	2013	2012
Total de l'actif .....	<u>108 120 \$</u>	<u>108 862 \$</u>
Placements .....	<u>(12 868)</u>	<u>(11 618)</u>
Créiteurs et autres passifs .....	<u>(10 611)</u>	<u>(11 652)</u>
Passifs d'impôt différé .....	<u>(6 180)</u>	<u>(6 425)</u>
Actifs sectoriels .....	<u>78 461 \$</u>	<u>79 167 \$</u>

### ii. Emprunts

La Société inclut dans ses emprunts les passifs attribuables à chacun des secteurs suivants : les emprunts de la Société, les emprunts hypothécaires grevant des propriétés précises, les emprunts de filiales et les titres de capital.

AU 30 SEPT. 2013 ET AU 31 DÉC. 2012 (EN MILLIONS)	2013	2012
Emprunts de la Société .....	<u>3 848 \$</u>	<u>3 526 \$</u>
Emprunts sans recours		
Emprunts hypothécaires grevant des propriétés précises .....	<u>33 329</u>	<u>33 720</u>
Emprunts de filiales .....	<u>7 233</u>	<u>7 585</u>
Titres de capital .....	<u>812</u>	<u>1 191</u>
Emprunts .....	<u>45 222 \$</u>	<u>46 022 \$</u>

### iii. Participations ne donnant pas le contrôle par secteur

La Société regroupe les participations d'autres entités dans des fonds consolidés et les participations ne donnant pas le contrôle afin de présenter l'information liée à la situation financière sectorielle.

AU 30 SEPT. 2013 ET AU 31 DÉC. 2012 (EN MILLIONS)	2013	2012
Soldes consolidés		
Participations d'autres entités dans des fonds consolidés .....	<u>483 \$</u>	<u>425 \$</u>
Participations ne donnant pas le contrôle dans l'actif net .....	<u>25 153</u>	<u>23 287</u>
	<u>25 636 \$</u>	<u>23 712 \$</u>

## f) Répartition géographique

Le total des produits et autres profits par secteur géographique se détaille comme suit :

	Trimestres		Périodes de neuf mois	
	2013	2012	2013	2012
POUR LES PÉRIODES CLOSES LES 30 SEPT. (EN MILLIONS)				
États-Unis.....	1 975 \$	1 966 \$	5 660 \$	4 986 \$
Canada.....	1 041	441	2 706	1 949
Australie.....	1 060	1 216	3 199	3 210
Brésil.....	361	433	1 216	1 185
Europe.....	295	355	1 153	1 037
Autres.....	444	250	1 359	758
	<b>5 176 \$</b>	<b>4 661 \$</b>	<b>15 293 \$</b>	<b>13 125 \$</b>

Les actifs par secteur géographique se détaillent comme suit :

	2013	2012
AU 30 SEPT. 2013 ET AU 31 DÉC. 2012 (EN MILLIONS)		
États-Unis.....	45 302 \$	44 381 \$
Canada.....	20 289	21 543
Australie.....	14 733	16 781
Brésil.....	12 320	12 941
Europe.....	7 966	6 750
Autres.....	7 510	6 466
	<b>108 120 \$</b>	<b>108 862 \$</b>

## g) Répartition du total des produits et autres profits

Le total des produits et autres profits par secteur opérationnel et par secteur d'activité se présente comme suit :

	Trimestres		Périodes de neuf mois	
	2013	2012	2013	2012
POUR LES PÉRIODES CLOSES LES 30 SEPT. (EN MILLIONS)				
Gestion d'actifs et autres services				
Gestion d'actifs.....	175 \$	107 \$	456 \$	294 \$
Services liés à la construction et aux immeubles.....	905	1 098	2 780	2 859
Immeubles				
Immeubles de bureaux.....	619	670	1 865	1 899
Immeubles de commerce de détail.....	54	58	148	160
Immeubles résidentiels, propriétés industrielles et occasions de placement.....	434	390	1 354	852
Énergie renouvelable				
États-Unis.....	193	68	625	325
Canada.....	120	71	395	292
Brésil.....	71	83	223	269
Infrastructures				
Services publics.....	222	213	688	616
Transport et énergie.....	214	144	678	436
Ressources durables.....	66	138	438	452
Charges du siège social/charges non attribuées.....	1	14	7	17
Capital-investissement				
Capital-investissement.....	913	1 126	3 310	3 279
Aménagement résidentiel.....	598	535	1 675	1 422
Charges du siège social/charges non attribuées				
Charges du siège social/charges non attribuées.....	20	44	145	156
Ajustements <sup>1</sup> .....	571	(98)	506	(203)
Total des produits et autres profits.....	<b>5 176 \$</b>	<b>4 661 \$</b>	<b>15 293 \$</b>	<b>13 125 \$</b>

1. Les ajustements apportés aux produits et autres profits sont décrits à la note 3c).

#### 4. ACQUISITIONS D'ENTITÉS CONSOLIDÉES

La Société comptabilise les regroupements d'entreprises selon la méthode de l'acquisition, en vertu de laquelle le coût d'acquisition d'une entreprise est réparti entre ses immobilisations corporelles et incorporelles et ses passifs identifiables en fonction de la juste valeur estimative à la date d'acquisition.

Le tableau suivant présente un sommaire de l'incidence sur le bilan des regroupements d'entreprises importants qui ont eu lieu au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2013, par secteur opérationnel :

(EN MILLIONS)	Immeubles	Énergie renouvelable	Total
Trésorerie et équivalents de trésorerie .....	49 \$	48 \$	97 \$
Débiteurs et autres .....	57	78	135
Placements .....	—	4	4
Immeubles de placement .....	1 191	—	1 191
Immobilisations corporelles .....	29	1 378	1 407
Immobilisations incorporelles .....	20	—	20
Total de l'actif .....	1 346	1 508	2 854
Moins :			
Créditeurs et autres .....	(264)	(70)	(334)
Emprunts sans recours .....	(347)	(1 075)	(1 422)
Passifs d'impôt différé .....	—	(65)	(65)
Participations ne donnant pas le contrôle <sup>1</sup> .....	(246)	(142)	(388)
Capitaux propres .....	489 \$	156 \$	645 \$
Contrepartie <sup>2</sup> .....	604 \$	230 \$	834 \$

1. Comprend les participations ne donnant pas le contrôle comptabilisées en ce qui a trait à des regroupements d'entreprises évalués d'après la quote-part de la juste valeur des actifs et des passifs à la date d'acquisition.

2. Contrepartie totale, y compris les montants versés par les participations ne donnant pas le contrôle.

En juin 2013, une filiale de Brookfield a acquis une participation de 95 % dans une entité immobilière industrielle dont le siège social se trouve au Royaume-Uni pour une contrepartie de 370 M\$.

En mars 2013, une filiale de Brookfield a acquis une participation de 100 % dans un portefeuille de centrales hydroélectriques dans le nord-est des États-Unis pour une contrepartie totale de 57 M\$.

En février 2013, une filiale de Brookfield a acquis la participation de 50 % qu'elle ne possédait pas dans Powell River Energy Inc. (« Powell River ») pour une contrepartie de 32 M\$ et la prise en charge de la part revenant au vendeur de la dette sans recours de Powell River, et elle a commencé à consolider le placement.

En août 2012, une filiale de Brookfield a acquis 16 % des actions ordinaires en circulation de Western Wind Energy Corp. (« Western Wind »). En mars 2013, la Société a porté à 93 % sa participation dans Western Wind pour une contrepartie de 143 M\$, ce qui correspond à une contrepartie totale de 168 M\$. Au cours du deuxième trimestre de 2013, la participation restante de 7 % a été acquise pour un montant total de 15 M\$.

#### 5. JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

La juste valeur d'un instrument financier correspond au prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation. La juste valeur est fondée sur le cours acheteur ou le cours vendeur coté, selon le cas. Lorsqu'il n'existe aucun cours acheteur ni aucun cours vendeur disponible, le cours de clôture de la transaction la plus récente liée à cet instrument est alors utilisé. Lorsqu'il n'y a pas de marché actif, la juste valeur est déterminée d'après les cours du marché en vigueur pour des instruments financiers présentant des caractéristiques et des profils de risque semblables, ou selon des modèles d'évaluation internes et externes, tels que des modèles d'évaluation des options et des analyses des flux de trésorerie actualisés, reposant sur des données de marché observables.

Lorsque la juste valeur est établie à partir de modèles d'évaluation, il est nécessaire d'avoir recours à des hypothèses quant au montant et à l'échéancier des flux de trésorerie futurs estimatifs et aux taux d'actualisation. Pour déterminer ces hypothèses, la Société se base principalement sur des facteurs de marché externes facilement observables tels que les courbes de rendement des taux d'intérêt, les taux de change, ainsi que la volatilité des prix et des taux. La juste valeur de certains swaps de taux d'intérêt qui font partie des accords de financement est déterminée au moyen des flux de trésorerie actualisés selon les taux d'intérêt du marché et les écarts de taux applicables. Dans certains cas, la Société utilise des paramètres d'entrée qui ne reposent pas sur des facteurs de marché observables et croit que le recours à des hypothèses de rechange pour évaluer ces instruments financiers à la juste valeur ne se traduirait pas par des justes valeurs considérablement différentes.

Le tableau suivant présente la valeur comptable et la juste valeur des instruments financiers au 30 septembre 2013 et au 31 décembre 2012 :

(EN MILLIONS)	30 septembre 2013		31 décembre 2012	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
<b>Actifs financiers</b>				
Trésorerie et équivalents de trésorerie .....	3 799 \$	3 799 \$	2 850 \$	2 850 \$
Autres actifs financiers				
Obligations de gouvernements .....	148	148	178	178
Obligations de sociétés .....	669	669	238	238
Titres à revenu fixe .....	230	230	145	145
Actions ordinaires .....	2 272	2 272	2 034	2 034
Prêts et effets à recevoir .....	733	733	516	516
	<u>4 052</u>	<u>4 052</u>	<u>3 111</u>	<u>3 111</u>
Débiteurs et autres .....	5 437	5 437	5 225	5 225
	<u>13 288 \$</u>	<u>13 288 \$</u>	<u>11 186 \$</u>	<u>11 186 \$</u>
<b>Passifs financiers</b>				
Emprunts généraux .....	3 848 \$	4 153 \$	3 526 \$	3 793 \$
Emprunts hypothécaires grevant des propriétés précises .....	33 329	34 302	33 720	35 053
Emprunts de filiales .....	7 233	7 364	7 585	7 781
Créditeurs et autres .....	10 611	10 611	11 652	11 652
Titres de capital .....	812	837	1 191	1 232
Participations d'autres entités dans des fonds consolidés .....	483	483	425	425
	<u>56 316 \$</u>	<u>57 750 \$</u>	<u>58 099 \$</u>	<u>59 936 \$</u>

#### Niveaux hiérarchiques de la juste valeur

Les niveaux hiérarchiques de la juste valeur sont directement fondés sur le degré de subjectivité des données utilisées lors de l'évaluation de ces actifs et passifs et se détaillent comme suit :

- Niveau 1 – Les données ne sont pas ajustées et consistent en des prix cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques à la date d'évaluation.
- Niveau 2 – Les données (autres que les prix cotés visés au niveau 1) sont observables sur le marché de façon directe ou indirecte pour l'actif ou le passif à la date d'évaluation et sur la durée de vie prévue de l'instrument. Les actifs et les passifs évalués à la juste valeur inclus dans cette catégorie consistent surtout en certains contrats dérivés, d'autres actifs financiers évalués à la juste valeur sur un marché inactif et des parts de fonds rachetables.
- Niveau 3 – Les données reflètent la meilleure estimation de la direction à l'égard de ce que des intervenants sur le marché utiliseraient pour évaluer les actifs et les passifs à la date d'évaluation. Le risque inhérent à la technique d'évaluation et aux données utilisées pour réaliser l'estimation est pris en compte. Les actifs et les passifs évalués à la juste valeur inclus dans cette catégorie consistent en des contrats d'achat d'électricité, des titres adossés à des créances hypothécaires subordonnées, des swaps de taux d'intérêt, des contrats dérivés, certains titres de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur qui ne sont pas négociés sur un marché actif et des participations ne donnant pas le contrôle dans l'actif net des fonds à durée de vie limitée.

Les actifs et les passifs évalués à la juste valeur de façon récurrente comprennent des actifs financiers de 2 233 M\$ (2 334 M\$ en 2012) et des passifs financiers de 426 M\$ (680 M\$ en 2012), lesquels sont évalués à la juste valeur au moyen de données fondées sur les meilleures estimations de la direction. Le tableau suivant présente le classement des actifs et des passifs financiers comptabilisés à la juste valeur selon le niveau des données utilisées lors de leur évaluation :

(EN MILLIONS)	30 sept. 2013			31 déc. 2012		
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
<b>Actifs financiers</b>						
Autres actifs financiers						
Obligations de gouvernements.....	40 \$	108 \$	— \$	52 \$	126 \$	— \$
Obligations de sociétés .....	203	466	—	59	179	—
Titres à revenu fixe .....	54	52	124	88	—	57
Actions ordinaires.....	716	—	1 556	423	—	1 611
Prêts et effets à recevoir.....	—	24	8	—	25	10
Débiteurs et autres .....	5	368	545	—	112	656
	<u>1 018 \$</u>	<u>1 018 \$</u>	<u>2 233 \$</u>	<u>622 \$</u>	<u>442 \$</u>	<u>2 334 \$</u>
<b>Passifs financiers</b>						
Créditeurs et autres .....	324 \$	850 \$	69 \$	262 \$	697 \$	328 \$
Participations d'autres entités dans des fonds consolidés .....	—	126	357	—	73	352
	<u>324 \$</u>	<u>976 \$</u>	<u>426 \$</u>	<u>262 \$</u>	<u>770 \$</u>	<u>680 \$</u>

Le tableau qui suit présente la variation du solde des actifs et des passifs financiers classés au niveau 3 au 30 septembre 2013 :

(EN MILLIONS)	Pour le trimestre		Pour la période de neuf mois	
	Actifs financiers	Passifs financiers	Actifs financiers	Passifs financiers
Solde, au début de la période.....	2 147 \$	618 \$	2 334 \$	680 \$
Variations de la juste valeur dans le résultat net .....	(35)	(7)	(119)	(60)
Variations de la juste valeur dans les autres éléments du résultat global <sup>1</sup> .....	125	15	103	6
Cessions, déduction faite des ajouts.....	(4)	(200)	(85)	(200)
Solde, à la fin de la période.....	<u>2 233 \$</u>	<u>426 \$</u>	<u>2 233 \$</u>	<u>426 \$</u>

1. Comprend l'écart de change.

## 6. PARTIE COURANTE ET PARTIE NON COURANTE DES SOLDES DE COMPTES

### a) Autres actifs financiers

AU 30 SEPTEMBRE 2013 ET AU 31 DÉCEMBRE 2012 (EN MILLIONS)	2013	2012
Partie courante .....	491 \$	380 \$
Partie non courante .....	3 561	2 731
	<u>4 052 \$</u>	<u>3 111 \$</u>

### b) Débiteurs et autres

AU 30 SEPTEMBRE 2013 ET AU 31 DÉCEMBRE 2012 (EN MILLIONS)	2013	2012
Partie courante .....	5 424 \$	4 996 \$
Partie non courante .....	1 833	1 956
	<u>7 257 \$</u>	<u>6 952 \$</u>

### c) Stocks

AU 30 SEPTEMBRE 2013 ET AU 31 DÉCEMBRE 2012 (EN MILLIONS)	2013	2012
Partie courante .....	2 976 \$	2 708 \$
Partie non courante .....	3 502	3 873
	<u>6 478 \$</u>	<u>6 581 \$</u>

### d) Crédoiteurs et autres

AU 30 SEPTEMBRE 2013 ET AU 31 DÉCEMBRE 2012 (EN MILLIONS)	2013	2012
Partie courante .....	6 096 \$	6 212 \$
Partie non courante .....	4 515	5 440
	<u>10 611 \$</u>	<u>11 652 \$</u>

## e) Emprunts hypothécaires grevant des propriétés précises

AU 30 SEPTEMBRE 2013 ET AU 31 DÉCEMBRE 2012 (EN MILLIONS)

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Partie courante.....	4 380 \$	4 419 \$
Partie non courante.....	28 949	29 301
	<u>33 329 \$</u>	<u>33 720 \$</u>

## f) Emprunts de filiales

AU 30 SEPTEMBRE 2013 ET AU 31 DÉCEMBRE 2012 (EN MILLIONS)

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Partie courante.....	1 643 \$	1 039 \$
Partie non courante.....	5 590	6 546
	<u>7 233 \$</u>	<u>7 585 \$</u>

## 7. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

(EN MILLIONS)

	<u>30 sept. 2013</u>	<u>31 déc. 2012</u>
Énergie renouvelable.....	17 185 \$	16 532 \$
Infrastructures		
Services publics.....	3 299	3 310
Transport et énergie.....	3 720	4 014
Ressources durables.....	770	1 412
Immeubles.....	2 931	2 968
Capital-investissement et autres.....	3 032	2 912
	<u>30 937 \$</u>	<u>31 148 \$</u>

## 8. CAPITAUX PROPRES ORDINAIRES

Les capitaux propres ordinaires de la Société se composent de ce qui suit :

	<u>30 sept. 2013</u>	<u>31 déc. 2012</u>
Actions ordinaires.....	2 853 \$	2 855 \$
Surplus d'apport.....	158	149
Bénéfices non distribués.....	6 581	6 813
Changements de propriété.....	639	487
Cumul des autres éléments du résultat global.....	7 142	7 846
Capitaux propres ordinaires.....	<u>17 373 \$</u>	<u>18 150 \$</u>

Les détenteurs d'actions de catégorie A et de catégorie B à droit de vote restreint ont reçu des dividendes de 0,44 \$ par action (0,41 \$ par action en 2012) au cours des neuf premiers mois de 2013.

Le 15 avril 2013, la Société a versé un dividende spécial sous forme de parts de société en commandite, d'un nombre approximatif de 36 millions, d'une filiale nouvellement constituée, Brookfield Property Partners L.P., en faveur des détenteurs d'actions de catégorie A à droit de vote restreint et d'actions de catégorie B à droit de vote restreint de la Société. Le montant du dividende spécial a été évalué à 906 M\$.

Le nombre d'actions émises et en circulation ainsi que le nombre d'options n'ayant pas été exercées au 30 septembre 2013 et au 31 décembre 2012 sont les suivants :

	<u>30 sept. 2013</u>	<u>31 déc. 2012</u>
Actions de catégorie A à droit de vote restreint.....	613 268 415	619 514 229
Actions de catégorie B à droit de vote restreint.....	85 120	85 120
Actions en circulation <sup>1</sup> .....	613 353 535	619 599 349
Options n'ayant pas été exercées <sup>2</sup> .....	37 485 322	38 402 078
Nombre total d'actions à droit de vote restreint après dilution.....	<u>650 838 857</u>	<u>658 001 427</u>

- Déduction faite de 9 550 000 actions de catégorie A à droit de vote restreint (5 450 000 au 31 décembre 2012) détenues par des entités consolidées pour respecter des ententes de rémunération à long terme.
- Comprend le régime d'options sur actions à l'intention de la direction et le régime d'actions incessibles aux employés.

Le capital social ordinaire autorisé comprend un nombre illimité d'actions à droit de vote restreint. La variation des actions à droit de vote restreint émises et en circulation s'est établie comme suit :

	Trimestres		Périodes de neuf mois	
	2013	2012	2013	2012
POUR LES PÉRIODES CLOSES LES 30 SEPT.				
En circulation au début de la période.....	615 370 785	618 580 150	619 599 349	619 288 769
<b>Actions émises (rachetées)</b>				
Régime de réinvestissement des dividendes .....	54 936	44 763	152 399	182 474
Régime d'options sur actions à l'intention de la direction .....	313 175	547 806	2 170 763	1 951 476
Rachats .....	(2 427 559)	(328 851)	(8 700 426)	(2 578 851)
Émissions.....	42 198	—	131 450	—
En circulation à la fin de la période <sup>1</sup> .....	<u>613 353 535</u>	<u>618 843 868</u>	<u>613 353 535</u>	<u>618 843 868</u>

1. Déduction faite de 9 550 000 actions de catégorie A à droit de vote restreint (5 450 000 au 31 décembre 2012) détenues par la Société pour respecter des ententes de rémunération à long terme.

#### i. Bénéfice par action

Les composantes du bénéfice de base et dilué par action sont résumées dans le tableau suivant :

	Trimestres		Périodes de neuf mois	
	2013	2012	2013	2012
POUR LES PÉRIODES CLOSES LES 30 SEPT. (EN MILLIONS)				
Bénéfice net attribuable aux actionnaires .....	813 \$	334 \$	1 403 \$	888 \$
Dividendes sur les actions privilégiées .....	(37)	(32)	(109)	(94)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires – de base.....	776	302	1 294	794
Dividendes sur les titres de capital <sup>1</sup> .....	2	6	11	21
Bénéfice net attribuable aux actionnaires – dilué.....	<u>778 \$</u>	<u>308 \$</u>	<u>1 305 \$</u>	<u>815 \$</u>
Moyenne pondérée – actions ordinaires.....	614,4	618,7	616,5	618,8
Effet dilutif de la conversion des options selon la méthode du rachat d'actions .....	11,6	12,6	12,7	11,7
Effet dilutif de la conversion des titres de capital <sup>1,2</sup> .....	5,3	13,9	8,7	19,8
Actions ordinaires et équivalents d'actions ordinaires .....	<u>631,3</u>	<u>645,2</u>	<u>637,9</u>	<u>650,3</u>

- Sous réserve de l'approbation de la Bourse de Toronto, les actions de séries 12 et 21 peuvent être converties en actions de catégorie A à droit de vote restreint à un prix égal à 95 % du cours du marché au moment de la conversion ou à 2,00 \$ CA, selon le plus élevé des deux montants, au gré de la Société ou du détenteur, à moins que les actions ne soient rachetées plus tôt par la Société contre espèces. Les actions de séries 10, 11 et 21 ont été rachetées par la Société le 5 avril 2012, le 1<sup>er</sup> octobre 2012 et le 2 juillet 2013.
- Le nombre d'actions est fondé sur 95 % du cours du marché à la fin de la période.

#### Rémunération fondée sur des actions

La Société et ses filiales consolidées comptabilisent les options sur actions au moyen de la méthode de l'évaluation à la juste valeur. Selon cette méthode, la charge de rémunération liée aux options sur actions qui constituent des attributions directes d'actions est évaluée à la juste valeur à la date d'attribution au moyen d'un modèle d'évaluation du prix des options et est comptabilisée sur la période d'acquisition des droits. Les droits sur les options émises en vertu du régime d'options sur actions de la direction de la Société s'acquièrent proportionnellement sur cinq ans, et les options expirent dix ans après la date d'attribution. Le prix d'exercice est égal au cours de marché à la fermeture des bureaux le jour précédant la date d'attribution ou, sous réserve de certaines conditions, au prix moyen pondéré en fonction du volume pour les cinq jours ouvrables précédant la date d'attribution. Au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2013, la Société a attribué 3,6 millions d'options sur actions à un prix d'exercice moyen pondéré de 37,82 \$ par action. La charge de rémunération a été calculée au moyen du modèle d'évaluation du prix des options de Black et Scholes, en supposant une durée moyenne de 7,5 ans, une volatilité de 31,2 %, un rendement prévu moyen pondéré de 1,5 % par année, un taux d'intérêt sans risque de 1,3 % et un escompte de liquidité de 25 %.

La Société a établi précédemment un régime d'actions incessibles en vertu duquel une société privée est capitalisée au moyen d'actions privilégiées émises à Brookfield en contrepartie d'un produit en trésorerie et d'actions ordinaires (les « actions incessibles ») attribuées à des cadres dirigeants. Le produit a été affecté à l'achat d'actions de catégorie A à droit de vote restreint de Brookfield et, par conséquent, les actions incessibles représentent une participation dans les actions sous-jacentes de Brookfield. Les droits des actions incessibles s'acquièrent au cinquième anniversaire de la date d'attribution, et les actions doivent être détenues jusqu'à ce moment. À une date comprise dans la période de cinq à dix ans suivant la date d'attribution, toutes les actions incessibles détenues seront échangées contre un certain nombre d'actions de catégorie A à droit de vote restreint émises à partir des actions rachetées de la Société, en fonction de la valeur de marché des actions de catégorie A à droit de vote limité au moment de l'échange.

## 9. TOTAL DES PRODUITS ET AUTRES PROFITS

Le total des produits et autres profits pour 2013 comprend un profit de 664 M\$ sur la cession d'activités de pâtes et papiers, dans le cadre de nos activités liées au capital-investissement.

## 10. AUTRES PRODUITS

Les autres produits comprennent un profit de 525 M\$ lié au règlement d'un swap de taux d'intérêt à long terme. En août 2013, la Société a versé 905 M\$ pour mettre fin au contrat, lequel représentait un passif totalisant 1 440 M\$ dans nos états financiers consolidés au moment du règlement. Ce profit a été calculé d'après l'écart entre le montant cumulé juste avant la résiliation du contrat et le paiement versé pour mettre fin à celui-ci, ajusté pour tenir compte des coûts de transaction connexes.

## 11. VARIATIONS DE LA JUSTE VALEUR

Les variations de la juste valeur comptabilisées en résultat net représentent les profits et les pertes découlant des variations de la juste valeur des actifs et des passifs, y compris des instruments financiers dérivés, comptabilisés au moyen de la méthode de l'évaluation à la juste valeur, et se composent de ce qui suit :

	Trimestres		Périodes de neuf mois	
	2013	2012	2013	2012
POUR LES PÉRIODES CLOSES LES 30 SEPT. (EN MILLIONS)				
Immeubles de placement .....	145 \$	492 \$	754 \$	999 \$
Canary Wharf Group .....	57	15	103	20
Contrats de vente d'énergie .....	7	1	(69)	(19)
Contrats liés aux taux d'intérêt et aux taux d'inflation .....	(4)	(16)	(16)	(85)
Activités liées au capital-investissement .....	(37)	(32)	(131)	(133)
Ressources durables .....	(1)	1	17	(8)
Autres .....	(63)	34	(28)	(36)
	<u>104 \$</u>	<u>495 \$</u>	<u>630 \$</u>	<u>738 \$</u>

## 12. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS

Le 1<sup>er</sup> octobre 2013, une filiale de Brookfield a fait l'acquisition d'une société spécialisée dans l'immobilier industriel dont le siège social est situé aux États-Unis.

Le 15 octobre 2013, une filiale de Brookfield a mené à terme l'acquisition d'un propriétaire et exploitant d'immeubles de bureaux à Los Angeles, pour une contrepartie de 433 M\$.

Le 1<sup>er</sup> novembre 2013, Brookfield Property Partners a acquis des actions et des bons de souscription supplémentaires auprès de General Growth Properties Inc., pour une contrepartie totale d'environ 1,4 G\$. Cette acquisition a été financée au moyen de l'émission de parts de société en commandite, à laquelle Brookfield a participé à hauteur de 1,0 G\$.

## INFORMATION À L'INTENTION DES ACTIONNAIRES

### Demandes de renseignements des actionnaires

Les actionnaires sont priés d'adresser leurs demandes à notre groupe Relations avec les investisseurs, à l'adresse suivante :

Brookfield Asset Management Inc.  
Suite 300, Brookfield Place, Box 762, 181 Bay Street  
Toronto (Ontario) M5J 2T3  
Téléphone : 416-363-9491 ou  
1-866-989-0311 (sans frais en Amérique du Nord)  
Télécopieur : 416-363-2856  
www.brookfield.com  
inquiries@brookfield.com

Les actionnaires sont priés d'acheminer leurs demandes relatives aux dividendes, aux changements d'adresse et aux certificats d'actions à l'agent des transferts de la Société, à l'adresse suivante :

CST Trust Company  
P.O. Box 700, Station B  
Montréal (Québec) H3B 3K3  
Téléphone : 416-682-3860 ou  
1-800-387-0825 (sans frais en Amérique du Nord)  
Télécopieur : 1-888-249-6189  
www.canstockta.com  
inquiries@canstockta.com

### Inscriptions boursières

	Symbole	Bourse
Actions de catégorie A à droit de vote restreint	BAM	New York
	BAM.A	Toronto
	BAMA	Euronext – Amsterdam
Actions privilégiées de catégorie A		
Série 2	BAM.PR.B	Toronto
Série 4	BAM.PR.C	Toronto
Série 8	BAM.PR.E	Toronto
Série 9	BAM.PR.G	Toronto
Série 12	BAM.PR.J	Toronto
Série 13	BAM.PR.K	Toronto
Série 14	BAM.PR.L	Toronto
Série 17	BAM.PR.M	Toronto
Série 18	BAM.PR.N	Toronto
Série 21 <sup>1</sup>	BAM.PR.O	Toronto
Série 22	BAM.PR.P	Toronto
Série 24	BAM.PR.R	Toronto
Série 26	BAM.PR.T	Toronto
Série 28	BAM.PR.X	Toronto
Série 30	BAM.PR.Z	Toronto
Série 32	BAM.PF.A	Toronto
Série 34	BAM.PF.B	Toronto
Série 36	BAM.PF.C	Toronto
Série 37	BAM.PF.D	Toronto

1. Les actions privilégiées de catégorie A, série 21, ont été rachetées le 2 juillet 2013.

### Relations avec les investisseurs et communications

Nous nous sommes engagés à informer nos actionnaires de nos progrès grâce à un programme de communication complet qui comprend la publication de documents tels que notre rapport annuel, nos rapports intermédiaires trimestriels et nos communiqués de presse. Nous avons également un site Web qui permet d'accéder rapidement à ces documents de même qu'aux documents déposés auprès des organismes de réglementation, à l'information relative aux actions et aux dividendes ainsi qu'à d'autres renseignements.

Les rencontres avec les actionnaires font partie intégrante de notre programme de communication. Les administrateurs et les membres de la direction rencontrent les actionnaires de Brookfield à l'occasion de l'assemblée annuelle et sont disponibles pour répondre à leurs questions. Les membres de la direction sont aussi disponibles pour rencontrer des analystes en placements, des conseillers financiers et des représentants des médias.

Le texte de notre rapport annuel de 2012 est offert en anglais sur demande; il est également déposé sur SEDAR et accessible par l'intermédiaire de ce site à l'adresse [www.sedar.com](http://www.sedar.com).

### Plan de réinvestissement de dividendes

La Société s'est dotée d'un programme de réinvestissement des dividendes permettant aux porteurs inscrits d'actions de catégorie A à droit de vote restreint qui sont résidents du Canada et des États-Unis de recevoir leurs dividendes sous forme d'actions de catégorie A à droit de vote restreint nouvellement émises.

Les détenteurs inscrits d'actions de catégorie A à droit de vote restreint résidant aux États-Unis peuvent choisir de toucher leurs dividendes sous forme d'actions de catégorie A à droit de vote restreint nouvellement émises à un prix correspondant au cours moyen pondéré en fonction du volume (en dollars américains) de ces actions à la Bourse de New York, lequel est basé sur le cours de clôture moyen durant chacun des cinq jours de Bourse précédant immédiatement la date de paiement de ces dividendes pertinente.

Les détenteurs inscrits d'actions de catégorie A à droit de vote restreint résidant au Canada peuvent choisir de toucher leurs dividendes sous forme de nouvelles émissions d'actions de catégorie A à droit de vote restreint à un prix correspondant au cours moyen pondéré en fonction du volume de ces actions à la Bourse de New York, multiplié par un facteur d'échange qui représente le taux de change moyen tel qu'il est publié à midi par la Banque du Canada durant chacun des cinq jours de Bourse précédant immédiatement la date de paiement de ces dividendes pertinente.

Notre plan de réinvestissement des dividendes permet aux actionnaires actuellement inscrits de la Société résidant au Canada et aux États-Unis d'augmenter leurs placements dans la Société sans avoir à verser de commission. Pour obtenir des précisions sur le plan de réinvestissement des dividendes et un formulaire de participation, les actionnaires doivent s'adresser au siège social situé à Toronto ou à l'agent des transferts de la Société, ou encore consulter le site Web de celle-ci.

## Registre des dividendes et dates de paiement

	Date de clôture des registres	Date de paiement
Actions de catégorie A à droit de vote restreint <sup>1</sup>	1 <sup>er</sup> février 2014 <sup>2</sup>	28 février 2014 <sup>3</sup>
Actions privilégiées de catégorie A <sup>1</sup>		
Séries 2, 4, 12, 13, 17, 18, 21 <sup>4</sup> , 22, 24, 26, 28, 30, 32, 34, 36 et 37	Quinzième jour de mars, de juin, de septembre et de décembre	Dernier jour de mars, de juin, de septembre et de décembre
Séries 8 et 14	Dernier jour de chaque mois	Douzième jour du mois suivant
Série 9	Cinquième jour de janvier, d'avril, de juillet et d'octobre	Premier jour de février, de mai, d'août et de novembre

1. Tous les versements de dividendes doivent être déclarés par le conseil d'administration.
2. Dernier jour de février, de mai, d'août et de novembre, à compter du 31 mai 2014.
3. Dernier jour de mars, de juin, de septembre et de décembre, à compter du 30 juin 2014.
4. Les actions privilégiées de catégorie A, série 21, ont été rachetées le 2 juillet 2013.

**BROOKFIELD ASSET MANAGEMENT INC.**

**BUREAUX PRINCIPAUX**

New York – États-Unis  
Brookfield Place  
250 Vesey Street, 15th Floor  
New York, New York  
10281-1023  
Tél. : 212-417-7000  
Télééc. : 212-417-7196

Toronto – Canada  
Brookfield Place, Suite 300  
Bay Wellington Tower  
181 Bay Street, Box 762  
Toronto (Ontario) M5J 2T3  
Tél. : 416-363-9491  
Télééc. : 416-365-9642

**BUREAUX RÉGIONAUX**

Sydney – Australie  
Level 22  
135 King Street  
Sydney, NSW 2001  
Tél. : 61-2-9322-2000  
Télééc. : 61-2-9322-2001

Londres – Royaume-Uni  
23 Hanover Square  
Londres W1S 1JB  
Royaume-Uni  
Tél. : 44 (0) 20-7659-3500  
Télééc. : 44 (0) 20-7659-3501

Hong Kong  
Suite 2302, Prosperity Tower  
39 Queens Road Central  
Central, Hong Kong  
Tél. : 852-2143-3003  
Télééc. : 852-2537-6948

Rio de Janeiro – Brésil  
Rua Lauro Müller 116, 21º Andar,  
Botafogo, Rio de Janeiro, Brésil  
22290 - 160  
CEP : 71.635.250  
Tél. : 55 (21) 3527-7800  
Télééc. : 55 (21) 3527-7799

Dubai – Émirats arabes unis  
Level 1, Al Manara Building  
Sheikh Zayed Road  
Dubai, UAE  
Tél. : 971-4-3158-500  
Télééc. : 971-4-3158-600

Mumbai  
Unit 203, 2nd Floor  
Tower A, Peninsula Business Park  
Senapati Bapat Marg, Lower Parel  
Mumbai - 400 013  
Tél. : 91 (22) 6600-0400  
Télééc. : 91 (22) 6600-0401